



RAPPORT ANNUEL DE L'EXERCICE 2022

CRÉATION DE VALEUR

cg / Canaccord
Genuity

APERÇU FINANCIER

Principales informations financières^{1,2,7}

Pour les exercices clos les 31 mars					
(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	2022	2021	2020	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	761 843 \$	735 239 \$	586 884 \$	26 604 \$	3,6 %
Financement de sociétés	561 725	761 551	236 962	(199 826)	(26,2) %
Honoraires de consultation	493 057	197 092	206 507	295 965	150,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	158 978	246 801	108 834	(87 823)	(35,6) %
Intérêts	36 028	26 288	63 690	9 740	37,1 %
Divers	34 371	40 717	20 990	(6 346)	(15,6) %
Total des produits des activités ordinaires	2 046 002	2 007 688	1 223 867	38 314	1,9 %
Charges					
Charge de rémunération	1 248 184	1 227 895	738 313	20 289	1,7 %
Autres charges indirectes ³	395 709	398 693	383 527	(2 984)	(0,7) %
Frais connexes aux acquisitions	9 197	5 922	(124)	3 275	55,3 %
Frais de restructuration ⁴	—	—	1 921	—	—
Variation de la juste valeur du passif dérivé	8 519	—	—	8 519	n. p.
Coûts liés au rachat des débetures convertibles ⁵	5 932	4 354	—	1 578	36,2 %
Quote-part de la perte (du profit) d'une entreprise associée	192	922	207	(730)	(79,2) %
Total des charges	1 667 733	1 637 786	1 123 844	29 947	1,8 %
Résultat avant impôt sur le résultat	378 269	369 902	100 023	8 367	2,3 %
Résultat net	270 565 \$	269 802 \$	86 554 \$	763 \$	0,3 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	246 314 \$	263 786 \$	86 490 \$	(17 472) \$	(6,6) %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	24 251 \$	6 016 \$	64 \$	18 235 \$	n. p.
Résultat par action ordinaire – de base	2,50 \$	2,30 \$	0,78 \$	0,20 \$	8,7 %
Résultat par action ordinaire après dilution	2,16 \$	2,04 \$	0,65 \$	0,12 \$	5,9 %
Dividendes par action ordinaire	0,32 \$	0,25 \$	0,20 \$	0,07 \$	28,0 %
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9981 \$	0,9712 \$	0,9712 \$	0,03 \$	2,8 %
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,2482 \$	1,2482 \$	— \$	—
Compte non tenu des éléments importants⁶					
Total des produits des activités ordinaires	2 040 602 \$	1 993 488 \$	1 223 867 \$	47 114 \$	2,4 %
Total des charges	1 623 036 \$	1 607 398 \$	1 100 810 \$	15 638 \$	1,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat	417 566 \$	386 090 \$	123 057 \$	31 476 \$	8,2 %
Résultat net	305 827 \$	285 887 \$	106 323 \$	19 940 \$	7,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	284 069 \$	279 871 \$	105 895 \$	4 198 \$	1,5 %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	21 758 \$	6 016 \$	428 \$	15 742 \$	261,7 %
Résultat par action ordinaire après dilution	2,51 \$	2,48 \$	0,81 \$	0,03 \$	1,2 %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	7 250 245 \$	7 631 801 \$	5 956 195 \$	(381 556) \$	(5,0) %
Total du passif	5 833 476 \$	6 516 517 \$	5 027 421 \$	(683 041) \$	(10,5) %
Participations ne donnant pas le contrôle	238 700 \$	8 190 \$	156 \$	230 510 \$	n. p.
Total des capitaux propres	1 178 069 \$	1 107 094 \$	928 618 \$	70 975 \$	6,4 %
Nombre d'employés	2 587	2 356	2 308	231	9,8 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés et, compte non tenu de l'incidence des actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK, des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 1,6 % et 4,3 % ont été comptabilisées pour la période du 1^{er} août 2021 au 31 décembre 2021 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 (néant au 31 mars 2021).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation, et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été engagés en lien avec CGWM UK et comprennent également des coûts immobiliers et d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons.

5) Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a conclu une convention de crédit pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang (« facilité d'emprunt ») pour financer une partie du rachat des débetures convertibles. Les coûts de transaction engagés à l'égard de la facilité d'emprunt sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti et inclus dans le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt. Les intérêts liés à cette facilité d'emprunt sont inclus dans les coûts liés au rachat des débetures convertibles pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

6) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

7) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019, de Patersons depuis le 21 octobre 2019, d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021 et de Sawaya Partners depuis le 31 décembre 2021.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

Table des matières

Introduction	1
Performance mondiale	2
Message du président et chef de la direction	4
Message du président du conseil d'administration	7
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	8
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	10
Facteurs ESG : notre engagement à l'égard du développement durable et de la responsabilité sociale de l'entreprise	12
Rapport de gestion et états financiers	13
Renseignements à l'intention des actionnaires	Troisième de couverture

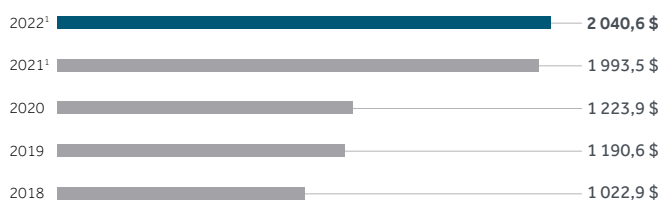
À propos de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société ») est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. La Société exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. La division internationale des marchés des capitaux exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

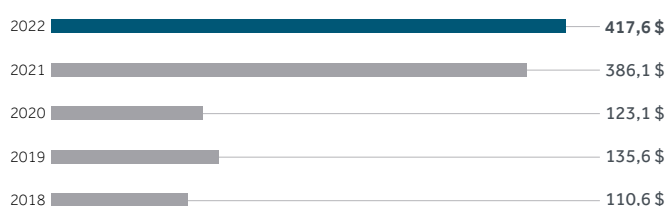
Groupe Canaccord Genuity Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto.

Tirant parti d'une stratégie claire et d'investissements disciplinés depuis plusieurs années aux fins d'expansion de nos plateformes de gestion de patrimoine et de consultation mondiales, nous avons fait progresser nos produits des activités ordinaires et notre résultat par action pour une sixième année consécutive.

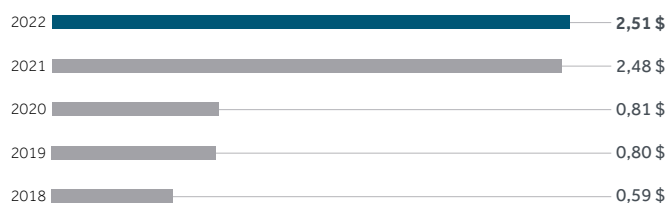
Produits des activités ordinaires (en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Résultat avant impôt sur le résultat¹ (en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Résultat par action après dilution¹ (en \$ CA, exercices clos les 31 mars)



1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 24.

PERFORMANCE MONDIALE

2,0 milliards \$

Produits des activités ordinaires
pour l'exercice 2022

2,51 \$

Résultat par action après dilution
de l'exercice 2022¹

28 %

Hausse du dividende par action ordinaire
d'un exercice à l'autre

100 millions \$

Offre publique de rachat importante au
cours de l'exercice 2022

176 millions \$

Somme remise aux actionnaires par
voie de dividendes et de rachats
d'actions au cours de l'exercice 2022

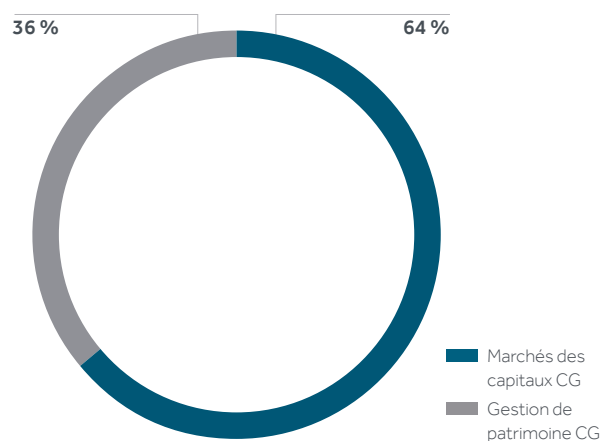
Malgré le repli qui s'est opéré dans l'ensemble des marchés au cours du deuxième semestre de l'exercice 2022, tous nos secteurs d'activité ont continué à se démarquer.

¹⁾ Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 24.

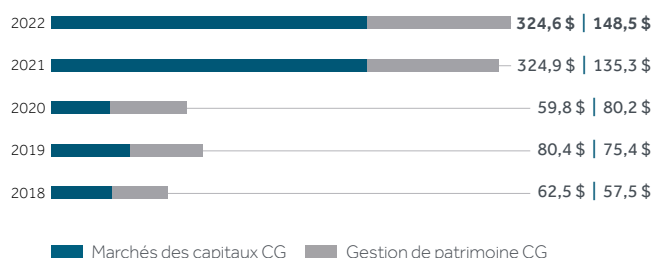


Grâce à notre bilan robuste, nous pouvons fournir des services de premier ordre à nos clients, tout en maintenant d'abondantes liquidités et la grande souplesse requise pour investir dans nos activités et déployer les capitaux d'une manière qui devrait nous permettre d'offrir des avantages durables à nos actionnaires.

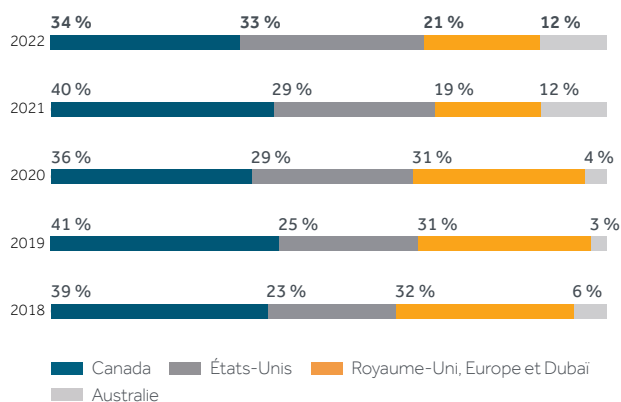
Produits des activités ordinaires par division pour l'exercice 2022



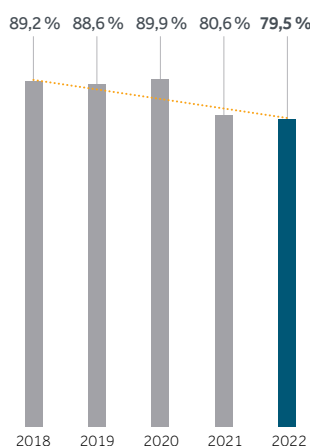
Résultat avant impôt sur le résultat¹ – apport par secteur d'activité (en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



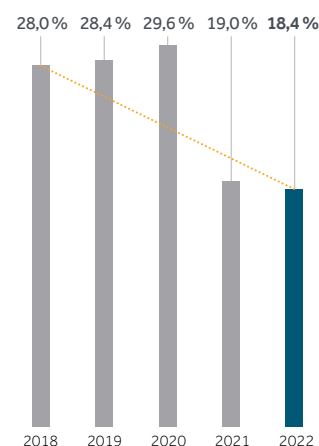
Produits des activités ordinaires par région (exercices clos les 31 mars)



Total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires¹ (exercices clos les 31 mars)



Charges autres que de rémunération exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires¹ (exercices clos les 31 mars)



1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 24.



MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Chers actionnaires,

L'exercice 2022 a démarré sur une bonne lancée, dans le prolongement d'un contexte de marché robuste qui, depuis 2020, favorise les titres de croissance. Pour le premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires, le résultat net et le résultat par action ajusté ont été supérieurs à ceux de la période de comparaison de l'exercice 2021 sur tous les plans. Au cours du second semestre, plusieurs enjeux touchant l'ensemble du secteur ont fait augmenter la volatilité, et les activités de mobilisation de capitaux ont connu un déclin considérable, ce qui était largement attendu après deux années marquées par des niveaux d'activité sans précédent. La créativité et la résilience des employés de CG tout au long de cette période ont été à nouveau remarquables.

Nous avons continué de gagner des parts de marché dans nos activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux en tirant parti de l'expansion de nos ressources pour attirer de nouveaux clients et approfondir les relations existantes. Alors que les marchés présentaient de plus en plus de défis, nous avons saisi toutes les occasions pour servir nos clients, tout en établissant un solide bassin de projets pour l'année à venir.

Les produits des activités ordinaires à l'échelle de la Société se sont établis à 2,0 milliards \$ pour l'exercice, ce qui représente une hausse de 1,9 % par rapport à ceux de l'exercice 2021. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt a progressé de 8,2 % d'un exercice à l'autre et atteint 418 millions de dollars, ce qui a donné lieu à un résultat par action ajusté après dilution¹ de 2,51 \$.

Les avantages de notre plateforme diversifiée n'ont jamais été aussi manifestes. Pour l'exercice 2022, nous avons généré plus de 60 % de nos produits des activités ordinaires à l'extérieur du Canada. Malgré un recul important des activités de financement de sociétés au milieu de l'exercice,

l'apport de nos activités de consultation à marge plus élevée a considérablement augmenté, tandis que les produits récurrents et le résultat net de nos activités de gestion de patrimoine ont continué de progresser. Ces réalisations sont le fruit de nombreuses années de planification minutieuse et d'investissement discipliné.

Pour ce qui est du rendement de nos secteurs d'activité, nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux combinées ont généré des produits des activités ordinaires de 1,3 milliard \$ pour l'exercice. L'apport de nos activités de financement de sociétés a diminué par rapport aux niveaux records du dernier exercice, mais l'année a quand même été historiquement très productive pour nos activités sur les marchés des capitaux. Au cours de l'exercice, nous avons aidé des sociétés de croissance à mobiliser 61 milliards \$ et maintenu un niveau d'activité élevé dans les secteurs de la technologie, des sciences de la vie et des mines.

Lorsque les activités sur les marchés des capitaux ont commencé à ralentir, nos équipes des fusions et acquisitions ont su s'adapter, dégagant des résultats records qui sont le reflet de la confiance que nous témoignent les dirigeants, promoteurs financiers et administrateurs des entreprises en pleine croissance que nous conseillons. Les produits des activités ordinaires de ce secteur ont été multipliés par un facteur de plus de 2,5 d'un exercice à l'autre, ce qui est essentiellement attribuable à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis qui nous ont permis de tripler les produits tirés des activités de consultation par rapport à ceux de l'exercice précédent.

La marge bénéficiaire avant impôt sur une base ajustée¹ de nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux a été conforme à la marge record inscrite à l'exercice 2021, s'établissant à 25 % pour l'exercice considéré. Ce résultat témoigne du contexte favorable pour nos activités de mobilisation de capitaux dont nous avons profité et des avantages offerts par les investissements que nous avons réalisés précédemment dans le but de renforcer notre secteur cible des activités sur les marchés des capitaux. Dans la foulée du déploiement fructueux de cette stratégie, nous avons accueilli en décembre Sawaya Partners, un cabinet de services-conseils de premier plan axé sur le secteur de la consommation, dont l'acquisition renforce considérablement notre présence dans les marchés verticaux de ce secteur et offre des recoupements avec plusieurs de nos secteurs cibles à l'échelle mondiale.

Tout au long de l'exercice, nos équipes sont demeurées fidèles à notre engagement de longue date à fournir à nos clients du marché secondaire un soutien et une expérience exceptionnels axés sur des capacités de distribution mondiale hors pair, des analyses novatrices, des conférences et des solutions de négociation spécialisées.

Tout en aidant nos clients à composer avec les nouvelles réalités du marché, nous envisageons avec eux leurs besoins futurs et nous nous employons à fournir de nouveaux produits et services auxiliaires qui élargissent notre offre dans nos segments verticaux cibles du marché intermédiaire et favorisent l'établissement de relations à long terme fructueuses.

Pour l'avenir, nous entrevoyons de nombreuses possibilités qui nous permettront de continuer d'accroître notre part de marché, d'étendre les capacités de nos plateformes et, à terme, de renforcer notre capacité à dégager des résultats dans différentes conjonctures de marché.

Nos activités de gestion de patrimoine mondiale ont continué d'afficher une croissance impressionnante. À la clôture de l'exercice considéré, les actifs pour le compte des clients s'élevaient à 96,1 milliards \$, une progression de 8,2 % d'un exercice à l'autre, mais un léger recul par rapport au niveau record du troisième trimestre de l'exercice, ce qui s'explique par la baisse des évaluations sur les marchés à la fin de la période de 12 mois. Plus particulièrement, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 12 % et atteint 587 millions \$, un nouveau sommet attribuable aux niveaux sans précédent atteints

dans toutes les régions où nous exerçons des activités. Compte non tenu des éléments importants, nos activités de gestion de patrimoine mondiale combinées ont inscrit un résultat net avant impôt¹ record de 148,5 millions \$, en hausse de 10 % d'un exercice à l'autre.

Tout au long de l'exercice, nous avons continué d'investir dans la croissance de nos activités de gestion de patrimoine dans l'ensemble des régions afin de préserver notre capacité à générer des résultats prévisibles même dans les périodes plus incertaines.

Au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, nous avons fait notre entrée sur le marché écossais grâce à l'acquisition d'Adam & Company et, après la clôture de l'exercice, nous avons également conclu l'acquisition de Punter Southall Wealth, ce qui accroîtra l'envergure de nos activités de planification financière et de gestion de placements. Les efforts d'intégration déployés jusqu'ici ont donné des résultats concrets et positifs, et nous demeurons centrés sur nos priorités au chapitre de la croissance interne. L'excellence de nos dirigeants locaux et le soutien accru de HPS, notre partenaire financier et stratégique, nous ont également permis de rehausser l'évaluation de ce secteur. Même si nous prévoyons qu'une tranche d'environ 67 % de l'apport de ce secteur au résultat net sera affectée aux résultats du groupe dans l'avenir, nous sommes en bonne position pour étendre notre présence au sein du marché, tout en renforçant l'apport au résultat net de l'ensemble de nos résultats.

Nous avons continué de recruter des équipes talentueuses qui voient des possibilités distinctes pour développer leurs activités au sein de CG. Cette année, nous avons fait très bonne figure dans le cadre d'une enquête indépendante sur les meilleurs conseillers en gestion de patrimoine du Canada, aucune autre société indépendante n'étant mieux représentée que CG sur la base de son nombre total de conseillers, largement supérieur à celui des autres. En outre, CG s'est récemment classée parmi les meilleures sociétés de gestion de patrimoine du Canada dans le cadre d'un sondage mené auprès de conseillers en placement à l'échelle nationale. Au cours de l'exercice 2022, la valeur moyenne du portefeuille des équipes de conseillers s'est élevée à 260 millions \$, en hausse de 17 % d'un exercice à l'autre, et la croissance des actifs gérés de manière discrétionnaire par ce secteur s'est poursuivie, avec une progression de 35 % par rapport à ceux de l'exercice précédent.

1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 24.

Enfin, la croissance des actifs pour le compte des clients et des produits qui en sont tirés s'est poursuivie dans nos activités de gestion de patrimoine en Australie, celles-ci tirant parti de leur harmonisation avec les activités sur les marchés des capitaux de premier plan que nous menons dans cette région. Depuis l'acquisition conclue en 2019 en appui à l'expansion de ce secteur, les actifs pour le compte des clients qui y sont gérés ont plus que doublé et atteignent maintenant 5,4 milliards \$. Cette performance exceptionnelle contribue à faire de CG une marque de premier plan auprès des investisseurs de sociétés à petite ou à moyenne capitalisation de la région, en plus de favoriser le recrutement de conseillers.

Que ce soit par des acquisitions ou des activités de recrutement, les entreprises et les professionnels qui se joignent à CG Gestion de patrimoine ont été en mesure de dégager une plus grande valeur grâce à notre plateforme offrant des possibilités de croissance très intéressantes dans toutes les régions. Pour l'avenir, nous continuons d'explorer un vaste éventail de possibilités pour générer une croissance rentable dans cet important secteur.

Nous sommes déterminés à faire progresser nos priorités stratégiques d'une manière aussi avantageuse pour nos activités que pour les collectivités où nous sommes présents.

Nous savons que notre capacité à contribuer efficacement à des changements positifs et durables dépend de l'intégration de nos principes de responsabilité sociale de l'entreprise dans tous les aspects de nos activités. Cette année, la responsabilité de la surveillance des questions environnementales, sociales et de gouvernance (« ESG ») a été inscrite au mandat officiel de notre conseil d'administration, et nous avons publié notre premier rapport ESG.

Au sein des marchés des capitaux, notre groupe Développement durable mondial aide de plus en plus de sociétés de croissance à accélérer leurs priorités en matière de développement durable et de transition énergétique. Je suis heureux d'annoncer que la valeur globale de nos mandats de prise ferme et de consultation dans ce segment essentiel a atteint 16 milliards \$ cette année.

À l'échelle de notre organisation, nous renforçons progressivement nos pratiques d'embauche et de maintien en poste afin de promouvoir une plus grande diversité au sein de notre main-d'œuvre. Nous avons mis l'accent sur la formation, l'évaluation et la reddition de comptes, mais ce sont nos employés qui ont façonné certaines de nos initiatives les plus efficaces en matière de diversité et d'inclusion, ce qui témoigne de la force que nous procure notre culture axée sur les partenariats.

Nous avons également identifié plusieurs possibilités pour favoriser en continu le développement et le succès de tous nos employés, et des plans d'action sont en cours de mise en œuvre dans l'ensemble de nos activités et régions. Nous avons sondé nos employés au cours de l'exercice 2022, et je suis heureux de signaler que dans toutes nos régions, ceux-ci démontrent un niveau d'engagement largement supérieur à celui des autres entreprises de services financiers de notre groupe de pairs. Beaucoup de nos employés ont mis en lumière les outils que CG met à leur disposition pour favoriser leur réussite, ainsi que sa solide vision collective.

Nous savons que même s'il nous réserve plus d'incertitude et de volatilité, l'avenir est également porteur de possibilités.

L'exercice 2023 a débuté avec son lot de nouveaux défis, sous l'effet combiné de la montée de l'inflation, de l'accroissement de la volatilité, de la hausse des taux d'intérêt et des craintes d'une récession. Alors que beaucoup de pays et d'entreprises s'efforcent encore de se relever de la pandémie, nous devons également composer avec les répercussions économiques et humaines de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il s'agit d'abord et avant tout d'une crise humanitaire, et toutes nos pensées accompagnent le peuple ukrainien. Mais cette situation en plein développement aura également d'importantes répercussions pour l'économie et le commerce.

Nous avons prouvé par le passé qu'une conjoncture de marché difficile peut nous inciter à faire les choses différemment. Notre bilan solide est porteur d'avenir, et nous sommes bien placés pour profiter d'occasions uniques d'assurer notre croissance en élargissant et en approfondissant nos capacités à l'intention de la clientèle cible de nos activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux.

Je n'ai jamais été aussi confiant dans notre position stratégique qu'aujourd'hui. Avec le soutien de mes partenaires du comité de gestion mondiale et du conseil d'administration et de mes plus de 2 500 collègues à l'échelle de CG, nous nous efforcerons d'utiliser cette période de façon productive pour pouvoir continuer encore longtemps d'accroître la valeur pour nos actionnaires.

Je vous remercie pour votre soutien constant.

(signature)

Dan Daviau
Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.



MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'exercice 2022 fut une année fructueuse pour CG même si, dans les derniers mois de cette période, la conjoncture s'est assombrie pour nos activités et nos actionnaires et demeure difficile au moment où nous entreprenons un nouvel exercice.

Prenant appui sur une stratégie claire et des investissements disciplinés visant à consolider les sources récurrentes de produits et à créer un modèle d'affaires moins capitalistique et à plus faible risque, nous avons fait progresser nos produits des activités ordinaires et notre résultat par action pour une sixième année consécutive. Nous avons réussi à réaliser une telle performance au cours d'un exercice où nous avons encore dû composer avec les défis engendrés par la pandémie de COVID-19 auxquels s'est conjugué, à compter de janvier, un renversement abrupt de la demande pour les titres de croissance.

Toutes nos activités contribuent désormais de manière importante à nos résultats, et nous sommes en mesure d'améliorer ceux que nous dégageons pour nos clients et nos actionnaires grâce à un meilleur alignement entre nos régions et nos capacités. Nos investissements dans la croissance des activités de gestion de patrimoine et de consultation nous ont permis d'aborder ce contexte difficile en ayant la conviction que la composition défensive et de plus en plus stable de nos activités continuera d'assurer notre résilience sur le plan opérationnel.

Ce fut également une année importante au chapitre des activités stratégiques. Au cours de l'exercice, nous nous sommes efforcés de déployer les capitaux de diverses manières qui devraient générer des avantages durables pour nos actionnaires. Nous avons conclu des acquisitions pour accroître la valeur à long terme et le positionnement de nos activités de gestion de patrimoine et de nos activités sur les marchés des capitaux. Fidèles à notre engagement d'accroître le rendement pour les actionnaires, nous avons également poursuivi notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités et mené à bien une offre publique de rachat importante d'un montant de 100 millions \$. Enfin, nous avons augmenté les dividendes versés sur nos actions ordinaires de 28 %. En tout, nous avons remis 176 millions \$ aux actionnaires par voie de dividendes et de rachats d'actions au cours de l'exercice 2022.

Nous savons également qu'en renforçant notre position au sein du marché dans l'ensemble de nos régions, nous avons une plus grande incidence dans les collectivités où nous vivons et travaillons. Bien que les facteurs ESG aient toujours été pris en compte dans nos processus décisionnels, nous les avons officiellement inscrits au mandat de notre conseil d'administration cette année. Pour l'avenir, nous sommes déterminés à redoubler d'efforts et à traiter différents enjeux, comme la diversité et l'inclusion, l'éthique et l'intégrité, la gestion des risques et les pratiques commerciales durables, avec plus de transparence.

Nous continuons de diversifier la main-d'œuvre dans l'ensemble de nos activités en mettant principalement l'accent sur l'établissement d'un bassin de futurs leaders issus de la diversité pour propulser notre Société vers la prochaine étape de son développement. Dans le cadre des efforts déployés pour offrir davantage de possibilités de perfectionnement à notre main-d'œuvre diversifiée, nous avons également étendu nos initiatives externes par des partenariats avec diverses organisations, comme Youth INC et la Schulich School of Business, en plus de donner le coup d'envoi à la troisième édition annuelle de notre programme de conseils pour les femmes entrepreneurs (Canaccord Genuity Advisory Program for Women Entrepreneurs).

Notre Société évolue et, afin de promouvoir continuellement l'intérêt supérieur de nos actionnaires, nous nous appuyons en priorité sur de solides pratiques de gouvernance. Cette année marque le départ à la retraite de deux de nos administrateurs comptant le plus grand nombre d'années de service, Michael Harris et Terrence Lyons, qui sont tous deux arrivés au terme de leur mandat au sein du conseil d'administration

de Groupe Canaccord Genuity. M. Lyons a été administrateur principal indépendant et président du comité d'audit, en plus de siéger au conseil de plusieurs filiales de CG. Il a joué un rôle important dans la réussite de CG depuis 2004, par sa vigilance et son expérience au cours d'un nombre incalculable d'heures passées à servir notre organisation. M. Harris a présidé le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération, et ses conseils, son jugement et sa sagesse se sont avérés très précieux tout au long des 18 années de son mandat. Merri Jones, qui a fait profiter le conseil d'administration et l'équipe de haute direction de sa vaste expérience dans le secteur de la gestion de patrimoine au Canada, quittera également son poste d'administratrice. En prévision de ces changements, nous avons recruté au cours des dernières années des personnes possédant des compétences exemplaires pour assurer une transition efficace. Nous nous réjouissons également de proposer la candidature de Michael Auerbach au poste d'administrateur indépendant lors de la prochaine assemblée générale annuelle. M. Auerbach est un entrepreneur, un investisseur, un conseiller d'affaires et un diplomate privé accompli qui possède une expertise approfondie dans les services financiers, la prestation de conseils en veille stratégique et la gestion des risques. Grâce à ces changements et avec votre appui, nous pourrions compter sur sept administrateurs indépendants chevronnés, parmi lesquels on retrouve quatre femmes et trois hommes. Au nom de mes collègues du conseil d'administration, je tiens à exprimer notre profonde reconnaissance à MM. Lyons et Harris et à M^{me} Jones pour toutes ces années de services remarquables.

L'exercice 2023 devrait être bien différent des deux exercices précédents. Tout comme nos clients, nous devons composer avec une conjoncture difficile et incertaine, marquée par différents enjeux comme la hausse des taux d'intérêt, l'inflation, le resserrement continu de la politique monétaire et les perturbations du marché engendrées par la guerre dévastatrice en Ukraine. Cela étant dit, nous entreprenons l'exercice 2023 avec la conviction que notre Société n'a jamais été aussi solidement protégée contre les risques de pertes. Nos succès récents sont le couronnement de nombreuses années d'efforts au cours desquelles nous avons également façonné nos activités afin qu'elles dégagent des résultats prévisibles pour nos actionnaires même dans les périodes d'incertitude.

Comme nous l'avons fait par le passé, nous profiterons des temps difficiles qui s'annoncent pour renforcer encore davantage notre position de société indépendante de premier plan qui exerce des activités de gestion de patrimoine et sur les marchés de capitaux en se consacrant à répondre aux besoins des entreprises de croissance et des investisseurs. Nous entrevoyons plusieurs possibilités pour accroître notre pertinence dans nos secteurs cibles et nous nous employons à saisir les occasions de générer une croissance ciblée et disciplinée. Notre bilan robuste et bien géré soutient notre capacité à offrir à nos clients des services de premier plan sur le marché, tout en maintenant d'abondantes liquidités et une grande souplesse.

En conclusion, j'aimerais exprimer ma reconnaissance à Dan Daviau et au comité de gestion mondiale pour leur dévouement à faire progresser et à exécuter notre stratégie à long terme. Bien sûr, rien de tout cela ne serait possible sans la culture remarquable de CG, axée sur l'agilité et les partenariats, que nos plus de 2 500 employés perpétuent jour après jour. Nous les remercions pour tous leurs efforts.

Je remercie également les actionnaires de leur soutien sans faille.

(signature)

David Kassie
Président du conseil d'administration
Groupe Canaccord Genuity Inc.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Tout au long de l'exercice, nous avons continué d'investir dans la croissance nos activités de gestion de patrimoine dans l'ensemble des régions. En plus d'investir dans la main-d'œuvre et les acquisitions, nous nous consacrons activement à la mise en œuvre d'initiatives en matière de croissance interne et à la modernisation de nos technologies et de nos infrastructures afin de suivre la cadence des besoins en constante évolution des investisseurs.

96,1 milliards \$

Actifs totaux pour le compte des clients

Les actifs pour le compte des clients ont affiché une progression de 8 % d'un exercice à l'autre, mais un léger recul par rapport au niveau record de 102 milliards \$ atteint au troisième trimestre de notre exercice, ce qui reflète la baisse des évaluations sur les marchés à la fin de la période de 12 mois.

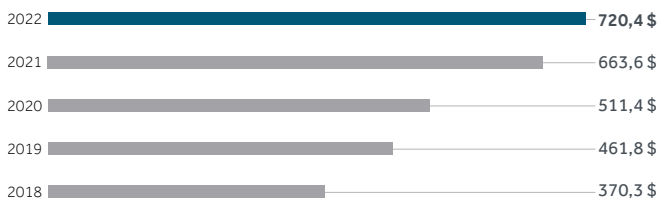
20,6 %

Marge bénéficiaire avant impôt pour l'exercice 2022¹

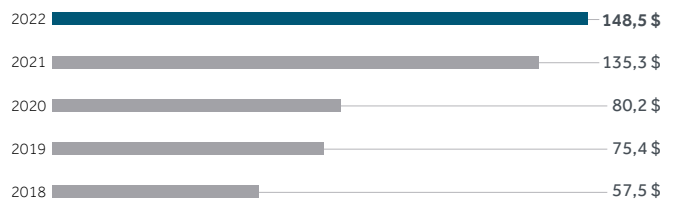
UN MOTEUR IMPORTANT DE LA CROISSANCE DES RÉSULTATS ET DE LA STABILITÉ À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

Les investissements que nous avons réalisés pour accroître l'envergure de nos activités de gestion de patrimoine continueront de nous fournir des assises solides pour améliorer nos résultats et notre résilience à long terme alors que nous devons composer avec la dynamique changeante des marchés.

Produits tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale²
(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Résultat avant impôt sur le résultat des activités de gestion de patrimoine mondiale^{1,2}
(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



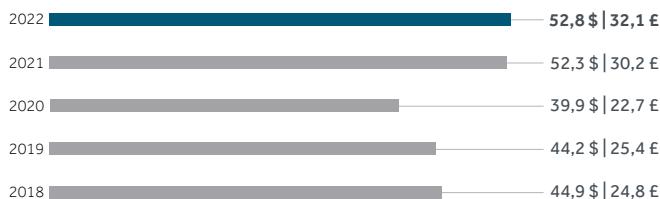
1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 24.

2) Depuis le T3/20, les montants tiennent compte des activités de gestion de patrimoine en Australie.

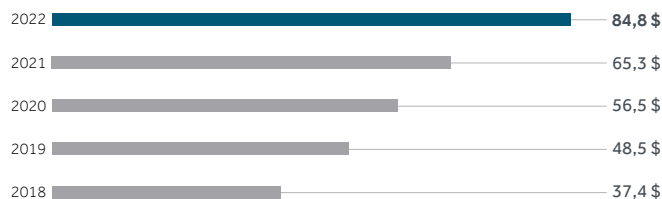
ROYAUME-UNI ET DÉPENDANCES DE LA COURONNE

Les produits tirés des activités ordinaires de cette division au cours de l'exercice 2022 ont augmenté de 12 % d'un exercice à l'autre, se chiffrant à 310,5 millions \$, et la marge bénéficiaire avant impôt ajustée¹ s'est établie à 27,3 %. Grâce au soutien accru de notre partenaire financier et stratégique HPS, nous avons étendu notre présence au Royaume-Uni et donné plus d'envergure à nos capacités en matière de planification financière en procédant à l'acquisition des activités de gestion des placements d'Adam & Company et de Punter Southall Wealth².

Actifs pour le compte des clients des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne³
(en milliards \$ CA et £, exercices clos les 31 mars)



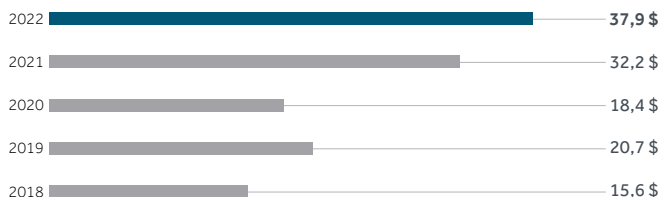
Résultat avant impôt sur le résultat des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne¹
(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



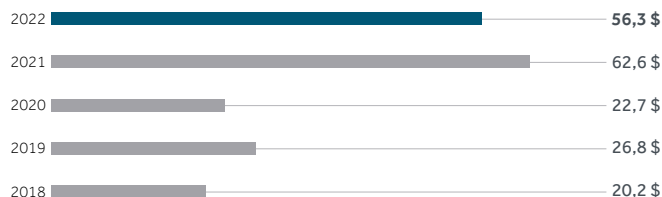
CANADA

Les produits tirés des activités ordinaires de cette division au cours de l'exercice 2022 ont progressé de 3,5 % d'un exercice à l'autre, se chiffrant à 335,3 millions \$, et la marge bénéficiaire avant impôt ajustée¹ s'est établie à 16,8 %. Bien que la diminution prévue du volume des nouvelles émissions ait réduit l'apport de ces activités au résultat net par rapport à l'exercice précédent, les actifs pour le compte des clients ont continué de croître et nous avons poursuivi nos initiatives en matière de recrutement de conseillers en placement et de croissance interne.

Actifs pour le compte des clients des activités de gestion de patrimoine au Canada³
(en milliards \$ CA, exercices clos les 31 mars)



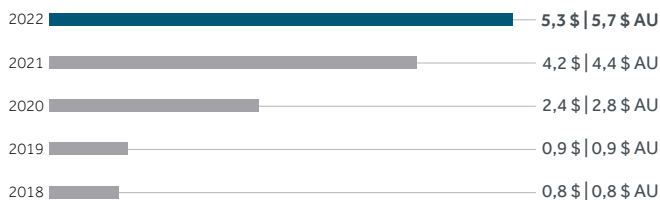
Résultat avant impôt sur le résultat des activités de gestion de patrimoine au Canada¹
(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



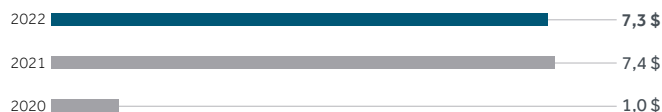
AUSTRALIE

La croissance des actifs pour le compte des clients et des produits qui en sont tirés s'est poursuivie dans nos activités de gestion de patrimoine en Australie, celles-ci ayant tiré parti de leur harmonisation avec les activités sur les marchés des capitaux de premier plan menées dans cette région. Les produits tirés des activités ordinaires de cette division pour l'exercice 2022 ont augmenté de 19,9 % d'un exercice à l'autre, se chiffrant à 74,6 millions \$, et la marge bénéficiaire avant impôt ajustée¹ s'est établie à 9,8 %. Le nombre de conseillers en placement dans cette division a augmenté de 5 % d'un exercice à l'autre, ce qui est le reflet du dynamisme de nos activités de recrutement.

Actifs pour le compte des clients des activités de gestion de patrimoine en Australie³
(en milliards \$ CA et \$ AU, exercices clos les 31 mars)



Résultat avant impôt sur le résultat des activités de gestion de patrimoine en Australie^{1,4}
(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 24.

2) L'acquisition de Punter Southall Wealth a été conclue le 31 mai 2022.

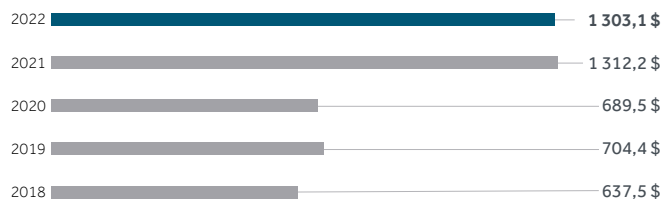
3) Actifs sous administration, sous gestion et sous contrat de gestion.

4) Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine en Australie étaient auparavant comptabilisés dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie. À compter du T3/20, ces activités sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct. Le résultat avant impôt sur le résultat pour l'exercice 2020 ne tient compte que des résultats après la conclusion de l'acquisition de Patersons le 19 octobre 2019.

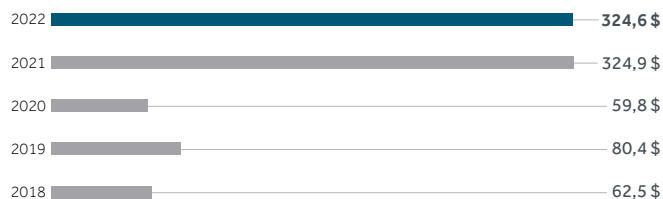
MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Le contexte est demeuré favorable pour les activités de mobilisation de capitaux dans nos secteurs cibles et régions de prédilection, malgré un déclin qui était largement attendu après les niveaux records atteints au cours de l'exercice précédent. Lorsque le volume des nouvelles émissions dans l'ensemble des marchés a commencé à reculer, nos équipes des fusions et acquisitions ont su s'adapter, dégageant des résultats records qui sont le reflet de la confiance que nous témoignent les dirigeants, promoteurs financiers et administrateurs des entreprises en pleine croissance que nous conseillons.

Produits tirés des activités sur les marchés des capitaux mondiaux
(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)

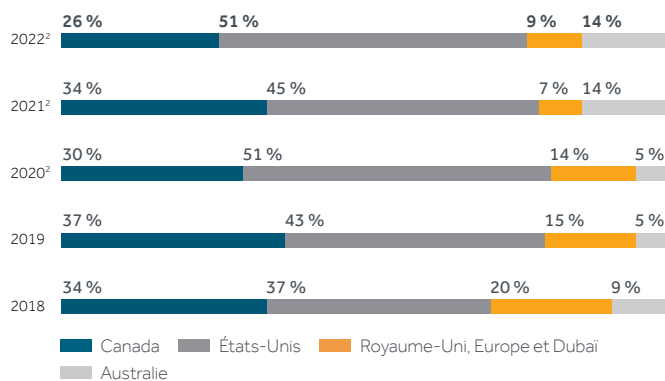


Résultat avant impôt sur le résultat des activités sur les marchés des capitaux mondiaux¹
(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)

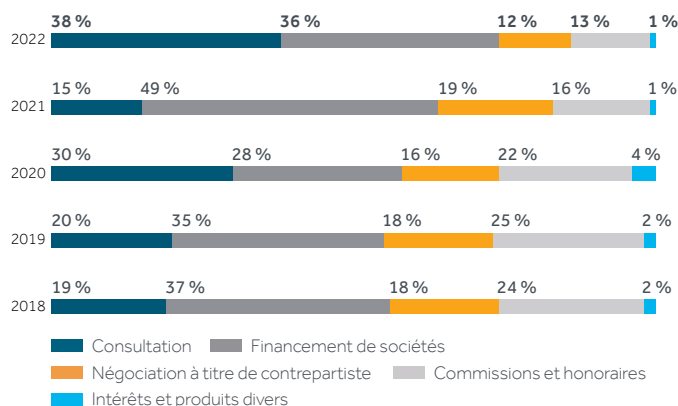


Les produits et le résultat tirés des activités sur les marchés des capitaux sont le reflet de l'apport diversifié de nos régions et secteurs d'activité. L'alignement accru entre nos régions et nos capacités nous permet d'obtenir de meilleurs résultats pour nos clients et d'améliorer la stabilité de nos résultats au fil des cycles du marché.

Produits tirés des activités sur les marchés des capitaux par région
(exercices clos les 31 mars)



Produits tirés des activités sur les marchés des capitaux par secteur d'activité
(exercices clos les 31 mars)



1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 24.

2) Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine en Australie étaient auparavant comptabilisés dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie. À compter du T3/20, ces activités sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct.

61,2 milliards \$ 153 %

Produit mobilisé au cours de l'exercice 2022

En demeurant bien concentrés sur les secteurs clés de l'économie mondiale qui sont axés sur la croissance et la valeur, nous gagnons de nouvelles parts de marché et nous nous classons en tête de peloton dans chacune des régions où nous sommes présents.

Croissance des produits tirés des activités de consultation d'un exercice à l'autre

L'apport de plus en plus important des activités de consultation nous aide à compenser la volatilité inhérente de notre secteur du financement de sociétés. Le total des produits tirés des activités de consultation a augmenté au cours de l'exercice 2022, atteignant un nouveau sommet de 489 millions \$.

Malgré les importantes perturbations qui ont commencé à agiter les marchés au cours du second semestre de l'exercice 2022, nous avons continué de servir nos clients, tout en établissant un solide bassin de projets pour l'année à venir.

La composition améliorée des activités et l'étroite collaboration transfrontalière ont concouru à l'année productive qu'a connue notre division internationale des marchés des capitaux.

Nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont généré des produits des activités ordinaires de 1,3 milliard \$, un niveau similaire au montant record établi pour l'exercice précédent, bien que la composition des produits ait été très différente. Près de 40 % des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux de l'exercice 2022 proviennent de nos activités de consultation, et une part importante de ces produits ont été générés par nos activités aux États-Unis, alors que nos activités au Canada et au Royaume-Uni ont affiché une progression considérable d'un exercice à l'autre. Malgré le recul généralisé du volume des nouvelles émissions dans les marchés du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni au second semestre de l'exercice, les produits tirés des services de financement de sociétés dans ces régions sont demeurés historiquement solides, tandis qu'une hausse des opérations de financement dans le secteur des mines a mené à des résultats records dans nos activités en Australie. Grâce au soutien de notre réseau unifié de professionnels en vente, négociation et recherche à l'échelle mondiale, nous pouvons continuellement bonifier l'expérience client et saisir de nouvelles parts de marché.

Dans l'ensemble de nos activités sur les marchés des capitaux, nous demeurons à l'affût des possibilités qui nous permettront d'accroître nos capacités en matière de produits et de créer de nouveaux produits auxiliaires visant à étoffer notre offre pour le marché intermédiaire et à renforcer notre potentiel de résultats à long terme.

Nous avons considérablement renforcé notre secteur des activités de consultation avec l'acquisition de Sawaya Partners.

Cette acquisition, qui constitue une autre de nos réalisations pour accroître l'apport des activités de consultation à marge plus élevée, rehausse considérablement notre présence dans les marchés verticaux de la santé et du bien-être. L'intégration de cette nouvelle équipe a donné des résultats concertés et positifs et devrait permettre de continuer d'élargir la gamme de produits et de services offerts aux clients ainsi que notre portée.

Nous entrevoyons de nombreuses possibilités pour étendre nos capacités et continuer d'accroître notre part de marché.

Bien que les nouvelles réalités du marché augurent une période difficile pour notre industrie, nous ne voyons aucune raison de restreindre notre engagement à soutenir pleinement les sociétés de croissance et les investisseurs. Quelle que soit la conjoncture du marché, nous sommes déterminés à identifier les clients qui ont le plus besoin de nous et à tout mettre tout en œuvre pour les soutenir.

FACTEURS ESG : NOTRE ENGAGEMENT À L'ÉGARD DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DE L'ENTREPRISE

Nous comprenons que pour accroître la valeur à long terme de notre Société nous devons faire progresser nos priorités stratégiques d'une manière aussi avantageuse pour nos activités que pour les collectivités où nous sommes présents. Conformément à notre engagement à servir les secteurs de l'économie mondiale axés sur la croissance dynamique, nous aidons également un nombre accru d'innovateurs et d'investisseurs à faire avancer leurs propres priorités ESG.

16 milliards \$

Valeur globale de nos mandats de prise ferme et de consultation dans le cadre de transactions liées au développement durable

59

Transactions liées au développement durable réalisées au cours de l'exercice 2022

3

Portefeuilles ESG spécialisés visant à servir tout un éventail d'objectifs et d'attitudes en matière de risques liés aux placements

Engagement à investir de manière responsable

En tant que signataire des Principes pour l'investissement responsable (« PRI ») des Nations Unies

Principes de responsabilité sociale de l'entreprise et de développement durable de CG



**AGIR AVEC
INTÉGRITÉ**



**RESPECTER LES GENS
ET LES COLLECTIVITÉS**



**PRÉSERVER
NOTRE PLANÈTE**

Table des matières

14	Rapport de gestion	53	Instruments financiers
18	Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2022	53	Adoption de nouvelles normes et de normes révisées
20	Points saillants de l'exercice 2022 – Rendement des principaux secteurs d'activité	53	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
23	Aperçu financier	54	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
28	Informations financières trimestrielles	54	Gestion des risques
30	Rendement du quatrième trimestre de 2022	58	Politique en matière de dividendes
32	Résultats par secteur d'activité – Exercice clos le 31 mars 2022 par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2021	59	Déclaration de dividende
32	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	59	Renseignements supplémentaires
36	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	60	Rapport de l'auditeur indépendant
41	Non sectoriel et autres	64	États financiers consolidés et notes
43	Situation financière	111	Informations supplémentaires
46	Données sur les actions en circulation	117	Glossaire
47	Transactions avec des parties liées	120	Gouvernance d'entreprise
49	Méthodes comptables critiques et estimations	122	Conseil d'administration

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières au Canada). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs comprennent, sans toutefois s'y limiter, des énoncés sur les objectifs, les stratégies, les perspectives et les possibilités d'affaires de la Société; la réalisation des plans de la direction et leurs retombées potentielles; les répercussions des événements mondiaux et de la conjoncture économique sur les activités de la Société et les perspectives relatives aux activités de la Société et à l'économie mondiale. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2023 », contiennent de l'information prospective.

Par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature dynamique du secteur des services financiers, les incidences persistantes de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur les activités de la Société et sur l'économie mondiale; les conséquences de la guerre en Ukraine et de la crise humanitaire en résultant sur l'économie mondiale, notamment les répercussions sur les marchés du pétrole, des produits de base et de l'agriculture à l'échelle mondiale. D'autres risques et facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes décrites dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, tout comme les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2023 » du présent rapport de gestion et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur doit tenir compte du fait que les listes des principaux facteurs et hypothèses qui précèdent ne sont pas exhaustives.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans le présent rapport de gestion peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent rapport de gestion. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2022 clos le 31 mars 2022 – le présent document est daté du 2 juin 2022.

Le présent rapport de gestion de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2022 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou si le contexte l'exige, « Société » ou « Groupe Canaccord Genuity » renvoie à Groupe Canaccord Genuity Inc. et à ses filiales directes et indirectes. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2022 et 2021, à partir de la page 64 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS, certains ratios non conformes aux IFRS et certaines mesures financières supplémentaires sont utilisés par la Société comme mesures de la performance financière. Ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les mesures non conformes aux IFRS qui figurent dans le présent rapport de gestion incluent certains chiffres tirés du compte de résultat qui sont ajustés afin d'exclure des éléments importants. Bien que les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société, il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société. En conséquence, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Mesures non conformes aux IFRS (montants ajustés)

Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Aux fins du calcul de ces éléments tirés des états financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS, nous excluons certains éléments de nos résultats financiers préparés conformément aux IFRS. Les éléments qui ont été exclus sont appelés aux présentes les éléments importants. Une description de la composition des mesures non conformes aux IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion est présentée ci-après (veuillez noter que certains éléments importants exclus dans le cadre du calcul d'une mesure non conforme aux IFRS donnée peuvent ne pas s'appliquer pour chaque période comparative) : i) les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux produits des activités ordinaires selon les IFRS moins les ajustements de la juste valeur applicables à certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles qui sont comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS, mais qui sont exclus de l'information de gestion et ne sont pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle; ii) les charges compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux charges selon les IFRS moins l'amortissement applicable des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre d'acquisitions réalisées ou potentielles, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance de CGWM UK et de Marchés des capitaux aux États-Unis, les coûts liés au rachat de débentures convertibles, les coûts associés à la réorganisation des activités de CGWM UK, et les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK; iii) des charges indirectes compte non tenu des éléments importants, qui sont calculées comme étant les charges compte non tenu des éléments importants diminuées de la charge de rémunération; iv) le résultat net avant impôt, après imputations sectorielles et compte non tenu des éléments importants, qui correspond aux produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants moins les charges compte non tenu des éléments importants; v) l'impôt sur le résultat (ajusté), qui correspond à l'impôt sur le résultat selon les IFRS ajusté pour refléter l'incidence fiscale des éléments importants exclus; vi) le résultat net compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net avant impôt compte non tenu des éléments importants moins l'impôt sur le résultat (ajusté); vii) les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées), qui correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle selon les IFRS moins l'amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK; et viii) le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net compte non tenu des éléments importants moins les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) et les dividendes sur actions privilégiées versés sur les actions privilégiées de série A et de série C. Les autres éléments qui n'ont pas été pris en compte dans les éléments importants au cours des périodes précédentes pour calculer les charges, le résultat net avant impôt et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, tous compte non tenu des éléments importants, comprennent la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation des profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (« RILT ») de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018 et la perte liée à l'extinction des débentures convertibles inscrite aux fins comptables.

Un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables tirées des états financiers consolidés audités de l'exercice 2022 est présenté dans le tableau intitulé « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Ratios non conformes aux IFRS

Les ratios non conformes aux IFRS sont calculés au moyen des mesures non conformes aux IFRS définies précédemment. Pour les périodes visées par le présent document, nous avons utilisé les ratios non conformes aux IFRS suivants : i) le total des charges compte non tenu des éléments importants en pourcentage des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant les charges compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants; ii) le résultat par action ordinaire; compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base); iii) le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (après dilution); et iv) la marge bénéficiaire avant impôt, qui est calculée en divisant le résultat net avant impôt compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants.

Mesures financières supplémentaires

Les actifs pour le compte des clients font partie des mesures financières supplémentaires qui n'ont pas de définition prescrite par les IFRS et qui ne respectent pas la définition d'une mesure non conforme aux IFRS ou d'un ratio non conforme aux IFRS. Les actifs pour le compte des clients, qui comprennent les actifs sous gestion (« ASG ») et les actifs sous administration (« ASA »), représentent une mesure qui est couramment utilisée dans les activités de gestion de patrimoine. Les actifs pour le compte des clients représentent la valeur de marché des actifs des clients gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les actifs pour le compte des clients peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, ces mesures pourraient ne pas être comparables à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice, indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie, aux Bahamas et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

À PROPOS DES ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage et de planification financière complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liées à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes informatiques de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et des autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

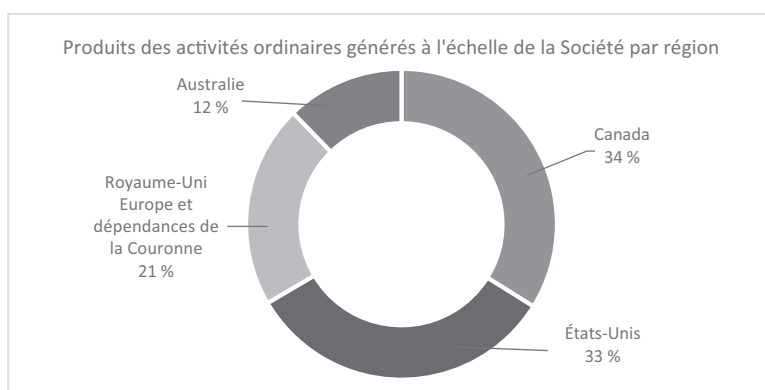
ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de la comptabilisation de ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant sa couverture sectorielle et sa présence à l'échelle internationale. Afin de diversifier les sources récurrentes de produits des activités ordinaires et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a pris des mesures pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiale. Grâce à la diversification de ses activités dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans nos secteurs cibles.

Le tableau ci-après fait état des produits générés à l'échelle de la Société par région au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 :

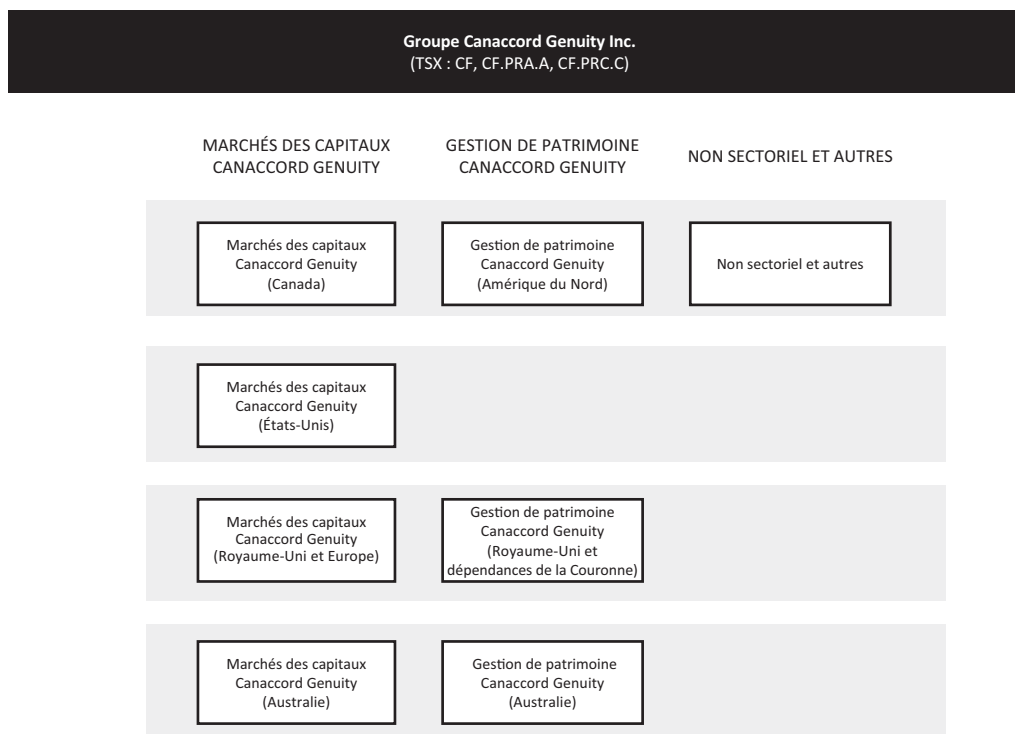


INCIDENCE DE L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement disciplinée, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2022, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : soins de santé et sciences de la vie (y compris les sociétés liées au cannabis), technologie, transport et produits industriels, produits financiers, métaux et mines, énergie, produits diversifiés, produits de consommation et de détail, immobilier et développement durable. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

SECTEURS D'ACTIVITÉ



Les entités en exploitation qui font partie des unités d'exploitation précitées sont les suivantes :

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Canada)

Corporation Canaccord Genuity (division Marchés des capitaux)
JitneyTrade Inc.
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord)

Corporation Canaccord Genuity (division Gestion de patrimoine)
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.

Non sectoriel et autres

Corporation Canaccord Genuity (division Non sectoriel et autres)
Groupe Canaccord Genuity Inc.
Finlogik Inc.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (États-Unis)

Canaccord Genuity LLC.
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC
CG Sawaya, LLC

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe)

Canaccord Genuity Limited
Canaccord Genuity Dubai Ltd.
Canaccord Genuity SAS

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et dépendances de la Couronne)

Canaccord Genuity Wealth Limited
CG Wealth Planning Ltd.
Canaccord Genuity Financial Planning Limited
Adam & Company Investment Management Limited
Hargreave Hale Limited
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity (Australia) Limited
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity Financial Limited

Le 29 juillet 2021, HPS Investment Partners, LLC, au nom de certains comptes et fonds de placement qu'elle gère (collectivement, « HPS »), a conclu son placement dans la division de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne de la Société. HPS a acheté des actions privilégiées convertibles (« actions privilégiées convertibles ») d'un montant de 125,0 millions £ (218,0 millions \$ CA) qui ont été émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited (« CGWM UK »), une filiale de la Société. Une partie du produit a servi à rembourser la facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang de 69,0 millions £ qui a été obtenue le 9 avril 2021 et conclue afin de financer une partie du rachat des débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 % de la Société à cette date.

En supposant leur conversion, les actions privilégiées convertibles correspondaient à 21,93 % des titres de participation en circulation de CGWM UK au 31 mars 2022. Les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles, lorsque le conseil d'administration de CGWM UK en déclare, sont payables à un taux correspondant à la valeur la plus élevée entre un taux de dividende annuel de 7,5 % et la quote-part des dividendes déclarés et payés au titre des actions ordinaires de CGWM UK à laquelle les actions privilégiées convertibles donneraient droit en supposant leur conversion. Aucun dividende n'est payable au titre d'autres catégories d'actions de CGWM UK, tant et aussi longtemps que des dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles ne sont pas déclarés et payés. Si un événement de liquidité survient dans les cinq ans suivant l'émission des actions, la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles correspondra à la valeur la plus élevée entre i) le montant en capital majoré de tout dividende cumulé et non versé attribuable aux actions privilégiées convertibles si elles avaient été émises cinq ans plus tôt, ii) le montant correspondant à un facteur de 1,5 multiplié par le prix d'émission des actions privilégiées convertibles (moins les dividendes versés antérieurement), ou iii) le montant auquel auraient droit les porteurs d'actions privilégiées convertibles en supposant la conversion de ces actions. Si un événement de liquidité survient au cinquième anniversaire de l'émission des actions ou à une date ultérieure, la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles correspondra à la valeur la plus élevée entre i) le montant en capital majoré de tout dividende cumulé et non versé attribuable aux actions privilégiées convertibles ou ii) le montant auquel auraient droit les porteurs d'actions privilégiées convertibles en supposant la conversion de ces actions. Si aucun événement de liquidité ne survient au cours des cinq premières années suivant l'émission, CGWM UK pourra acheter les actions privilégiées convertibles à la valeur la plus élevée entre le montant applicable au titre de la priorité en cas de liquidation et le montant qui conférerait aux porteurs d'actions privilégiées convertibles un taux de rendement interne de 11,5 % (y compris tous les dividendes versés antérieurement). Après le cinquième anniversaire de l'émission des actions privilégiées convertibles, les porteurs d'actions privilégiées convertibles disposent de certains droits relativement au déclenchement d'un événement de liquidité. Les actions privilégiées convertibles sont assorties des droits usuels liés aux participations minoritaires en ce qui concerne la gouvernance de CGWM UK et les questions financières à son endroit, notamment la représentation au sein du conseil d'administration de CGWM UK.

En lien avec l'émission des actions privilégiées convertibles, CGWM UK a pris des mesures pour permettre aux dirigeants et aux employés de CGWM UK d'acheter certains instruments de capitaux propres de CGWM UK qui représentent une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 4,6 % dans CGWM UK. Au 31 mars 2022, des instruments de capitaux propres de 24,6 millions £ (42,7 millions \$ CA) de CGWM UK avaient été achetés en lien avec ce régime d'achat d'instruments de capitaux propres. Ces instruments de capitaux propres de CGWM UK comprennent des actions privilégiées dotées des mêmes caractéristiques économiques que celles des actions privilégiées convertibles (« actions préférentielles »). Des actions préférentielles d'un montant de 7,5 millions £ (13,0 millions \$ CA) avaient été émises aux dirigeants au 31 mars 2022. Les autres titres de participation achetés par les dirigeants et les employés de CGWM UK sont des actions ordinaires de CGWM UK, assorties de certaines restrictions sur les transferts et de droits de gouvernance limités. En lien avec l'achat des actions ordinaires, un prêt à recours limité de 4,0 millions £ (6,9 millions \$ CA) ainsi que certains prêts avec droit de recours intégral accordés à des membres du personnel ont été consentis. Une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants a été mise en œuvre et, sous réserve de l'atteinte de certains seuils minimaux, celle-ci prévoit le versement de certains paiements si un événement de liquidité survient dans les six années suivant sa mise en œuvre ou après six années si un événement de liquidité n'est pas survenu et que les actions privilégiées convertibles ne sont plus en circulation.

Le 3 janvier 2022, la structure d'actions des activités en Australie a été remaniée par la vente d'actions partiellement payées et, par conséquent, la participation de la Société dans Canaccord Genuity (Australia) Pty Ltd. (« CFGA ») a diminué, passant de 80 % à 65 %. À des fins comptables, la participation de la Société est passée de 85 % à 67 % à partir du quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par CFGA.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») depuis la date de clôture du 6 juin 2018 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada. De plus, les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC (« Petsky Prunier ») depuis la date de clôture du 13 février 2019 et les résultats d'exploitation de Sawaya Partners (« Sawaya ») depuis la date de clôture du 31 décembre 2021 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. CGWM UK comprend les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Limited (renommée « CG McCarthy Limited ») (« McCarthy Taylor ») depuis la date de clôture du 29 janvier 2019, les résultats d'exploitation de Thomas Miller Wealth Management Limited (renommée « CG Wealth Planning Limited ») (« Thomas Miller ») depuis la date de clôture du 1^{er} mai 2019 et les activités de gestion des placements des particuliers d'Adam & Company (y compris l'acquisition de la totalité du capital émis d'Adam & Company Investment Management Limited) depuis la date de clôture du 1^{er} octobre 2021.

Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2022

Contexte économique

Au cours de l'exercice 2022, les paiements de transfert des gouvernements et la progression soutenue du taux d'emploi et des salaires ont appuyé l'activité économique malgré les vagues successives d'infections à la COVID-19. L'offre des produits de base a été restreinte, quant à elle, étant donné la faible croissance des dépenses d'investissement des producteurs de produits de base, les goulets d'étranglement dans la production et le transport, l'épuisement des stocks et la guerre en Ukraine. Le décalage entre l'offre et la demande

des produits fabriqués et de base qui en a résulté a fait monter en flèche les prix à la production et à la consommation. Dans ce contexte, bon nombre de banques centrales, dont la Réserve fédérale, ont commencé à relever leurs taux directeurs et ont également mis fin à leurs programmes d'achat d'obligations. Par conséquent, les taux obligataires ont rebondi par rapport aux creux atteints pendant la pandémie et le dollar américain s'est apprécié par rapport aux principales monnaies étrangères, notamment l'euro et le yen, les banques centrales demeurant très accommodantes malgré les craintes d'une hausse de l'inflation.

Au cours de la période de douze mois de l'exercice 2022, les indices S&P 500 et S&P/TSX ainsi que l'indice mondial MSCI ont affiché respectivement un rendement de 15,6 %, 20,2 % et 7,7 %. Les prix des produits de base ont grimpé de 64,6 % au cours de la même période, tandis que les obligations du Trésor américain ont fléchi de 2,8 % les investisseurs l'augmentation des taux d'intérêt dans un environnement de hausse rapide de l'inflation.

Financement de sociétés et consultation

Malgré les incertitudes macroéconomiques et géopolitiques croissantes tout au long de l'exercice 2022, les activités de financement de sociétés et de consultation ont à nouveau fait bonne figure. Le cycle soutenu des fusions et acquisitions a contribué de façon importante à cette vigueur, porté par le niveau élevé des liquidités dans les bilans des sociétés et des sociétés de capital-investissement. Plus récemment, le volume de fusions et acquisitions a fait face à des défis en regard des niveaux robustes atteints l'année précédente, la hausse du rendement des obligations des sociétés ayant fait augmenter le coût de la dette en lien avec les transactions à effet de levier.

Valeur de l'indice à la fin du trimestre	T4/21		T1/22		T2/22		T3/22		T4/22		
	31 mars 2021	(D'un exercice à l'autre)	30 juin 2021	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2021	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2021	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2022	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	320,7	67,1 %	355,0	50,4 %	340,0	31,6 %	339,8	11,7 %	311,7	-2,8 %	-8,3 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	296,7	52,9 %	307,5	36,2 %	279,2	14,8 %	274,8	-5,8 %	254,9	-14,1 %	-7,3 %

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché. En outre, la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition et de restructuration.

Négociation

Au cours de l'exercice 2022, les volumes de négociation dans nos secteurs cibles ont légèrement reculé par rapport à ceux de l'exercice précédent. La hausse marquée des taux obligataires et des prix des produits de base a grandement favorisé la stabilité relativement soutenue des volumes de négociation et a poussé bon nombre d'investisseurs à rééquilibrer leurs portefeuilles.

Valeur moyenne au cours du trimestre/ de l'exercice	T4/21		T1/22		T2/22		T3/22		T4/22		Exercice 2022		
	31 mars 2021	(D'un exercice à l'autre)	30 juin 2021	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2021	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2021	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2022	(D'un trimestre à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)	31 mars 2022	(D'un exercice à l'autre)
Russell 2000	2 195,5	45,6 %	2 263,9	71,6 %	2 232,6	47,8 %	2 276,9	28,9 %	2 056,8	-6,3 %	-9,7 %	2 208,5	30,3 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	2 498,9	33,5 %	2 705,3	62,6 %	2 695,9	44,1 %	2 792,7	31,9 %	2 670,8	6,9 %	-4,4 %	2 716,6	33,5 %
FTSE 100	6 664,3	-3,0 %	7 008,1	17,2 %	7 083,9	16,9 %	7 240,6	16,8 %	7 443,0	11,7 %	2,8 %	7 192,7	15,6 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 257,7	14,8 %	1 342,8	37,1 %	1 405,4	30,3 %	1 398,1	21,6 %	1 314,8	4,5 %	-6,0 %	1 365,7	22,4 %
S&P/TSX	18 256,2	12,7 %	19 574,5	32,1 %	20 381,7	25,6 %	21 050,8	24,9 %	21 308,0	16,7 %	1,2 %	20 577,0	24,5 %

Source : Refinitiv Datastream, estimations pour Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine mondiale

Malgré une diminution marquée des premiers appels publics à l'épargne et la volatilité accrue du marché au cours du deuxième semestre de l'exercice 2022, les profits robustes sur les marchés des actions et le rendement supérieur des actions canadiennes ont stimulé la valeur des actifs pour le compte des clients attribuable aux activités de gestion de patrimoine.

Rendement total (hors monnaies étrangères)	T4/21 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/22 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/22 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/22 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/22 Variation (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2022 Variation
S&P 500	6,2 %	8,5 %	0,6 %	11,0 %	-4,6 %	15,6 %
S&P/TSX	8,1 %	8,5 %	0,2 %	6,5 %	3,8 %	20,2 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	4,0 %	3,9 %	-6,6 %	-0,8 %	-6,1 %	-9,6 %
MSCI MONDE	4,7 %	7,5 %	-1,0 %	6,8 %	-5,3 %	7,7 %
INDICE S&P GS COMMODITY	13,5 %	15,7 %	5,2 %	1,5 %	33,1 %	64,6 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	-6,7 %	3,8 %	-0,1 %	0,9 %	-7,0 %	-2,8 %
\$ CA/\$ US	1,4 %	1,3 %	-2,2 %	0,3 %	1,1 %	0,5 %
\$ CA/€	5,6 %	0,2 %	0,1 %	2,2 %	3,8 %	6,5 %

Source : Refinitiv Datastream, estimations pour Canaccord Genuity

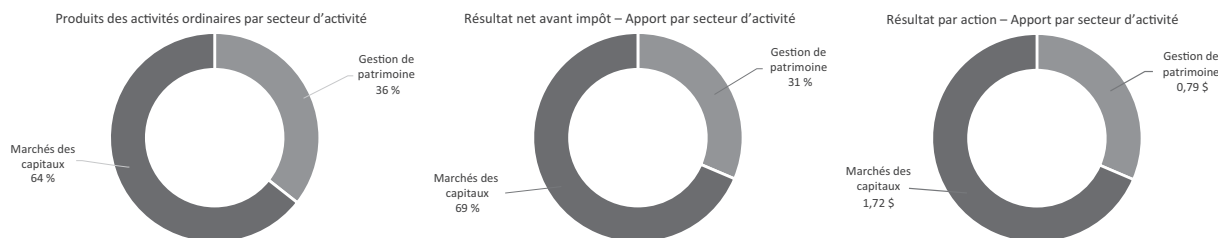
Perspectives pour l'exercice 2023

La montée de l'inflation au cours du deuxième semestre de l'exercice 2022 a incité plusieurs banques centrales à mettre fin à leurs programmes d'achat d'obligations et à amorcer un cycle de resserrement monétaire. Bien que les marchés semblent avoir ignoré quelque peu les différentes hausses des taux d'intérêt par les banques centrales, des incertitudes demeurent pour ce qui est d'établir si ces hausses se traduiront par un atterrissage en douceur ou en force de l'économie. Selon nos perspectives pour l'exercice 2023, nous devrions assister à un recul de l'activité économique à l'échelle mondiale et de la croissance des résultats. En outre, certains facteurs, dont le resserrement des marchés du travail, la demande refoulée des services et les économies supplémentaires accumulées par les consommateurs pendant la pandémie se répercuteront sur les niveaux d'activité en 2023.

Sur cette toile de fond, nous anticipons que la volatilité des actions, des obligations et des prix des produits de base pourrait se poursuivre au cours du premier semestre de l'exercice 2023. Une volatilité accrue des marchés et des perspectives économiques plus incertaines pourraient faire baisser le niveau de mobilisation de capitaux au sein de nos activités sur les marchés des capitaux et de nos activités de gestion de patrimoine. Cependant, le niveau des activités de négociation devrait progresser, à l'heure où nous aidons les clients à composer avec les périodes de volatilité des marchés. Nous continuons de présenter des niveaux d'activité vigoureux au chapitre de nos activités de fusions et acquisitions, et prévoyons que cela, conjugué au resserrement des marchés du travail et au rétrécissement des marges bénéficiaires, permettra à nos niveaux d'activité actuels de se maintenir.

Points saillants de l'exercice 2022 – Rendement des principaux secteurs d'activité

Les graphiques ci-après présentent les produits des activités ordinaires, le résultat net avant impôt et le résultat par action attribuables à nos principaux secteurs d'activité pour l'exercice clos le 31 mars 2022 :



GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 720,4 millions \$ à l'exercice 2022 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 148,5 millions \$¹.

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 335,3 millions \$ et, après les imputations intersectorielles, a dégagé un résultat net avant impôt de 56,3 millions \$.
- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont généré des produits des activités ordinaires de 310,5 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 84,8 millions \$ à l'exercice 2022¹.
- Les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 74,6 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 7,3 millions \$ à l'exercice 2022¹.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Au 31 mars 2022, les actifs pour le compte des clients à l'échelle de la Société se sont chiffrés à 96,1 milliards \$, soit une hausse de 7,3 milliards \$, ou 8,2 %, en regard de 88,8 milliards \$ au 31 mars 2021¹. Au 31 mars 2022, les actifs pour le compte des clients des diverses unités d'exploitation s'établissaient comme suit :

- Un total de 37,9 milliards \$ en Amérique du Nord, en hausse de 5,6 milliards \$, ou 17,5 %, par rapport à celui au 31 mars 2021¹.
- Un total de 52,8 milliards \$ (32,1 milliards £) au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, en hausse de 0,5 milliard \$ (1,9 milliard £), ou 1,0 %, par rapport à 52,3 milliards \$ (30,2 milliards £) à la fin de l'exercice précédent¹.
- Un total de 5,4 milliards \$ dans la plateforme de gestion des placements de la Société en Australie, en hausse de 1,1 milliard \$, ou 26,6 %, par rapport à celui au 31 mars 2021¹.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 1,3 milliard \$ au cours de l'exercice 2022 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 324,6 millions \$¹.

- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a été le chef de file pour 329 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un produit total de 13,5 milliards \$ pour le compte des sociétés du marché intermédiaire dans nos secteurs cibles.
- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a pris part à 596 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, mobilisant ainsi un produit total de 61,2 milliards \$.

Le tableau ci-après présente l'apport des activités sur les marchés des capitaux aux produits des activités ordinaires, en pourcentage du total des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux pour l'exercice clos le 31 mars 2022 :

Produits des activités ordinaires par secteur d'activité en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
Commissions et honoraires	13,4 %	16,2 %	(2,8) p. p.
Financement de sociétés	35,5 %	49,1 %	(13,6) p. p.
Honoraires de consultation	37,5 %	14,7 %	22,8 p. p.
Négociation à titre de contrepartiste	12,1 %	18,7 %	(6,6) p. p.
Intérêts	0,8 %	0,5 %	0,3 p. p.
Divers	0,7 %	0,8 %	(0,1) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100 %	100 %	—

Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique Résultats par secteur d'activité à la page 32.

SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2022

Le 29 juillet 2021, HPS Investment Partners, LLC, au nom de certains comptes et fonds de placement qu'elle gère (collectivement, « HPS »), a conclu son placement dans la division de gestion de patrimoine au Royaume-Uni de la Société. HPS a acheté des actions privilégiées convertibles (« actions privilégiées convertibles ») d'un montant de 125,0 millions £ (218,0 millions \$ CA) qui ont été émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited (« CGWM UK »), une filiale de la Société. En supposant leur conversion, les actions privilégiées convertibles correspondaient à 21,93 % des titres de participation en circulation de CGWM UK au 31 mars 2022. Une partie du produit a servi à rembourser la facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang de 69,0 millions £ qui a été conclue afin de financer une partie du rachat des débentures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 % de la Société le 9 avril 2021.

En lien avec la transaction, CGWM UK a pris des mesures pour permettre aux dirigeants d'acheter certains instruments de capitaux propres de CGWM UK, tout en tenant compte de la valeur de la transaction, qui représenteront une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 4,6 % dans CGWM UK. Une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants, prévoyant certaines mesures incitatives fondées sur des seuils de rendements liés à la croissance future de CGWM UK, a également été mise en œuvre.

En lien avec le rajustement du taux de dividende applicable aux actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série A ») pour la période de cinq ans commençant le 1^{er} octobre 2021 et prenant fin le 30 septembre 2026, inclusivement, la Société n'a pas exercé son option de racheter une partie ou la totalité des actions privilégiées de série A en circulation le 30 septembre 2021.

Le 18 août 2021, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2021 au 20 août 2022, jusqu'à concurrence de 5 342 990 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, 3 401 116 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA, desquelles 83 300 actions n'avaient pas été annulées au 31 mars 2022. De plus, 70 000 actions qui avaient également été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ont été annulées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Le 1^{er} octobre 2021, la Société a annoncé la conclusion par CGWM UK de l'acquisition des activités de gestion des placements de particuliers d'Adam & Company (y compris l'acquisition de la totalité du capital émis d'Adam & Company Investment Management Limited). Cette acquisition permet à la Société de faire son entrée en Écosse grâce à une entreprise de premier plan et bien établie dont la marque jouit d'une grande notoriété.

Le 31 décembre 2021, la Société a conclu l'acquisition de Sawaya Partners, un cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions de premier plan dans le secteur de la consommation qui est établi à New York. Sawaya Partners exerce maintenant ses activités sous la marque Canaccord Genuity en tant que CG Sawaya LLC, une dénomination qui reconnaît l'importante plus-value et la notoriété associées au nom de Sawaya dans le secteur de la consommation. Tous les employés actuels de Sawaya Partners demeureront au service des activités de la Société sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante qui a commencé le 22 décembre 2021 et expiré le 27 janvier 2022, la Société a déposé une offre (l'« offre ») pour racheter aux fins d'annulation un montant maximal de 100,0 millions \$ de ses actions ordinaires. L'offre faite au moyen d'une vente aux enchères au rabais modifiée permettait aux actionnaires qui choisissaient d'y participer de sélectionner, dans une fourchette de prix d'au moins 15,50 \$ et d'au plus 16,50 \$ par action ordinaire (par tranche de 0,10 \$ par action ordinaire), le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires. À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 15,50 \$ était le prix de rachat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximal d'actions ordinaires valablement déposées, et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué, pour un prix de rachat global d'environ 100,0 millions \$. Par conséquent, la Société a racheté aux fins d'annulation 6 451 612 de ses actions ordinaires au prix de 15,50 \$ par action.

Le 3 janvier 2022, la structure d'actions des activités en Australie a été remaniée par la vente d'actions partiellement payées à certains employés de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (« CFGA ») et, par conséquent, la participation de la Société dans CFGA a diminué, passant de 80 % à 65 %. À des fins comptables, la participation de la Société est passée de 85 % à 67 % à partir du quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par CFGA. L'objectif de cette modification à la structure de propriété était d'assurer une meilleure harmonisation avec nos employés dans la région de l'Australie et de fournir à ces activités les capitaux et l'accès aux capitaux nécessaires à leur croissance.

Le 24 mai 2022, la Société a annoncé qu'elle n'avait pas l'intention d'exercer son option de racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2022. La Société a l'option de racheter, le 30 juin tous les cinq ans, les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Le 1^{er} juin 2022, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de série C. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclarés, sont payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022 inclusivement. À compter du 1^{er} juillet 2022 et pour une période prenant fin le 30 juin 2027, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 6,837 % à l'égard des actions privilégiées de série C. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %. Jusqu'au 15 juin 2022, les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit de convertir leurs actions en actions privilégiées de série D à un taux variable trimestriellement équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %. L'émission des actions privilégiées de série D est assujettie à l'atteinte d'un certain seuil minimal.

Le 31 mai 2022, la Société a annoncé avoir conclu, par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni (« CGWM UK »), l'acquisition précédemment annoncée de Punter Southall Wealth (« PSW »), y compris sa marque intermédiaire Psigma, auprès de Punter Southall Wealth Group. Conjointement à la clôture de l'acquisition, CGWM UK a ajouté 100 millions £ (169,2 millions \$ CA) à sa facilité bancaire existante. En outre, HPS Investment Partners, LLC, au nom des comptes et fonds de placement qu'elle gère, a effectué un investissement additionnel dans CGWM UK en faisant l'achat d'une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles de CGWM UK, pour un montant de 65,3 millions £ (110,5 millions \$ CA). Les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles supplémentaires sont payables par CGWM UK à un taux correspondant à la valeur la plus élevée entre un taux de dividende annuel de 7,5 % et la quote-part des dividendes au titre des actions privilégiées convertibles à laquelle celles-ci donneraient droit en supposant leur conversion. Les actions privilégiées convertibles supplémentaires sont également assorties des droits usuels liés aux participations minoritaires en ce qui concerne la gouvernance de CGWM UK, les questions financières à son endroit, la priorité en cas de liquidation et les protections contre les rachats anticipés.

APERÇU FINANCIER

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1, 2, 7}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars				Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
	2022	2021	2020		
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	761 843 \$	735 239 \$	586 884 \$	26 604 \$	3,6 %
Financement de sociétés	561 725	761 551	236 962	(199 826)	(26,2) %
Honoraires de consultation	493 057	197 092	206 507	295 965	150,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	158 978	246 801	108 834	(87 823)	(35,6) %
Intérêts	36 028	26 288	63 690	9 740	37,1 %
Divers	34 371	40 717	20 990	(6 346)	(15,6) %
Total des produits des activités ordinaires	2 046 002	2 007 688	1 223 867	38 314	1,9 %
Charges					
Charge de rémunération	1 248 184	1 227 895	738 313	20 289	1,7 %
Autres charges indirectes ³	395 709	398 693	383 527	(2 984)	(0,7) %
Frais connexes aux acquisitions	9 197	5 922	(124)	3 275	55,3 %
Frais de restructuration ⁴	—	—	1 921	—	—
Variation de la juste valeur de la composante passif dérivé	8 519	—	—	8 519	n. p.
Coûts liés au rachat des débetures convertibles ⁵	5 932	4 354	—	1 578	36,2 %
Quote-part de la perte (du profit) d'une entreprise associée	192	922	207	(730)	(79,2) %
Total des charges	1 667 733	1 637 786	1 123 844	29 947	1,8 %
Résultat avant impôt sur le résultat	378 269	369 902	100 023	8 367	2,3 %
Résultat net	270 565 \$	269 802 \$	86 554 \$	763 \$	0,3 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	246 314 \$	263 786 \$	86 490 \$	(17 472) \$	(6,6) %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle					
	24 251 \$	6 016 \$	64 \$	18 235 \$	n. p.
Résultat par action ordinaire – de base	2,50 \$	2,30 \$	0,78 \$	0,20 \$	8,7 %
Résultat par action ordinaire après dilution	2,16 \$	2,04 \$	0,65 \$	0,12 \$	5,9 %
Dividendes par action ordinaire	0,32 \$	0,25 \$	0,20 \$	0,07 \$	28,0 %
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9981 \$	0,9712 \$	0,9712 \$	0,03	2,8 %
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,2482 \$	1,2482 \$	—	—
Compte non tenu des éléments importants⁶					
Total des produits des activités ordinaires	2 040 602 \$	1 993 488 \$	1 223 867 \$	47 114 \$	2,4 %
Total des charges	1 623 036 \$	1 607 398 \$	1 100 810 \$	15 638 \$	1,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat	417 566 \$	386 090 \$	123 057 \$	31 476 \$	8,2 %
Résultat net	305 827 \$	285 887 \$	106 323 \$	19 940 \$	7,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	284 069 \$	279 871 \$	105 895 \$	4 198 \$	1,5 %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle					
	21 758 \$	6 016 \$	428 \$	15 742 \$	261,7 %
Résultat par action ordinaire après dilution	2,51 \$	2,48 \$	0,81 \$	0,03 \$	1,2 %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	7 250 245 \$	7 631 801 \$	5 956 195 \$	(381 556) \$	(5,0) %
Total du passif	5 833 476 \$	6 516 517 \$	5 027 421 \$	(683 041) \$	(10,5) %
Participations ne donnant pas le contrôle	238 700 \$	8 190 \$	156 \$	230 510 \$	n. p.
Total des capitaux propres	1 178 069 \$	1 107 094 \$	928 618 \$	70 975 \$	6,4 %
Nombre d'employés	2 587	2 356	2 308	231	9,8 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés et, compte non tenu de l'incidence des actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK, des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 1,6 % et 4,3 % ont été comptabilisées pour la période du 1^{er} août 2021 au 31 décembre 2021 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 (néant au 31 mars 2021).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été engagés en lien avec CGWM UK et comprennent également des coûts immobiliers et d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons.

5) Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a conclu une convention de crédit pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang (« facilité d'emprunt ») pour financer une partie du rachat des débetures convertibles. Les coûts de transaction engagés à l'égard de la facilité d'emprunt sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti et inclus dans le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt. Les intérêts liés à cette facilité d'emprunt sont inclus dans les coûts liés au rachat des débetures convertibles pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

6) Le résultat net et le résultat par action ordinaire compte non tenu des éléments importants tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-après.

7) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019, de Patersons depuis le 21 octobre 2019, d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021 et de Sawaya Partners depuis le 31 décembre 2021.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents).

Principales informations financières compte non tenu des éléments importants¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2022	2021	2020	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021	
Produits des activités ordinaires					
Produits des activités ordinaires selon les IFRS	2 046 002 \$	2 007 688 \$	1 223 867 \$	38 314 \$	1,9 %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	5 400 \$	14 200 \$	—	(8 800) \$	(62,0) %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	2 040 602 \$	1 993 488 \$	1 223 867 \$	47 114 \$	2,4 %
Charges					
Charges selon les IFRS	1 667 733 \$	1 637 786 \$	1 123 844 \$	29 947 \$	1,8 %
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 843 \$	2 970 \$	9 167 \$	(1 127) \$	(37,9) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ²	364 \$	—	—	364 \$	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	537 \$	4 644 \$	1 806 \$	(4 107) \$	(88,4) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 629 \$	13 087 \$	13 940 \$	1 542 \$	11,8 %
Frais connexes aux acquisitions	8 660 \$	1 278 \$	(1 930) \$	7 382 \$	n. p.
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ²	3 419 \$	4 055 \$	(1 870) \$	(636) \$	(15,7) %
Frais de restructuration	—	—	1 921 \$	—	—
Coûts associés à la réorganisation des activités de CGWM UK	794 \$	—	—	794 \$	n. p.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Coûts liés au rachat des débetures convertibles ³	5 932 \$	4 354 \$	—	1 578 \$	36,2 %
Variation de la juste valeur de la composante passif dérivé ⁴	8 519 \$	—	—	8 519 \$	n. p.
Total des éléments importants	44 697 \$	30 388 \$	23 034 \$	14 309 \$	47,1 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	1 623 036 \$	1 607 398 \$	1 100 810 \$	15 638 \$	1,0 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	417 566 \$	386 090 \$	123 057 \$	31 476 \$	8,2 %
Impôt sur le résultat – ajusté	111 739 \$	100 203 \$	16 734 \$	11 536 \$	11,5 %
Résultat net – ajusté	305 827 \$	285 887 \$	106 323 \$	19 940 \$	7,0 %
<i>Éléments importants ayant une incidence sur le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</i>					
Participations ne donnant pas le contrôle – IFRS	24 251 \$	6 016 \$	64 \$	18 235 \$	n. p.
Amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et autre ajustement	2 493 \$	—	—	2 493 \$	n. p.
Participations ne donnant pas le contrôle (ajustées)	21 758 \$	6 016 \$	428 \$	15 742 \$	261,7 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants	274 585 \$	270 467 \$	96 491 \$	4 118 \$	1,5 %
Résultat par action ordinaire de base compte non tenu des éléments importants ¹	2,92 \$	2,80 \$	0,98 \$	0,12 \$	4,3 %
Résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants ¹ – après dilution	2,51 \$	2,48 \$	0,81 \$	0,03 \$	1,2 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

3) Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a conclu une convention de crédit pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang (« facilité d'emprunt ») pour financer une partie du rachat des débetures convertibles. Les coûts de transaction engagés à l'égard de la facilité d'emprunt sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti et inclus dans le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt. Les intérêts liés à cette facilité d'emprunt sont inclus dans les coûts liés au rachat des débetures convertibles pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

4) Ajustement de la juste valeur liée à la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle relatives aux actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK.
n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents).

INCIDENCE DES ACTIONS PRIVILÉGIÉES CONVERTIBLES SUR LE RÉSULTAT PAR ACTION (RPA)

Le résultat par action ordinaire après dilution est calculé selon la méthode du rachat des stocks en tenant compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Les actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK sont prises en compte dans le calcul du résultat par action

ordinaire après dilution en ajustant le résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de la Société pour refléter la quote-part proportionnelle de celle-ci dans le résultat de CGWM UK, après conversion si le calcul est dilutif. Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, l'effet de la prise en compte de la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat de CGWM UK est antidilutif aux fins du calcul du résultat par action ordinaire après dilution selon les IFRS, mais dilutif aux fins du calcul du résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants¹. Par conséquent, le résultat par action ordinaire après dilution selon les IFRS est calculé en fonction du résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires moins les dividendes courus sur les actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ reflète la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat net de CGWM UK compte non tenu des éléments importants¹, après conversion.

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. La fluctuation du change a contribué à une partie de la variation des postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity qui suit.

RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Nos activités à Dubaï sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni et Europe ». À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein des activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme une entreprise en exploitation distincte dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

GOODWILL

À partir des estimations faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires, à la performance opérationnelle et aux taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill affecté à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne et en Australie, ou le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis, n'avaient pas subi de perte de valeur.

Cette évaluation faite par la direction au 31 mars 2022 pourrait néanmoins être révisée en fonction de changements économiques ou d'un contexte économique incertain. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté à CGWM UK, à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie, à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada ou à Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des unités d'exploitation applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires tirés de nos activités sur les marchés des capitaux et de nos activités de gestion de patrimoine sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 2,0 milliards \$ pour l'exercice 2022, en hausse de 1,9 %, ou 38,3 millions \$ en regard de ceux de l'exercice 2021, la baisse de 9,2 millions \$ des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux ayant été plus que compensée par la hausse de 56,8 millions \$ des produits tirés des activités de gestion de patrimoine.

Les produits tirés des activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont reculé de 9,2 millions \$, ou 0,7 %, comparativement à ceux de l'exercice 2021. Aux États-Unis, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 76,6 millions \$, ou 13,0 %, d'un exercice à l'autre, en raison principalement de la hausse de 217,5 millions \$, ou 218,8 %, des produits tirés des activités de consultation. Au Canada, la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés a été le vecteur principal de la diminution de 102,0 millions \$, ou 23,0 %, du total des produits des activités ordinaires par rapport à celui de l'exercice précédent. Nos activités en Australie ont dégagé des produits des activités ordinaires de 174,1 millions \$ comparativement à 182,7 millions \$ à l'exercice 2021, la baisse étant

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

attribuable au léger recul des produits tirés des activités de financement de sociétés par rapport aux produits exceptionnellement élevés générés à l'exercice précédent. Au Royaume-Uni, le total des produits des activités ordinaires s'est chiffré à 120,4 millions \$, une hausse de 24,8 millions \$, ou 26,0 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, attribuable à la progression de 117,8 % des produits tirés des activités de consultation qui ont atteint 66,6 millions \$.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale ont augmenté de 56,8 millions \$, ou 8,6 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021. Les activités de gestion de patrimoine au Canada ont généré des produits des activités ordinaires de 335,3 millions \$ au cours de l'exercice 2022, en hausse de 11,2 millions \$, ou 3,5 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont augmenté de 33,2 millions \$, ou 12,0 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2021, ce qui est attribuable à l'accroissement des produits tirés des commissions et des honoraires au cours de l'exercice. En outre, les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 74,6 millions \$, en hausse de 12,4 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice 2021, ce qui reflète l'expansion soutenue de ces activités attribuable aux efforts en cours en matière de recrutement.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation liées à la gestion de placement des particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires à l'échelle de la Société ont augmenté de 26,6 millions \$, ou 3,6 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021, pour s'établir à 761,8 millions \$ à l'exercice 2022. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires attribuables à nos activités de gestion de patrimoine mondiale. L'augmentation a été en partie contrebalancée par le recul de 37,6 millions \$, ou 17,7 %, des produits tirés des commissions et des honoraires dans les activités sur les marchés des capitaux, comparativement à l'exercice 2021.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés à l'échelle de la Société ont diminué de 199,8 millions \$, ou 26,2 %, pour s'établir à 561,7 millions \$ à l'exercice 2022, par rapport aux produits records de 761,6 millions \$ générés à l'exercice 2021. Toutes les principales régions où nous menons nos activités ont affiché une baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés, les baisses les plus importantes étant celles observées dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis. Au Canada, les activités de gestion de patrimoine ont également affiché une baisse de 25,6 millions \$, ou 23,8 %, au titre des produits tirés des activités de financement de sociétés, lesquels se sont établis à 81,6 millions \$ pour l'exercice 2022, en raison de la diminution des nouvelles émissions.

Les produits tirés des honoraires de consultation se sont chiffrés à 493,1 millions \$ pour l'exercice 2022, en hausse de 296,0 millions \$, ou 150,2 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. L'augmentation la plus importante d'un exercice à l'autre, soit 217,5 millions \$, ou 218,8 %, est liée aux activités aux États-Unis, mais les activités au Canada et au Royaume-Uni ont également généré des hausses respectivement de 41,5 millions \$, ou 65,5 %, et 36,0 millions \$, ou 117,8 %.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont baissé de 87,8 millions \$, ou 35,6 %, pour s'établir à 159,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022, du fait surtout de la diminution de la volatilité du marché et des activités de négociation sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a réduit les occasions propices aux profits de négociation.

Les produits d'intérêts se sont établis à 36,0 millions \$ pour l'exercice 2022, une hausse de 9,7 millions \$, ou 37,1 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent, qui est principalement attribuable aux activités de gestion de patrimoine au Canada.

Les produits divers se sont chiffrés à 34,4 millions \$, soit une baisse de 6,3 millions \$, ou 15,6 %, en regard de ceux de l'exercice précédent. Les produits divers du secteur Non sectoriel et autres comprennent un ajustement de 5,4 millions \$ de la juste valeur à l'égard de certains titres non liquides ou temporairement incessibles comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS. L'ajustement est exclu de l'information de gestion, étant donné qu'il n'est pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle, ainsi que du calcul qui vise à déterminer le résultat net compte non tenu des éléments importants¹. Toute variation future de la juste valeur latente des titres négociables, comme elle est déterminée selon les normes comptables applicables, pourrait s'avérer importante et sera comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
Charge de rémunération	61,0 %	61,2 %	(0,2) p. p.
Autres charges indirectes ¹	19,4 %	19,9 %	(0,5) p. p.
Frais connexes aux acquisitions	0,4 %	0,3 %	0,2 p. p.
Variation de la juste valeur de la composante dérivé	0,4 %	0,0 %	0,4 p. p.
Coûts liés au rachat des débetures convertibles	0,3 %	0,2 %	0,1 p. p.
Quote-part de la perte (du profit) d'une entreprise associée	0,0 %	0,0 %	(0,0) p. p.
Total	81,5 %	81,6 %	(0,1) p. p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

p. p. : points de pourcentage

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Pour l'exercice 2022, le total des charges à l'échelle de la Société s'est élevé à 1,7 milliard \$, en hausse de 29,9 millions \$, ou 1,8 %, comparativement à celui de l'exercice 2021. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 1,6 milliard \$, en hausse de 15,6 millions \$, ou 1,0 %, par rapport à celui de l'exercice 2021. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,1 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Charge de rémunération

La charge de rémunération s'est élevée à 1,2 milliard \$, en hausse de 20,3 millions \$, ou 1,7 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui concorde avec l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale s'est établie à 61,0 % à l'exercice 2022, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent.

Autres charges indirectes

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
Frais de négociation	102 824 \$	122 154 \$	(15,8) %
Locaux et matériel	20 074	19 948	0,6 %
Communications et technologie	73 873	67 475	9,5 %
Intérêts	23 598	28 364	(16,8) %
Frais d'administration	101 431	82 310	23,2 %
Amortissement ¹	27 593	26 156	5,5 %
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	23 894	25 040	(4,6) %
Frais de développement	22 422	27 246	(17,7) %
Total des charges indirectes	395 709 \$	398 693 \$	(0,7) %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Le total des charges indirectes s'est établi à 395,7 millions \$, en baisse de 0,7 % par rapport à celui de l'exercice 2022, les réductions les plus importantes, en lien avec les frais de négociation, la charge d'intérêts et les frais de développement, ayant été en partie contrebalancées par la hausse des frais liés aux communications et à la technologie et des frais d'administration.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, les frais de négociation ont baissé de 19,3 millions \$, ou 15,8 %, pour se chiffrer à 102,8 millions \$. La baisse est essentiellement attribuable à la diminution des activités de négociation dans nos activités aux États-Unis.

Les frais de développement ont reculé de 4,8 millions \$, ou 17,7 %, en raison surtout de la baisse des frais dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne. La charge d'intérêts a également reculé de 4,8 millions \$, ou 16,8 %, du fait surtout du rachat des débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 % le 9 avril 2021, ce qui s'est traduit par une baisse de la charge d'intérêts dans notre secteur Non sectoriel et autres, neutralisée en partie par une charge d'intérêts plus élevée dans les activités de CGWM UK, en raison de l'emprunt bancaire supplémentaire lié à l'acquisition d'Adam & Company.

Les frais d'administration, qui comprennent les provisions, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont progressé de 19,1 millions \$, ou 23,2 %, en raison principalement de l'accroissement des frais de promotion et de déplacement, le niveau d'activité s'étant intensifié par la suite de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de COVID-19.

La charge d'amortissement a également augmenté de 1,4 million \$, ou 5,5 %, ce qui est essentiellement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec les acquisitions d'Adam & Company et de Sawaya conclues au cours de l'exercice.

Des frais connexes aux acquisitions de 9,2 millions \$ ont été comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2022, y compris des honoraires professionnels liés à l'acquisition de Sawaya et d'Adam & Company ainsi qu'à l'acquisition de Punter Southall Wealth Limited, conclue le 31 mai 2022.

Des frais connexes aux acquisitions de 5,5 millions \$ ont été comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2021 en lien avec la réévaluation de la contrepartie éventuelle dans le cadre des acquisitions de Jitneytrade et de Thomas Miller, de même que des frais connexes aux acquisitions de 0,4 million \$ au titre des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

Pour financer une partie du rachat des débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 %, et conformément aux modalités de la lettre d'engagement conclue le 18 mars 2021 avec des fonds de placement et des comptes gérés par HPS, ou pour lesquels HPS agit à titre de conseiller, le 6 avril 2021, la Société a conclu une convention de crédit auprès des prêteurs Lucid Agency Services Limited, à titre d'agent administratif, et Lucid Trustee Services Limited, à titre d'agent de valeurs mobilières, pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang (« facilité d'emprunt ») d'un montant en capital total de 69,0 millions £. Cette facilité d'emprunt a été remboursée à même le produit de l'émission d'actions privilégiées convertibles par CGWM UK à des fonds et des comptes de placement gérés par HPS. Les coûts de transaction engagés à l'égard de la facilité d'emprunt

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti et inclus dans le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt. Les intérêts associés à cette facilité d'emprunt sont inclus dans les coûts liés au rachat des débetures convertibles de 5,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'impôt effectif pour l'exercice 2022 s'est établi à 28,5 %, comparativement à 27,1 % pour l'exercice précédent. La hausse des bénéfiques dans des administrations étrangères ayant des taux d'impôt plus élevés, comme les États-Unis, au cours de l'exercice considéré, jumelée à l'incidence de certaines charges non déductibles, a contribué à l'augmentation du taux d'impôt effectif par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2021.

RÉSULTAT NET

Le résultat net de l'exercice 2022 s'est établi à 270,6 millions \$, comparativement à un résultat net de 269,8 millions \$ à l'exercice 2021, soit une augmentation de 0,8 million \$, ou 0,3 %. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 236,8 millions \$ pour l'exercice 2022, comparativement à 254,4 millions \$ pour l'exercice 2021. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 2,16 \$ à l'exercice 2022, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution de 2,04 \$ à l'exercice précédent.

Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2022 a été de 305,8 millions \$ et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, de 274,6 millions \$, par rapport à un résultat net de 285,9 millions \$ et à un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 270,5 millions \$ à l'exercice 2021. Le résultat par action après dilution compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 2,51 \$ pour l'exercice 2022, par rapport à 2,48 \$ à l'exercice précédent.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2022. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2022				Exercice 2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	196 976	197 009	185 105	182 753	214 476	184 186	167 575	169 002
Financement de sociétés	108 801	151 025	106 261	195 638	305 939	213 419	131 625	110 568
Honoraires de consultation	122 353	153 297	139 413	77 994	66 761	72 004	37 281	21 046
Négociation à titre de contrepartiste	41 960	33 980	30 390	52 648	87 830	51 113	42 746	65 112
Intérêts	10 264	9 639	8 458	7 667	7 487	5 791	6 005	7 005
Divers	19 439	7 267	5 534	2 131	24 033	6 564	5 125	4 995
Total des produits des activités ordinaires	499 793	552 217	475 161	518 831	706 526	533 077	390 357	377 728
Total des charges	403 245	457 234	388 124	419 130	518 810	433 803	344 499	340 674
Résultat net avant impôt sur le résultat	96 548	94 983	87 037	99 701	187 716	99 274	45 858	37 054
Résultat net	68 995	66 732	61 785	73 053	139 394	68 451	32 993	28 964
Résultat par action ordinaire – de base	0,62	0,59	0,56	0,72	1,07	0,67	0,30	0,26
Résultat par action ordinaire après dilution	0,53	0,52	0,49	0,63	0,93	0,54	0,25	0,22
Compte non tenu des éléments importants³								
Résultat net	66 822	84 632	69 719	84 654	137 128	78 971	36 891	32 897
Résultat par action ordinaire – de base	0,62	0,80	0,66	0,84	1,38	0,78	0,34	0,30
Résultat par action ordinaire après dilution	0,52	0,69	0,58	0,73	1,20	0,62	0,28	0,25

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021).

3) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » à la page 29.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2022				Exercice 2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	499 793 \$	552 217 \$	475 161 \$	518 831 \$	706 526 \$	533 077 \$	390 357 \$	377 728 \$
Total des charges selon les IFRS	403 245	457 234	388 124	419 130	518 810	433 803	344 499	340 674
Produits des activités ordinaires								
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles	9 000	1 400	—	(5 000)	14 200	—	—	—
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	490 793 \$	550 817 \$	475 161 \$	523 831 \$	692 326 \$	533 077 \$	390 357 \$	377 728 \$
<i>Charges</i>								
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 283	107	160	293	738	741	743	748
Frais connexes aux acquisitions	—	537	—	—	—	4 644	—	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ³	364	—	—	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 190	4 113	3 178	3 148	3 260	3 213	3 288	3 326
Frais de restructuration	—	—	—	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	515	6 225	1 920	—	418	860	—	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ³	625	348	2 095	351	953	1 842	625	635
Coûts associés à la réorganisation des activités de CGWM UK ³	—	—	794	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Coûts liés au rachat des débetures convertibles ⁴	—	—	468	5 464	4 354	—	—	—
Variation de la juste valeur de la composante passif dérivé	—	8 519	—	—	—	—	—	—
Total des éléments importants – charges	6 977	19 849	8 615	9 256	9 723	11 300	4 656	4 709
Total des charges compte non tenu des éléments importants	396 268	437 385	379 509	409 874	509 087	422 503	339 843	335 965
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	94 525 \$	113 432 \$	95 652 \$	113 957 \$	183 239 \$	110 574 \$	50 514 \$	41 763 \$
Charge d'impôt sur le résultat – ajustée	27 703	28 800	25 933	29 303	46 111	31 603	13 623	8 866
Résultat net – ajusté	66 822 \$	84 632 \$	69 719 \$	84 654 \$	137 128 \$	78 971 \$	36 891 \$	32 897 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	54 678 \$	75 098 \$	63 326 \$	81 251 \$	133 260 \$	75 160 \$	32 982 \$	29 065 \$
Résultat par action ordinaire ajusté – de base ⁵	0,62 \$	0,80 \$	0,66 \$	0,84 \$	1,38 \$	0,78 \$	0,34 \$	0,30 \$
Résultat par action ordinaire ajusté – après dilution ⁵	0,52 \$	0,69 \$	0,58 \$	0,73 \$	1,20 \$	0,62 \$	0,28 \$	0,25 \$

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021).

3) Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

4) Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132,7 millions \$ de ses débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 %. Le rachat a été conclu le 8 avril 2021. La Société a comptabilisé 4,2 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles au cours du trimestre clos le 31 mars 2021 et 0,5 million \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021.

5) En raison du changement dans le nombre d'actions après dilution découlant du rachat des débetures convertibles au quatrième trimestre de l'exercice 2021, ainsi que de l'incidence des actions privilégiées convertibles émises au deuxième trimestre de l'exercice 2022, de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice et de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au RPA pour l'exercice.

Le résultat par action ordinaire après dilution (RPA après dilution) est calculé selon la méthode du rachat des stocks en tenant compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Les actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK sont prises en compte dans le calcul du RPA après dilution en ajustant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société pour refléter la quote-part proportionnelle de celle-ci dans le résultat de CGWM UK, après conversion si le calcul est dilutif. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, l'effet de la prise en compte de la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat de CGWM UK est dilutif aux fins du calcul du RPA après dilution selon les IFRS, ainsi qu'aux fins du calcul du RPA après dilution compte non tenu des éléments importants¹. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires selon les IFRS compte non tenu des éléments importants¹ reflète la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat net de CGWM UK compte non tenu des éléments importants¹, après conversion.

L'effet de la prise en compte de la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat net de CGWM UK compte non tenu des éléments importants¹, n'est dilutif que pour les troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2022 et l'exercice clos le 31 mars 2022 aux fins du calcul du RPA après dilution compte non tenu des éléments importants¹. L'effet était antidilutif pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux, par les activités dans nos secteurs cibles et par l'évolution du marché en ce qui concerne les sociétés de croissance et les sociétés des marchés et des secteurs émergents. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Rendement du quatrième trimestre de l'exercice 2022

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

Produits consolidés

Les produits des activités ordinaires à l'échelle de la Société pour le quatrième trimestre se sont chiffrés à 499,8 millions \$, ce qui représente une baisse de 206,7 millions \$, ou 29,3 %, par rapport aux produits des activités ordinaires records dégagés à la période correspondante de l'exercice précédent.

Sur une base consolidée, les produits tirés des commissions et des honoraires ont diminué de 17,5 millions \$, ou 8,2 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 197,0 millions \$, ce qui est surtout attribuable à la baisse des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux. Les produits tirés du financement de sociétés liés à nos activités sur les marchés des capitaux et à nos activités de gestion de patrimoine ont reculé de 197,1 millions \$, ou 64,4 %, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la baisse du niveau d'activité dans nos activités au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, ce qui a été contrebalancé en partie par l'accroissement des produits des activités ordinaires générés par nos activités en Australie. Les produits tirés des activités de consultation à l'échelle de la Société pour le quatrième trimestre ont augmenté de 55,6 millions \$, ou 83,3 %, d'un exercice à l'autre pour s'établir à 122,4 millions \$, ce qui est en grande partie attribuable à nos activités aux États-Unis. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont baissé de 52,2 % pour se chiffrer à 42,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice, en raison de la volatilité moindre qu'au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts à l'échelle de la Société ont progressé de 37,1 % par rapport à ceux du quatrième trimestre de l'exercice précédent, pour s'établir à 10,3 millions \$, ce qui s'explique par la hausse des intérêts liés aux clients gagnés par nos activités de gestion de patrimoine au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, un ajustement de 9,0 millions \$ de la juste valeur selon les IFRS a été comptabilisé à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles. L'ajustement est exclu de l'information de gestion, étant donné qu'il n'est pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle, ainsi que du calcul qui vise à déterminer le résultat net compte non tenu des éléments importants¹. Toute variation future de la juste valeur latente des titres négociables, comme elle est déterminée selon les normes comptables applicables, pourrait s'avérer importante et sera comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Marchés des capitaux mondiaux

Nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont généré des produits des activités ordinaires de 312,0 millions \$ au quatrième trimestre, ce qui représente une baisse de 35,9 %, ou 174,9 millions \$, par rapport aux produits des activités ordinaires records dégagés au T4/21. Les produits tirés du financement de sociétés au quatrième trimestre ont reculé de 170,7 millions \$, ou 64,2 %, comparativement aux produits records générés au T4/21, ce qui a été en partie compensé par une importante hausse de 56,1 millions \$, ou 85,6 %, des produits tirés des honoraires de consultation. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont été également en baisse, diminuant de 45,7 millions \$, ou 52,3 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre de l'exercice 2021, ce qui est attribuable à la volatilité réduite du marché.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Nos activités aux États-Unis sont celles qui ont le plus contribué aux produits tirés des activités de consultation au quatrième trimestre, soit un apport total de 64,8 millions \$, en hausse de 195,3 % d'un exercice à l'autre. Aux États-Unis, le total des produits des activités ordinaires a diminué de 57,0 millions \$, ou 28,0 %, la hausse des produits tirés des honoraires de consultation ayant été neutralisée par la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés et des activités de négociation à titre de contrepartiste, ainsi que des produits tirés des commissions et des honoraires. Au Canada, les produits tirés du financement de sociétés ont reculé de 111,9 millions \$, ou 83,5 %, par rapport à ceux exceptionnellement élevés du T4/21. Nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 29,2 millions \$ au T4/22, ce qui représente une diminution de 6,9 millions \$, ou 19,1 %, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, la hausse des produits tirés des activités de consultation ayant été contrebalancée par le recul des produits tirés du financement de sociétés. Les activités sur les marchés des capitaux en Australie ont affiché des produits des activités ordinaires en hausse de 13,9 millions \$, ou 29,0 %, comparativement à ceux du quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui découle d'une progression des activités de financement de sociétés dans nos secteurs cibles, ainsi que de la hausse des profits latents comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et des bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés.

Gestion de patrimoine mondiale

Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine mondiale combinées au quatrième trimestre se sont chiffrés à 174,3 millions \$, une baisse de 12,5 % comparativement à ceux du T4/21 qui est surtout liée à une réduction des produits tirés des activités de financement de sociétés générés par les activités de gestion de patrimoine au Canada alors que le volume des nouvelles émissions avait été très important au T4/21. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont progressé de 5,4 millions \$, ou 7,2 %, ce qui est en partie attribuable à la hausse des produits tirés des honoraires au titre des actifs gérés et à l'augmentation des produits d'intérêts liés aux clients. Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine en Australie se sont établis à 17,8 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2022, ce qui représente une légère hausse de 3,1 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

CHARGES – QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

Les charges à l'échelle de la Société se sont établies à 403,2 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice, en baisse de 115,6 millions \$, ou 22,3 %, par rapport à celles du T4/21. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ a été de 396,3 millions \$, en baisse de 112,8 millions \$, ou 22,2 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 80,7 %, en hausse de 7,2 points de pourcentage par rapport à celui du T4/21, ce qui s'explique par la hausse du ratio de rémunération et de certaines charges indirectes qui ne varient pas proportionnellement aux produits des activités ordinaires.

La charge de rémunération a baissé de 100,9 millions \$, ou 25,5 %, comparativement à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 59,0 % au T4/22, en hausse de 3,0 points de pourcentage par rapport à celle du trimestre clos le 31 mars 2021, ce qui est en partie attribuable aux variations dans la composition des produits des activités ordinaires et à la fluctuation de la rémunération variable associée à différentes sources de produits.

Les charges indirectes autres que de rémunération, exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires, ont été de 21,7 %, en hausse de 4,3 points de pourcentage par rapport à celles du T4/21. Les augmentations les plus importantes des charges autres que de rémunération par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent concernent les frais liés aux communications et à la technologie, la charge d'amortissement et les frais d'administration, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des frais de négociation, de la charge d'intérêts et des frais de développement.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 2,9 millions \$, ou 16,7 %, en appui à l'expansion des infrastructures nécessaire pour soutenir la croissance de nos activités et l'ajout de personnel. La charge d'amortissement a augmenté de 2,4 millions \$, ou 37,2 %, en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre des acquisitions d'Adam & Company et de Sawaya Partners, lesquelles ont été conclues au cours de l'exercice 2022. Les frais d'administration ont augmenté de 5,9 millions \$, ou 25,1 %, en raison d'une augmentation des frais liés aux conférences et des autres frais de promotion et de déplacement en lien avec l'assouplissement continu des restrictions liées à la COVID-19. Ces augmentations ont été partiellement compensées par une diminution des frais de négociation de 15,8 millions \$, ou 40,2 %, du fait surtout de la baisse des activités de négociation sur les marchés des capitaux aux États-Unis. Les frais de développement ont reculé de 4,6 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est en partie lié à l'amortissement accéléré de certaines immobilisations incorporelles liées à la technologie qui a été comptabilisé dans le secteur Non sectoriel et autres au quatrième trimestre de 2021.

Au cours du quatrième trimestre de 2022, des frais connexes aux acquisitions de 0,5 million \$ ont été comptabilisés en lien avec l'acquisition de Punter Southall Wealth Limited, conclue le 31 mai 2022. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2021, des frais connexes aux acquisitions de 0,4 million \$ avaient été comptabilisés pour les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT – QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

La charge d'impôt sur le résultat s'est chiffrée à 27,6 millions \$ au T4/22 par rapport à 48,3 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Compte non tenu des éléments importants¹, le taux d'impôt effectif pour le T4/22 s'est établi à 29,3 %, comparativement à 25,2 % pour le T4/21. L'augmentation du taux d'impôt effectif pour le trimestre considéré est en partie liée à divers ajustements non déductibles aux fins de l'impôt, ainsi qu'à la proportion plus importante des produits qui ont été gagnés dans des administrations ayant des taux d'impôt plus élevés.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

RÉSULTAT NET – QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

Le résultat net pour le quatrième trimestre de 2022 s'est chiffré à 69,0 millions \$, comparativement à un résultat net de 139,4 millions \$ au T4/21. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 56,3 millions \$ au T4/22 par rapport à 135,5 millions \$ au T4/21. Le RPA après dilution pour le trimestre considéré s'est fixé à 0,53 \$, par rapport à 0,93 \$ au T4/21. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net a été de 66,8 millions \$ au T4/22 en regard de 137,1 millions \$ au T4/21, soit une baisse de 70,3 millions \$, ou 51,3 %, qui découle surtout de la baisse des produits des activités ordinaires par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 54,7 millions \$, comparativement à 133,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA après dilution compte non tenu des éléments importants¹ s'est chiffré à 0,52 \$ au T4/22 par rapport à 1,20 \$ au T4/21.

Résultats par secteur d'activité^{1, 2} – Exercice clos le 31 mars 2022 par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2021

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars								
	2022				2021				
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	
Produits des activités ordinaires									
Canada	341 453	\$ 328 458	\$ 22 521	\$ 692 432	\$	443 444	\$ 314 529	\$ 31 841	\$ 789 814
Royaume-Uni et Europe	120 355	310 495	—	430 850	95 535	277 329	—	372 864	
États-Unis	667 176	6 821	—	673 997	590 534	9 512	—	600 046	
Australie	174 090	74 633	—	248 723	182 715	62 249	—	244 964	
Total des produits des activités ordinaires	1 303 074	720 407	22 521	2 046 002	1 312 228	663 619	31 841	2 007 688	
Charges	961 236	576 728	129 769	1 667 733	976 646	529 476	131 664	1 637 786	
Imputations intersectorielles	20 007	22 670	(42 677)	—	18 263	17 288	(35 551)	—	
Résultat avant impôt sur le résultat	321 831	\$ 121 009	\$ (64 571)	\$ 378 269	\$	317 319	\$ 116 855	\$ (64 272)	\$ 369 902
Compte non tenu des éléments importants³									
Produits des activités ordinaires	1 303 074	720 407	17 121	2 040 602	1 312 228	663 619	17 641	1 993 488	
Charges	958 492	549 226	115 318	1 623 036	969 032	511 056	127 310	1 607 398	
Imputations intersectorielles	20 007	22 670	(42 677)	—	18 263	17 288	(35 551)	—	
Résultat avant impôt sur le résultat	324 575	148 511	(55 520)	417 566	324 933	135 275	(74 118)	386 090	
Nombre d'employés	890	1 292	405	2 587	808	1 186	362	2 356	

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 25 des états financiers consolidés audités à la page 106.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Aperçu

Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit un éventail complet de services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, en Asie et au Moyen-Orient. Marchés des capitaux Canaccord Genuity compte des bureaux et des employés dans 21 établissements répartis dans quatre continents à l'échelle mondiale.

Notre division des marchés des capitaux compte 890 professionnels du secteur des marchés des capitaux qui sont divisés en groupes selon les produits, secteurs d'activité et régions géographiques qu'ils couvrent. Nos groupes sectoriels sont axés sur les principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale et visent principalement les secteurs de la technologie, des sciences de la vie, des métaux et des mines ainsi que des produits de consommation, en plus d'offrir une exposition aux secteurs des produits diversifiés, du transport et des produits industriels, de l'énergie, des produits structurés et du développement durable. Nos capacités englobent les placements privés, la prise ferme de titres de participation et de titres de créance, les premiers appels publics à l'épargne, les placements complémentaires, les placements au cours du marché, les financements par emprunts et la restructuration de dettes, les services de

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

consultation (notamment pour les fusions, les acquisitions, ainsi que les opérations sur capital privé et à titre de promoteur financier), la négociation à titre de contrepartiste, les opérations sur bloc et la tenue de marché.

Notre approche rigoureuse axée sur le marché intermédiaire et nos initiatives d'harmonisation mondiales permettent de renforcer la position de Marchés des capitaux Canaccord Genuity à titre de banque d'investissement indépendante d'envergure mondiale dans l'ensemble de nos secteurs cibles et régions de prédilection. Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et la priorité qu'elle accorde judicieusement aux principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale procure un avantage concurrentiel à la Société par rapport à quantité d'entreprises axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Nous nous consacrons à fournir une expertise et des capacités d'exécution différenciées dans un segment du marché qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise dans le marché intermédiaire mondial et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires et à améliorer l'alignement dans l'ensemble de nos activités et de nos régions.

Perspectives

Marchés des capitaux Canaccord Genuity continue de renforcer sa position de chef de file du marché intermédiaire dans bon nombre des principaux marchés dans lesquels la Société mène ses activités. La direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et le renforcement de la rentabilité par une intégration plus poussée de notre plateforme mondiale des marchés des capitaux et par l'amélioration constante de la coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

La Société prévoit que les avantages continus découlant de ses investissements permettront d'accroître l'apport des activités de consultation à marge plus élevée. L'acquisition de Sawaya Partners, un cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions axés sur le secteur de la consommation établi aux États-Unis, tire parti de nos activités dans ce secteur, tout en offrant une forte convergence avec les secteurs cibles de la technologie et des médias, des sciences de la vie et du développement durable.

L'environnement d'exploitation des activités sur les marchés des capitaux mondiaux étant très dynamique dans le contexte du marché intermédiaire, nous devons continuer de faire preuve d'une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

La Société continue d'étendre ses capacités en matière de produits et sa gamme de services auxiliaires afin d'améliorer son offre à sa clientèle cible du marché intermédiaire et de se concentrer davantage sur les secteurs dans lesquels elle a démontré une position dominante. Nous nous efforçons de maintenir un équilibre entre les investissements dans les initiatives de croissance et notre capacité à générer des profits dans différentes conjonctures de marché.

La Société maintient son engagement à mener ses activités sur les marchés des capitaux avec toute l'efficacité qui s'impose afin de maintenir sa capacité à offrir une expertise et des services en matière d'exécution de premier plan sur le marché lors des périodes marquées par la volatilité du marché ou par un niveau d'activité restreint dans l'ensemble de ses secteurs cibles et régions de prédilection. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

La période prolongée de télétravail dans le contexte de la pandémie de COVID-19 a permis de rehausser la productivité sur le plan des conférences, des séances de présentation avec ou sans transaction et de la collaboration transfrontalière, et nous nous attendons à ce que certains gains d'efficacité et économies de coûts se poursuivent à long terme avec la reprise du travail et des activités en présentiel.

L'équipe de direction croit que les mesures instaurées par la Société pour améliorer la présence internationale de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et affiner son offre de services dans les secteurs de croissance clés de l'économie mondiale l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Exercice clos le 31 mars 2022					Exercice clos le 31 mars 2021				
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total
Produits des activités ordinaires	341 453	120 355	667 176	174 090	1 303 074	443 444	95 535	590 534	182 715	1 312 228
Charges										
Charge de rémunération	168 942	78 963	385 975	107 906	741 786	224 429	63 467	335 907	119 194	742 997
Autres charges indirectes	53 675	28 205	120 831	14 836	217 547	50 514	27 874	131 890	12 872	223 150
Frais de développement	60	—	1 263	43	1 366	(393)	—	5 206	1 042	5 855
Frais connexes aux acquisitions	—	—	537	—	537	4 644	—	—	—	4 644
Total des charges	222 677	107 168	508 606	122 785	961 236	279 194	91 341	473 003	133 108	976 646
Imputations intersectorielles ³	14 526	1 484	3 248	749	20 007	12 449	1 027	4 392	395	18 263
Résultat avant impôt sur le résultat ³	104 250 \$	11 703 \$	155 322 \$	50 556 \$	321 831 \$	151 801 \$	3 167 \$	113 139 \$	49 212 \$	317 319 \$
Participations ne donnant pas le contrôle ²	—	—	—	6 581	6 581	—	—	—	5 301	5 301
Compte non tenu des éléments importants⁴										
Total des produits des activités ordinaires	341 453	120 355	667 176	174 090	1 303 074	443 444	95 535	590 534	182 715	1 312 228
Total des charges	222 301	107 168	506 238	122 785	958 492	271 998	91 341	472 585	133 108	969 032
Imputations intersectorielles ³	14 526	1 484	3 248	749	20 007	12 449	1 027	4 392	395	18 263
Résultat avant impôt sur le résultat ³	104 626 \$	11 703 \$	157 690 \$	50 556 \$	324 575 \$	158 997 \$	3 167 \$	113 557 \$	49 212 \$	324 933 \$
Nombre d'employés	278	143	378	91	890	274	131	319	84	808

- 1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021).
- 3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles et exclut les participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.
- 4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.
- 5) Comprend les activités à Dubaï.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :			
Canada	26,2 %	33,8 %	(7,6) p. p.
Royaume-Uni et Europe	9,2 %	7,3 %	1,9 p. p.
États-Unis	51,2 %	45,0 %	6,2 p. p.
Australie	13,4 %	13,9 %	(0,5) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100 %	100 %	

p. p. : points de pourcentage

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 1,3 milliard \$, une diminution de 9,2 millions \$, ou 0,7 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis sont celles qui ont le plus contribué aux produits des activités ordinaires pour la période de douze mois, en générant des produits de 667,2 millions \$, en hausse de 13,0 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires dégagés par nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont augmenté de 26,0 % et atteint 120,4 millions \$, ce qui reflète l'apport plus élevé des activités de consultation au Royaume-Uni et en Europe. Les produits des activités ordinaires générés dans nos activités au Canada et en Australie ont reculé respectivement de 23,0 % et 4,7 % par rapport à aux produits records de l'exercice précédent, tout en demeurant cependant au-dessus des niveaux historiques.

Financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2022, la Société a continué de diversifier ses secteurs cibles. Les produits tirés du secteur des métaux et mines, qui est un secteur dominant pour la Société, tiennent compte de l'apport de l'Australie et du Canada. Les produits tirés des secteurs de la technologie et des sciences de la vie sont essentiellement attribuables à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis. Les produits tirés des activités de financement de sociétés pour la période de douze mois se sont établis à 463,1 millions \$, soit des produits qui arrivent au deuxième rang des produits les plus élevés de notre histoire dans ce secteur. Les activités de prise ferme ont ralenti par rapport au niveau élevé de l'exercice précédent et le contexte incertain a entraîné le report de certaines transactions, mais le niveau d'engagement des clients demeure élevé et notre carnet de commandes, bien rempli.

Les transactions réalisées par Marchés des capitaux Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

Produits tirés des activités de financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés des activités de financement de sociétés pour chaque région)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2022				
	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	18 %	19 %	37 %	0 %	7 %
Technologie	34 %	43 %	54 %	21 %	11 %
Métaux et mines	22 %	14 %	2 %	5 %	60 %
Produits de consommation et de détail	5 %	3 %	1 %	19 %	4 %
Divers	21 %	21 %	6 %	55 %	18 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Sciences de la vie.

Consultation

L'accroissement de l'apport des activités de consultation à marge plus élevée demeure une importante priorité stratégique pour la Société. Notre expertise spécialisée dans des secteurs clés de l'économie et nos nombreux succès dans les activités sur les marchés des capitaux nous placent en bonne position pour ouvrir de nouvelles possibilités à nos clients au fil de leur croissance. Nous menons des mandats de consultation stratégiques dans des domaines très variés pour des acheteurs ou des vendeurs, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, et nous avons établi une position de chef de file dans les structures de financement alternatives. Les produits tirés des activités de consultation sur les marchés des capitaux au cours de l'exercice 2022 ont augmenté de 152,5 % d'un exercice à l'autre, atteignant un nouveau sommet de 488,6 millions \$. Nos activités aux États-Unis sont celles dont l'apport a été le plus important dans ce secteur, générant des produits tirés des activités de consultation de 317,0 millions \$, ce qui constitue une hausse de 218,8 % d'un exercice à l'autre et un record pour ces activités. Les produits tirés des activités de consultation générés dans nos activités au Canada pour l'exercice 2022 ont augmenté de 65,5 %, ou 41,5 millions \$, pour atteindre 105,0 millions \$. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont dégagé des produits tirés des activités de consultation d'un montant record de 66,6 millions \$, ce qui représente une progression de 117,8 % d'un exercice à l'autre.

Produits tirés des honoraires de consultation par secteur (en % des produits tirés des activités de consultation pour chaque région)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2022			
	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni
Sciences de la vie	15 %	36 %	9 %	3 %
Technologie	66 %	23 %	85 %	12 %
Produits industriels	4 %	0 %	5 %	0 %
Métaux et mines	6 %	27 %	0 %	3 %
Produits de consommation et de détail	7 %	9 %	1 %	60 %
Divers	2 %	5 %	—	22 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Négociation à titre de contrepartiste

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 158,2 millions \$, en baisse de 87,4 millions \$, ou 35,6 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui reflète principalement la diminution de la volatilité du marché qui a eu pour effet de réduire le niveau d'activité sur les marchés et les possibilités de générer des produits, comparativement aux niveaux records établis au cours de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste de 144,1 millions \$ dans nos activités aux États-Unis sont surtout attribuables au groupe Actions internationales.

Commissions et honoraires

Les produits tirés des commissions et des honoraires se sont chiffrés à 174,8 millions \$, ce qui représente une baisse de 17,7 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, laquelle reflète la diminution du niveau des activités de négociation pour les particuliers et du niveau des activités des nouveaux émetteurs. Nos activités aux États-Unis et au Canada ont affiché les plus fortes baisses des produits tirés des commissions et des honoraires comparativement aux niveaux records observés au T4/21.

CHARGES – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Les charges de notre division internationale des marchés des capitaux se sont établies à 961,2 millions \$ pour l'exercice 2022, en baisse de 15,4 millions \$, ou 1,6 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges pour l'exercice 2022 a été de 958,5 millions \$, en baisse de 10,5 millions \$, ou 1,1 %, comparativement à celui de l'exercice 2021. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ a légèrement diminué de 0,3 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2021.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Charge de rémunération

La charge de rémunération dans notre division internationale des marchés des capitaux pour l'exercice 2022 a reculé de 1,2 million \$, ou 0,2 %, par rapport à celle de l'exercice 2021. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 56,9 % pour l'exercice clos le 31 mars 2022, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2021.

Au Canada, en Australie ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué par rapport à celle de l'exercice 2021, en raison des variations des niveaux relatifs de la rémunération fixe et variable. Dans nos activités aux États-Unis, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,0 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2021, ce qui est attribuable aux variations dans la composition des produits des activités ordinaires et à la fluctuation de la rémunération variable associée à différentes sources de produits.

Charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires par région de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
Canada	49,5 %	50,6 %	(1,1) p. p.
Royaume-Uni et Europe	65,6 %	66,4 %	(0,8) p. p.
États-Unis	57,9 %	56,9 %	1,0 p. p.
Australie	62,0 %	65,2 %	(3,2) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	56,9 %	56,6 %	0,3 p. p.

p. p. : points de pourcentage

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes dans cette division ont été de 217,5 millions \$ pour l'exercice 2022 par rapport à 223,2 millions \$ pour l'exercice 2021, ce qui représente une baisse de 5,6 millions \$, ou 2,6 %. La plus importante baisse a été observée au chapitre des frais de négociation, qui ont reculé de 19,9 millions \$, ou 19,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021, en lien principalement avec la diminution des frais de négociation liés à nos activités aux États-Unis. Les frais de développement ont également reculé de 4,5 millions \$, ou 76,7 %, par suite de la baisse des frais engagés dans nos activités aux États-Unis.

Les baisses susmentionnées des frais de négociation et des frais de développement ont été contrebalancées en partie par une hausse de 12,5 millions \$, ou 34,4 %, des frais d'administration par rapport à ceux de l'exercice 2021, ce qui s'explique principalement par l'accroissement des frais de promotion et de déplacement et des frais liés aux conférences en raison de l'assouplissement des restrictions imposées liées à la COVID-19 au cours de l'exercice.

Au cours de l'exercice 2022, des frais connexes aux acquisitions de 0,5 million \$ relatifs à l'acquisition de Sawaya ont été comptabilisés. Au cours de l'exercice précédent, des frais connexes aux acquisitions de 4,6 millions \$ liés à la réévaluation de la contrepartie éventuelle relative à l'acquisition de Jitneytrade avaient été comptabilisés.

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le résultat avant impôt sur le résultat au titre de nos activités sur les marchés des capitaux combinées s'est établi à 321,8 millions \$ pour l'exercice 2022, en hausse de 4,5 millions \$ par rapport à celui de l'exercice 2021. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, y compris les charges indirectes imputées, a reculé, passant de 324,9 millions \$ à l'exercice 2021 à 324,6 millions \$ à l'exercice 2022.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La Société a des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, ainsi qu'en Australie.

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés et des intérêts liés aux clients. De plus, les conseillers en placement au Canada et en Australie génèrent des produits tirés des honoraires et des commissions en lien avec les transactions de financement de sociétés et les transactions mettant en jeu du capital de risque.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 16 bureaux au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man au 31 mars 2022. Les produits des activités ordinaires de cette division proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires ainsi que des activités de gestion de portefeuille et de planification financière. Les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de cette division s'établissaient à 78,6 % pour l'exercice 2022. La division offre des services aux clients au Royaume-Uni, à l'international et en Europe et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris des fonds de placement gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Cette division comptait 220 experts en placement au 31 mars 2022.

Au 31 mars 2022, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait neuf bureaux dans l'ensemble du Canada, dont des conseillers en placement inscrits aux États-Unis. Les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de cette division ont augmenté pour s'établir à 39,5 % pour l'exercice clos le 31 mars 2022, comparativement à 28,5 % pour l'exercice 2021. Cette division comptait 146 équipes de conseillers au 31 mars 2022.

En Australie, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait neuf bureaux au 31 mars 2022. Cette division comptait 115 équipes de conseillers au 31 mars 2022.

Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport du rendement de notre secteur de gestion de patrimoine mondiale demeure une priorité majeure pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à rendre notre entreprise considérablement moins sensible aux variations des conditions de marché et aux activités de négociation associées aux produits tirés des transactions.

Nous continuons d'explorer un vaste éventail de possibilités pour générer une croissance rentable dans nos activités de gestion de patrimoine mondiale. En plus d'investir dans la main-d'œuvre et les acquisitions, nous développons activement notre réseau de spécialistes dans la technologie, le développement durable et d'autres secteurs de croissance afin de suivre la cadence des besoins en constante évolution des investisseurs.

La Société demeurera à l'affût de possibilités stratégiques pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

Le 14 décembre 2021, la Société a annoncé avoir conclu, par l'intermédiaire de CGWM UK, une convention d'achat d'actions visant l'acquisition de Punter Southall Wealth Limited (« PSW »), y compris sa marque intermédiaire Psigma, auprès de Punter Southall Group. Cette acquisition représentait pour CGWM UK une occasion de poursuivre la croissance exceptionnelle qu'elle a connue jusqu'ici et de faire progresser son objectif prioritaire qui est de devenir une société de gestion de patrimoine intégrée d'envergure. La conclusion de cette acquisition a été annoncée le 31 mai 2022. Conjointement à la clôture de l'acquisition, CGWM UK a ajouté 100 millions £ (169,2 millions \$ CA) à sa facilité bancaire existante. En outre, HPS, au nom des comptes et fonds de placement qu'elle gère, a effectué un investissement additionnel dans CGWM UK à la clôture de l'acquisition, en faisant l'achat d'une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles de CGWM UK, pour un montant de 65,3 millions £ (110,5 millions \$ CA). Cet investissement et la petite composante capitaux propres qui doit être émise en lien avec l'acquisition auront pour effet de réduire la participation effective de la Société dans CGWM UK, la faisant passer d'environ 73,5 % à environ 66,9 %, en supposant la conversion.

Au Canada, la Société demeure à l'affût de possibilités pour générer une croissance rentable en mettant l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement ciblé et à d'autres initiatives visant l'accroissement des actifs pour le compte des clients. Le recrutement et le maintien en fonction de conseillers en placement constituent une importante priorité. Bien que le contexte d'embauche demeure concurrentiel, notre capacité à attirer et à retenir des conseillers compétents s'appuie sur les avantages liés à notre plateforme indépendante qui permet d'accéder à des ressources et compétences mondiales, ainsi que sur les investissements dans l'évolution de notre technologie et de notre offre de produits et notre bilan éprouvé en matière d'accroissement des produits et de la rentabilité sur plusieurs années consécutives. Grâce à notre plateforme, les conseillers en placement ont découvert des possibilités pour faire fructifier leurs activités plus rapidement et de façon plus durable. Nous offrons aux conseillers en placement des ressources pour les aider à développer leurs activités et des occasions de participer à des conférences et à des événements sectoriels. Nous restons fortement déterminés à investir dans la technologie et dans les programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

La Société a l'intention de continuer de tirer parti du succès de ses activités de gestion de patrimoine élargies en Australie. Nous prévoyons une expansion soutenue grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché, ainsi qu'aux avantages découlant de la relation avec les activités sur les marchés des capitaux de premier plan menées par Canaccord Genuity dans la région. Le contexte de marché robuste propice aux activités de financement de sociétés à petite capitalisation au cours de l'exercice 2022 a renforcé la collaboration avec notre groupe des marchés des capitaux dans cette région et nous nous attendons donc à en tirer parti à mesure que nous progressons vers l'atteinte de nos priorités stratégiques. Nous nous efforcerons également de convertir d'autres actifs, totalisant 17,5 milliards \$, détenus dans la plateforme de négociation de cette entreprise, en actifs générateurs de produits plus élevés.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021	
Produits des activités ordinaires	335 279 \$	324 041 \$	11 238 \$	3,5 %
Charges				
Charge de rémunération	198 197	193 934	4 263	2,2 %
Autres charges indirectes	60 079	51 423	8 656	16,8 %
Total des charges	258 276 \$	245 357 \$	12 919 \$	5,3 %
Imputations intersectorielles ³	20 659	16 065	4 594	28,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	56 344 \$	62 619 \$	(6 275) \$	(10,0) %
ASG (discretionnaires) ⁴	8 482	6 307	2 175	34,5 %
ASA ⁵	37 881	32 240	5 641	17,5 %
Nombre d'équipes de conseillers	146	145	1	0,7 %
Nombre d'employés	489	454	35	7,7 %
Compte non tenu des éléments importants⁶				
Total des charges	258 276 \$	245 357 \$	12 919 \$	5,3 %
Imputations intersectorielles ³	20 659	16 065	4 594	28,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	56 344 \$	62 619 \$	(6 275) \$	(10,0) %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Comprend les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

4) Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes, dont les programmes de solutions gérées de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et le Programme de gestion des placements des particuliers. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Les ASA englobent les ASG.

6) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord se sont chiffrés à 335,3 millions \$, soit une hausse de 11,2 millions \$, ou 3,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021, attribuable à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires, en partie contrebalancée par la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés attribuable à la diminution des nouvelles émissions.

Les ASA au Canada ont augmenté de 17,5 %, passant de 32,2 milliards \$ au 31 mars 2021 à 37,9 milliards \$ au 31 mars 2022, par suite de la hausse de la valeur de marché ainsi que des entrées de trésorerie nettes générées par de nouveaux actifs. Il y avait 146 équipes de conseillers au Canada, soit une de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont augmenté de 10,9 points de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 39,5 % des produits tirés des activités de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Pour l'exercice 2022, les charges se sont élevées à 258,3 millions \$, en hausse de 12,9 millions \$, ou 5,3 %, par rapport à celles de l'exercice 2021. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté de 1,3 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent.

La charge de rémunération a augmenté de 4,3 millions \$, ou 2,2 %, comparativement à celle de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement diminué de 0,7 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, pour s'établir à 59,1 % à l'exercice 2022.

Les autres charges indirectes exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 2,0 points de pourcentage comparativement à celles de l'exercice 2021. Les frais d'administration ont augmenté de 3,3 millions \$, ou 38,4 %, en raison d'une augmentation des frais liés aux conférences. Les frais liés aux communications et à la technologie ont également augmenté de 2,5 millions \$, ou 56,2 %, en appui à l'ajout de personnel dans ce secteur. Les frais de développement se sont accrus de 1,8 million \$ en raison de l'amortissement des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 56,3 millions \$ pour l'exercice 2022, en baisse de 6,3 millions \$, ou 10,0 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, ce qui est surtout attribuable à la hausse des charges indirectes décrite précédemment.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY AU ROYAUME-UNI ET DANS LES DÉPENDANCES DE LA COURONNE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021	
Produits des activités ordinaires	310 495 \$	277 329 \$	33 166 \$	12,0 %
Charges				
Charge de rémunération	162 618	149 095	13 523	9,1 %
Autres charges indirectes	79 645	78 423	1 222	1,6 %
Frais connexes aux acquisitions	8 660	1 278	7 382	n. p.
Total des charges	250 923	228 796	22 127	9,7 %
Imputations intersectorielles ²	1 758	1 208	550	45,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	57 814	47 325	10 489	22,2 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	16 879	—	16 879	n. p.
ASG ³	52 830	52 298	532	1,0 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	220	202	18	8,9 %
Nombre d'employés	581	528	53	10,0 %
Compte non tenu des éléments importants ⁴				
Total des charges	223 895 \$	210 862 \$	13 033 \$	6,2 %
Imputations intersectorielles ²	1 758	1 208	550	45,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	84 842	65 259	19 583	30,0 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	14 386	—	14 386	n. p.

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) Comprend les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis la date d'acquisition du 1^{er} mai 2019 et ceux d'Adam & Company depuis la date d'acquisition du 1^{er} octobre 2019.

6) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche du résultat net après impôt de CGWM UK qui n'est pas attribuable à la Société.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 310,5 millions \$ pour l'exercice 2022, en hausse de 33,2 millions \$, ou 12,0 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires ont atteint 181,4 millions £ pour l'exercice 2022, en hausse de 20,9 millions £, ou 13,0 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2022, les ASG au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne s'établissaient à 52,8 milliards \$, en hausse de 1,0 % par rapport à 52,3 milliards \$ au 31 mars 2021. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 6,4 % comparativement à ceux au 31 mars 2021. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont représenté 78,6 % du total des produits des activités ordinaires dans cette région à l'exercice 2022, ce qui représente une hausse de 6,5 points de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Puisque cette division tire plus du trois quarts de ses produits à partir d'activités récurrentes qui donnent droit à des honoraires, les produits générés par CGWM UK contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales.

La charge de rémunération s'est chiffrée à 162,6 millions \$, en hausse de 13,5 millions \$ par rapport à 149,1 millions \$ à l'exercice 2021. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement diminué de 1,4 point de pourcentage, passant de 53,8 % pour l'exercice 2021 à 52,4 % pour l'exercice 2022.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, les autres charges indirectes ont augmenté de 1,2 million \$, ou 1,6 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. La hausse la plus importante au chapitre des charges indirectes est liée à charge d'intérêts, qui a augmenté de 2,3 millions \$, ou 62,3 %, d'un exercice à l'autre, en raison des coûts d'emprunt additionnels liés à l'emprunt bancaire obtenu dans le cadre de l'acquisition d'Adam & Company. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 1,7 million \$, ou 45,7 %, en raison de la réorganisation de certains bureaux. La charge d'amortissement a également augmenté de 1,2 million \$, ou 7,3 %, par rapport à celle de l'exercice 2021, en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec l'acquisition d'Adam & Company.

Les hausses susmentionnées des charges ont été compensées par une baisse de 1,2 million \$, ou 6,0 %, des frais d'administration, ce qui découle essentiellement de la diminution des honoraires professionnels et de la réduction de la provision liée aux questions juridiques. Les frais de développement ont reculé de 0,8 million \$, ou 12,8 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent en raison de la baisse des coûts relatifs aux mesures incitatives liées aux acquisitions antérieures.

Au cours de l'exercice 2022, des frais connexes aux acquisitions de 8,7 millions \$ ont été comptabilisés dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni en lien avec l'acquisition d'Adam & Company et l'acquisition de Punter Southall Wealth Limited, conclue le 31 mai 2022. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société avait également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 1,3 million \$ relativement à diverses acquisitions et à une réorganisation.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 57,8 millions \$, comparativement à 47,3 millions \$ pour l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'accroissement des produits des activités ordinaires ainsi que par une légère baisse du ratio de rémunération et des charges indirectes. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 84,8 millions \$, soit une hausse de 19,6 millions \$, ou 30,0 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, qui reflète la croissance de l'apport net de nos activités dans cette région.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AUSTRALIE¹

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021	
Produits des activités ordinaires	74 633 \$	62 249 \$	12 384 \$	19,9 %
Charges				
Charge de rémunération	51 505	42 084	9 421	22,4 %
Autres charges indirectes	16 024	13 239	2 785	21,0 %
Total des charges	67 529	55 323	12 206	22,1 %
Imputations intersectorielles ²	253	15	238	n. p.
Résultat avant impôt sur le résultat ²	6 851	6 911	(60)	(0,9) %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁵	791	715	76	10,6 %
ASG ³	5 352	4 228	1 124	26,6 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	115	110	5	4,5 %
Nombre d'employés	222	204	18	8,8 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	67 055 \$	54 837 \$	12 218 \$	22,3 %
Imputations intersectorielles ²	253	15	238	n. p.
Résultat avant impôt sur le résultat ²	7 325	7 397	(72)	(1,0) %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁵	791	726	76	10,6 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Les ASG représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche du résultat net après impôt de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie qui n'est pas attribuable à la Société.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie a généré des produits des activités ordinaires de 74,6 millions \$, comparativement à 62,2 millions \$ pour l'exercice 2021. Les ASG s'établissaient à 5,4 milliards \$ au 31 mars 2022, en hausse de 1,1 milliard \$, ou 26,6 %, comparativement à ceux au 31 mars 2021. En outre, des actifs pour le compte des clients¹ totalisant 17,5 milliards \$ sont également détenus en propriété inscrite dans d'autres comptes moins actifs des plateformes de gestion de patrimoine en Australie, comparativement à 15,8 milliards \$ au 31 mars 2021. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Australie en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont représenté 27,1 % des produits tirés des activités de gestion de patrimoine pour l'exercice 2022, ce qui représente une hausse de 1,0 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

Le total des charges s'est établi à 67,5 millions \$, en hausse de 12,2 millions \$, ou 22,1 %, comparativement à celui de l'exercice clos le 31 mars 2021.

La charge de rémunération s'est établie à 51,5 millions \$ pour l'exercice 2022 comparativement à 42,1 millions \$ pour l'exercice 2021. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 69,0 % pour l'exercice clos le 31 mars 2022, soit une hausse de 1,4 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, attribuable aux coûts de rémunération liés aux nouveaux employés embauchés au cours du quatrième trimestre de 2022.

Les charges indirectes en pourcentage des produits des activités ordinaires ont légèrement augmenté de 0,2 point de pourcentage par rapport à celles de l'exercice précédent. Les hausses les plus importantes au chapitre des autres charges indirectes comprennent une augmentation de 1,1 million \$, ou 34,4 %, des frais d'administration qui ont été engagés en appui à la croissance dans ce secteur, ainsi qu'une augmentation de 2,3 millions \$ des frais de développement en lien avec l'amortissement des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés et les autres coûts de recrutement.

Le résultat avant impôt sur le résultat est demeuré inchangé, à 6,9 millions \$, comme à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est élevé à 7,3 millions \$, soit une baisse de 0,1 million \$ par rapport à celui de l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Pinnacle Correspondent Services offre des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à des intermédiaires financiers. Cette unité d'exploitation a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de la Société, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 405 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de la Société sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable du traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de la Société incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

RENDEMENT FINANCIER – NON SECTORIEL ET AUTRES¹

	Pour les exercices clos les 31 mars			
(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021	
Produits des activités ordinaires	22 521 \$	31 841 \$	(9 320) \$	(29,3) %
Charges				
Charge de rémunération	94 078	99 785	(5 707)	(5,7) %
Autres charges indirectes	21 048	26 603	(5 555)	(20,9) %
Variation de la juste valeur du passif dérivé	8 519	—	8 519	n. p.
Coûts liés au rachat des débetures convertibles ³	5 932	4 354	1 578	36,2 %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	192	922	(730)	(79,2) %
Total des charges	129 769	131 664	(1 895)	(1,4) %
Imputations intersectorielles ²	(42 677)	(35 551)	(7 126)	(20,0) %
Perte avant impôt sur le résultat ²	(64 571)	(64 272)	(299)	(0,5) %
Nombre d'employés	405	362	43	11,9 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Produits des activités ordinaires	17 121 \$	17 641 \$	(520) \$	(2,9) %
Total des charges	115 318	127 310	(11 992)	(9,4) %
Imputations intersectorielles ²	(42 677)	(35 551)	(7 126)	(20,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(55 520)	(74 118)	18 598	25,1 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) La perte avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a conclu une convention de crédit pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang (« facilité d'emprunt ») pour financer une partie du rachat des débetures convertibles, lequel a été conclu le 8 avril 2022. Les coûts de transaction engagés à l'égard de la facilité d'emprunt sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti et inclus dans le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt. Les intérêts liés à cette facilité d'emprunt sont inclus dans les coûts liés au rachat des débetures convertibles pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société avait comptabilisé un montant de 4,2 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents).

Les produits des activités ordinaires de ce secteur se sont établis à 22,5 millions \$ pour l'exercice 2022, en baisse de 9,3 millions \$, ou 29,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, un ajustement de la juste valeur de 5,4 millions \$ a été comptabilisé à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles. Cet ajustement est exclu de l'information de gestion, étant donné qu'il n'est pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle, ainsi que du calcul qui vise à déterminer le résultat net compte non tenu des éléments importants¹. Toute variation future de la juste valeur latente des titres négociables, comme elle est déterminée selon les normes comptables applicables, pourrait s'avérer importante et sera comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le total des charges de ce secteur s'est établi à 129,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022, soit une baisse de 1,9 million \$, ou 1,4 %, comparativement à celui de l'exercice précédent. L'élément ayant le plus contribué à cette baisse est le recul de 9,7 millions \$ de la charge d'intérêts par suite du rachat des débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 % (« débetures convertibles »), le 9 avril 2021. Les coûts de rémunération ont également diminué de 5,7 millions \$, ou 5,7 %, ce qui est en partie lié à la baisse de l'ajustement de la juste valeur du régime d'UALR de la Société. Les frais de développement ont baissé de 3,7 millions \$ du fait de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations incorporelles liées à la technologie qui avait été comptabilisé au cours de l'exercice précédent. Ces baisses ont été contrebalancées par une hausse des frais d'administration de 3,4 millions \$, ou 24,8 %, liée à l'augmentation des honoraires professionnels et des frais de promotion et de déplacement engagés en appui à la croissance de nos activités.

Comme il a été expliqué précédemment dans le présent rapport de gestion, pour financer une partie du rachat des débetures convertibles, la Société a conclu une facilité d'emprunt de 69,0 millions £. Les coûts de transaction engagés à l'égard de la facilité d'emprunt sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti et inclus dans le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt. Les intérêts liés à cette facilité d'emprunt sont inclus dans les coûts liés au rachat des débetures convertibles de 5,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Au cours de l'exercice 2021, la Société avait comptabilisé un montant de 4,4 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles.

Les actions privilégiées convertibles émises à certains investisseurs institutionnels et les actions préférentielles émises à des dirigeants et à des employés de CGWM UK sont traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif qui reflète un dérivé visant à régler l'instrument en contrepartie de l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, un ajustement de la juste valeur de 8,5 millions \$ a été comptabilisé en lien avec le passif dérivé.

La perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 64,6 millions \$ pour l'exercice 2022, par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 64,3 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 55,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022, par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 74,1 millions \$ pour l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de l'unité d'exploitation applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces unités d'exploitation.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données de l'état de la situation financière aux 31 mars				
	2022	2021	2020	2019	2018
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 788 261 \$	1 883 292 \$	997 111 \$	820 739 \$	862 838 \$
Titres détenus	1 051 229	1 041 583	931 467	690 499	469 217
Créances clients	3 438 655	3 973 442	3 275 841	2 656 664	2 215 837
Impôt sur le résultat à recevoir	1 967	738	5 603	2 502	1 170
Actifs d'impôt différé	98 224	81 229	39 487	22 117	19 941
Placements	22 928	12 193	10 105	6 224	2 035
Matériel et aménagements des locaux loués	34 643	23 070	24 860	25 792	30 967
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	697 272	531 038	565 587	524 757	418 731
Actif au titre de droits d'utilisation	117 066	85 216	106 134	—	—
Total de l'actif	7 250 245 \$	7 631 801 \$	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	— \$	— \$	— \$	9 639 \$	— \$
Titres vendus à découvert	567 290	889 607	875 017	373 419	301 006
Dettes fournisseurs, charges à payer et provisions	4 853 894	5 170 957	3 680 186	3 141 977	2 647 382
Impôt sur le résultat à payer	15 952	56 285	11 721	5 415	7 851
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	6 574	12 119	7 042	9 294	9 679
Tranche à court terme des obligations locatives	23 928	24 311	23 417	—	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	10 618	17 706	57 859	—	—
Billet payable	—	—	—	5 832	—
Obligations locatives	101 620	70 591	88 922	—	—
Autres passifs	75 758	19 577	58 340	132 285	59 841
Emprunt bancaire	145 467	66 200	79 192	50 370	61 758
Passifs d'impôt différé	24 875	13 552	9 903	7 978	13 715
Dette subordonnée	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Déventures convertibles	—	168 112	128 322	127 225	57 081
Capitaux propres	1 178 069	1 107 094	928 618	876 363	841 352
Participations ne donnant pas le contrôle	238 700	8 190	156	1 997	13 571
Total du passif et des capitaux propres	7 250 245 \$	7 631 801 \$	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,8 milliard \$ au 31 mars 2022, contre 1,9 milliard \$ au 31 mars 2021. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les titres détenus s'établissaient 1,1 milliard \$ au 31 mars 2022, en hausse de 9,6 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui découle d'un accroissement au titre des actions et des déventures convertibles.

Les créances clients se chiffraient à 3,4 milliards \$ au 31 mars 2022, en comparaison de 4,0 milliards \$ au 31 mars 2021, ce qui s'explique surtout par une augmentation des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

Au 31 mars 2022, le goodwill atteignait 510,3 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 187,0 millions \$. Au 31 mars 2021, le goodwill était de 380,1 millions \$ et les immobilisations incorporelles, de 150,9 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier, de Patersons, d'Adam & Company et de Sawaya.

Les actifs au titre de droits d'utilisation se chiffraient à 117,1 millions \$, comparativement à 85,2 millions \$ au 31 mars 2021, principalement en lien avec les nouveaux bureaux dans nos activités au Canada et en Australie, ce qui a été en partie contrebalancé par la charge d'amortissement comptabilisée au cours de l'exercice.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 157,8 millions \$ au 31 mars 2022, comparativement à 117,2 millions \$ au 31 mars 2021, principalement en raison d'une hausse des actifs d'impôt différé et des placements.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les titres vendus à découvert étaient de 567,3 millions \$ au 31 mars 2022, contre 889,6 millions \$ au 31 mars 2021, en raison surtout d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 4,9 milliards \$, en baisse de 0,3 milliard \$ par rapport à ceux au 31 mars 2021, ce qui est principalement attribuable à une diminution des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières.

L'impôt sur le résultat à payer a diminué de 40,3 millions \$ pour s'établir à 16,0 millions \$ au 31 mars 2022, en raison des acomptes provisionnels versés au cours de l'exercice.

Les obligations locatives s'élevaient à 125,5 millions \$ au 31 mars 2022, comparativement à 94,9 millions \$ au 31 mars 2021, la variation étant principalement liée aux nouveaux bureaux dans nos activités au Canada et en Australie.

Comme il a été expliqué précédemment dans le présent rapport de gestion, le 29 juillet 2021, des actions privilégiées convertibles d'un montant de 125,0 millions £ (218,0 millions \$ CA) ont été émises par la filiale de la Société, CGWM UK.

Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises à des dirigeants et à des employés de CGWM UK ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif reflétant un dérivé visant à régler l'instrument, en remettant l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. La composante capitaux propres des actions privilégiées convertibles et des actions préférentielles était présentée dans les capitaux propres et la composante passif dérivé de 25,0 millions £ (41,1 millions \$ CA), dans les autres passifs à l'état de la situation financière au 31 mars 2022.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a payé la tranche restante de la contrepartie éventuelle en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier (29,2 millions \$ au 31 mars 2021) et la contrepartie différée en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale (8,1 millions \$ au 31 mars 2021). Dans le cadre de l'acquisition de Sawaya, une contrepartie éventuelle de 42,5 millions \$ a été comptabilisée dans les autres passifs et une contrepartie différée de 11,4 millions \$, dans les capitaux propres à l'état de la situation financière consolidé résumé au 31 mars 2022.

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour les acquisitions de Hargreave Hale, de Thomas Miller et d'Adam & Company. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts et vient à échéance en septembre 2024. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 3,375 % au 31 mars 2022 (taux annuel de 2,1288 % au 31 mars 2021).

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale, de Thomas Miller et d'Adam & Company décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 657,0 millions \$ (637,1 millions \$ au 31 mars 2021). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2022, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (néant au 31 mars 2021).

Les participations ne donnant pas le contrôle se chiffraient à 238,7 millions \$ au 31 mars 2022, en comparaison de 8,2 millions \$ au 31 mars 2021, ce qui représente une hausse de 230,5 millions \$ liée à la composante capitaux propres des actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK. Les participations ne donnant pas le contrôle représentent également 32,7 % de l'actif net des activités en Australie (15 % au 31 mars 2021).

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 3,7 millions \$ (2,9 millions \$ US) (3,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2021) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2022 et 2021, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2022 :

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2023	Exercice 2024 – Exercice 2025	Exercice 2026 – Exercice 2027	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	156 805	30 351	54 651	26 882	44 921
Emprunt bancaire ¹	167 171	11 810	155 361	—	—
Total des obligations contractuelles	323 976	42 161	210 012	26 882	44 921

¹ L'emprunt bancaire a été obtenu pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée aux acquisitions de Hargreave Hale, de Thomas Miller et d'Adam & Company. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux annuel de 3,375 % (taux annuel de 2,6584 % au 31 mars 2021), est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts, et vient à échéance en septembre 2024.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe la composante capitaux propres des débetures convertibles, les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 mars 2022, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,8 milliard \$, en baisse de 95,0 millions \$ par rapport à 1,9 milliard \$ au 31 mars 2021. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, des flux de trésorerie de 142,9 millions \$ ont été affectés aux activités de financement, pour le rachat des débetures convertibles (168,1 millions \$), le versement de dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées (40,3 millions \$), le versement de dividendes sur les actions privilégiées convertibles (7,1 millions \$) et les paiements de loyers (29,5 millions \$). Ces montants ont été partiellement compensés par les entrées de trésorerie nettes de 80,0 millions \$ provenant des emprunts bancaires. Des flux de trésorerie de 202,0 millions \$ ont été affectés aux activités d'investissement, notamment pour les acquisitions d'Adam & Company et Sawaya Partners (respectivement 93,3 millions \$ et 45,5 millions \$), l'achat de placements (14,2 millions \$), l'achat de matériel et les aménagements des locaux loués (12,1 millions \$), ainsi que le paiement de contrepartie différée et de contrepartie éventuelle (32,9 millions \$). Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 263,3 millions \$, en lien principalement avec le résultat d'exploitation en espèces. La conversion des monnaies a également entraîné une sortie de trésorerie de 13,4 millions \$.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Le 1^{er} septembre 2021, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de série A. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclarés, ont été payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période de cinq ans close le 30 septembre 2021. Depuis le 1^{er} octobre 2021 et pour une période prenant fin le 30 septembre 2026, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,028 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 30 septembre 2021, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle peut exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Le 1^{er} juin 2022, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de série C. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclarés, sont payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022 inclusivement. À compter du 1^{er} juillet 2022 et pour une période prenant fin le 30 juin 2027, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 6,837 % sur toute action privilégiée de série C en circulation. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2022, les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série D »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Les actions

privilégiées de série C seront converties en actions privilégiées de série D seulement si le nombre minimal requis pour procéder à la conversion des actions privilégiées de série C en actions privilégiées de série D est atteint avant la date limite du choix. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 24 mai 2022, la Société a annoncé qu'elle n'avait pas l'intention d'exercer son option de racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2022. La Société a l'option de racheter, le 30 juin tous les cinq ans par la suite, les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 9 avril 2021, la Société a réalisé le rachat de ses débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 %, pour un prix de rachat de 168,1 millions \$.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2022	2021
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	88 057 175	95 791 083
Nombre d'actions émises et en circulation ²	99 697 799	108 191 331
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	104 500 074	112 567 757
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	94 871 398	96 658 863
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	109 434 474	108 618 446

1) Exclut 122 355 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste.

11 023 169 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 495 100 actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'OPRCNA.

2) Inclut 122 355 actions dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste, 11 023 169 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 495 100 actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'OPRCNA.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 4 802 275 actions, nets des renoncations.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante qui a commencé le 22 décembre 2021 et expiré le 27 janvier 2022, la Société a déposé une offre (l'« offre ») pour racheter aux fins d'annulation un montant maximal de 100,0 millions \$ de ses actions ordinaires. L'offre faite au moyen d'une vente aux enchères au rabais modifiée permettait aux actionnaires qui choisissaient d'y participer de sélectionner, dans une fourchette de prix d'au moins 15,50 \$ et d'au plus 16,50 \$ par action ordinaire (par tranche de 0,10 \$ par action ordinaire), le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires. À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 15,50 \$ était le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximal d'actions ordinaires valablement déposées, et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué, pour un prix de rachat global d'environ 100,0 millions \$. Par conséquent, la Société a racheté aux fins d'annulation 6 451 612 de ses actions ordinaires au prix de 15,50 \$ par action. Le solde des actions ordinaires est réduit du nombre d'actions qui ont été rachetées selon la valeur moyenne pondérée de l'action, et l'excédent est comptabilisé en réduction du surplus d'apport et des résultats non distribués.

Le 18 août 2021, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2021 au 20 août 2022, jusqu'à 5 342 990 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, 3 401 116 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA, desquelles 83 300 actions n'avaient pas été annulées au 31 mars 2022. De plus, 70 000 actions qui avaient également été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ont été annulées au cours de l'exercice 2022.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des rachats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 21 août 2021 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 20 août 2022) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 105 393 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2021 à juillet 2021 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 421 574 actions ordinaires)). Au cours de la période visée par l'offre publique de rachat importante décrite précédemment, aucune action ordinaire n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA.

Au 31 mai 2022, 99 194 132 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTION ORDINAIRE

Solde au 31 mars 2021	108 191 331
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Petsky Prunier	736 850
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	609 046
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(6 451 612)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(3 387 816)
Solde au 31 mars 2022	99 697 799

Régimes de paiements fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (« RILT »), des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

UNITÉS D'ACTION DIFFÉRÉES DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour ses administrateurs indépendants. Depuis le 7 août 2020, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement une date d'évaluation choisie à l'avance par l'administrateur sortant qui peut tomber à tout moment entre la date de départ de l'administrateur et le 1^{er} décembre de l'année civile suivante. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

UNITÉS D'ACTION DIFFÉRÉES DES MEMBRES DE LA DIRECTION

Le 1^{er} juin 2021, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour certains membres clés de la haute direction. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime d'UAD seront réglées en espèces au moment du départ à la retraite de l'employé, après trois ans à compter de la date de l'attribution dans le cas d'un « départ en bons termes » ou au décès. Les UAD sont réglées en espèces un an après que les participants ont quitté la Société selon certaines conditions du régime.

UNITÉS D'ACTION LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées dans la charge de rémunération au compte de résultat. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, le régime d'UALR a été modifié pour y ajouter certaines conditions d'acquisition des droits liées à l'emploi entraînant une variation de la charge périodique comptabilisée au cours de la période d'acquisition des droits.

OPTIONS SUR ACTION LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'options sur actions liées au rendement pour certains membres de la haute direction. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice).

AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2022	31 mars 2021
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. IV	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. V	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. VI	Canada	100 %	100 %
CG G Sponsors Inc. I	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Tunisie SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited*	Guernesey	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited*	Guernesey	96,7 %	100 %
Hargreave Hale Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
CG Wealth Planning Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Adam & Company Investment Management Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
CG Sawaya, LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Holdings ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Limited Partnership	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) GP ULC	Canada	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Group Finance Company Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.	Bahamas	100 %	s. o.
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.**	Australie	65 %	80 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited**	Australie	65 %	80 %
Canaccord Genuity Financial Limited*	Australie	65 %	80 %
Patersons Asset Management Limited**	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲 (北京) 投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited*	Jersey	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited	Irlande	100 %	100 %

* Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a émis des actions privilégiées convertibles à certains investisseurs institutionnels et certains instruments de capitaux propres de CGWM UK de sorte que la valeur de la transaction représente une participation de 4,3 % dans les actions ordinaires en circulation de CGWM UK. Après conversion, les actions privilégiées convertibles, les actions préférentielles et les actions ordinaires émises à la direction et aux employés de CGWM UK représentent 26,5 % de la participation en équivalents de capitaux propres.

** La Société détient 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société était considérée comme détenant une participation de 67,3 % au 31 mars 2022 (85 % au 31 mars 2021), en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un régime d'UALR, un régime d'options sur actions liées au rendement et un régime d'UAD pour les membres de la haute direction. Les administrateurs indépendants ont également reçu des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2022 et 2021.

(en milliers)	31 mars 2022	31 mars 2021
Avantages du personnel à court terme	33 585 \$	10 663 \$
Paiements fondés sur des actions	736	654
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	34 321 \$	11 317 \$

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

(en milliers)	31 mars 2022	31 mars 2021
Créances clients	12 009 \$	4 686 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 271 \$	1 562 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2022 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec les acquisitions de Patersons Securities Limited et de Thomas Miller Wealth Management et Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2022, la Société détenait 65 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL ») et de Canaccord Genuity Financial Limited (« CGFL »). La Société a évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et de CGFL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles des deux filiales et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, **États financiers consolidés** (« IFRS 10 »), aux 31 mars 2022 et 2021. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL et de CGFL ont donc été consolidés.

Le 3 janvier 2022, la structure d'actions des activités en Australie a été remaniée par la vente d'actions partiellement payées à certains employés de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (« CFGA ») et, par conséquent, la participation de la Société dans CFGA a diminué, passant de 80 % à 65 %. À des fins comptables, la participation de la Société est passée de 85 % à 67,3 %, à partir du quatrième trimestre de l'exercice 2022, en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par CFGA. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 32,7 % (15,0 % au 31 mars 2021), ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL et de CGFL qui n'appartient pas à la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la

date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT »). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2022 ont été de 9,1 millions \$ (8,4 millions \$ en 2021). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (« transactions réglées en instruments de capitaux propres »). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou « le régime »).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (« UAD ») qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. En outre, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (« UALR ») ainsi que des UAD aux termes du régime d'UAD pour les membres de la haute direction, qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI émises aux termes du régime continuent d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. La Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport. La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée en charges au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte de résultat en tenant compte de certaines conditions liées à l'emploi.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de la Société comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2022.

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2022, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 1,8 million \$ US (néant au 31 mars 2021). Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 2,3 millions \$ US, une diminution de 3,6 millions \$ US par rapport au montant au 31 mars 2021. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au 31 mars 2022, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 9,7 millions \$ (position vendeur de 1,1 million \$ au 31 mars 2021).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2022 et 2021, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Aucune nouvelle norme comptable n'a été adoptée pour la période close le 31 mars 2022.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Il n'y avait pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2022.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2022, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le **Règlement 52-109**. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2022 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du **Règlement 52-109**, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2022 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait pas de faiblesse significative dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

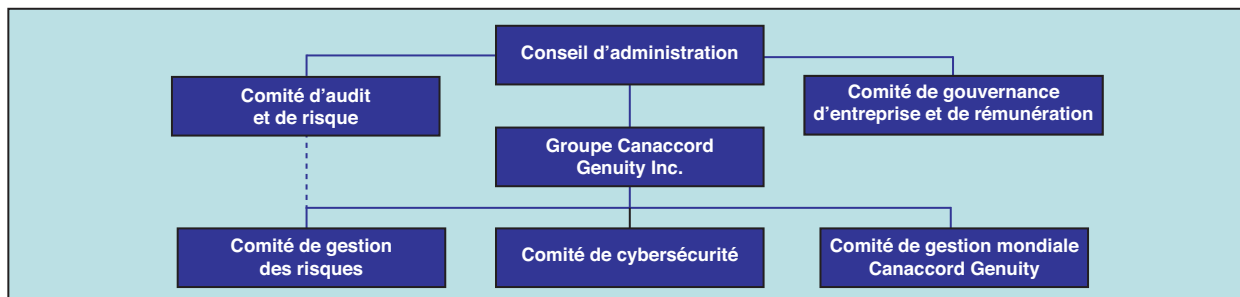
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et les autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity Inc.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des pupitres de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat du comité d'audit et de risque en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit et de risque aide le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de la Société, de même que les politiques, procédures et limites ou seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

Le comité mondial de cybersécurité de la Société a pour mission d'identifier, de surveiller et de gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyber-risque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et approuvées par le comité d'audit et de risque. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

La Société est exposée au risque sur actions, au risque de liquidité et au risque de fluctuation du fait qu'elle négocie en son nom propre les options boursières et les titres de capitaux propres. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de taux et au risque de liquidité précis du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation. La direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Groupe Canaccord Genuity exploite également un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (« VAR ») pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe et d'instruments dérivés. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients de l'entreprise Jitneytrade, acquise par la Société au cours de l'exercice 2019 (renommée « CG Direct »), et des secteurs Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, y compris les comptes de marge de particuliers, sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique un ensemble de normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

Les stratégies de négociation fondées sur l'utilisation de produits dérivés, comme les options négociées en Bourse et les contrats à terme standardisés, comportent un certain niveau de risque pour la Société. La nature non linéaire et intrinsèquement associée à un effet de levier des instruments dérivés a pour effet d'exacerber la rapidité avec laquelle leur valeur fluctue, ce qui peut entraîner le déclenchement d'appels de marge et de pertes liées aux clients. Bien que la Société impose des limites strictes aux activités de négociation des clients et qu'elle surveille l'exposition des clients en temps réel, rien ne garantit que ces procédures permettront d'éliminer ou de réduire le risque de pertes pour la Société.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte attribuable à des processus internes inadéquats ou ayant échoué, à des gens et à des systèmes, ou à d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché, les risques de crédit ou d'autres risques.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés, à ses systèmes internes et aux systèmes de tiers pour traiter un grand nombre de transactions et fournir d'autres fonctions de technologie et de soutien. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit et de risque.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes

de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de la Société.

La Société et ses entreprises associées fournissent des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocient leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (« Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, *FIN-2014-G001* (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable qu'il entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue de telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait affaire ou qui ont un rôle dans les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société a mis en place un cadre de gestion des risques liés aux tiers pour l'intégration des nouveaux fournisseurs et d'autres parties tierces ainsi que pour la validation des fournisseurs actuels. Cette mesure d'atténuation des risques vise à assurer que toutes les parties qui interagissent avec la Société respectent des normes élevées en matière de cybersécurité.

La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, notamment en renforçant la sensibilisation au sein de la Société grâce à un programme de formation sur la cybersécurité offert à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit et de risque du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant une perte des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements, d'une couverture médiatique traditionnelle ou en ligne défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel, d'un service d'assistance en matière d'intégrité commerciale pour le signalement des incidents et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

Risque pandémique

Le risque pandémique est le risque que l'écllosion d'une maladie infectieuse à grande échelle augmente considérablement la morbidité et la mortalité à l'intérieur d'une vaste région géographique et entraîne d'importantes perturbations sociales et économiques. De telles perturbations pourraient avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et empêcher celle-ci d'exercer ses activités comme elle le ferait dans des conditions normales. L'écllosion mondiale de la COVID-19 et la déclaration de l'état de pandémie par l'Organisation

mondiale de la Santé en mars 2020 ont considérablement perturbé l'activité économique et causé un repli marqué des marchés boursiers mondiaux, ce qui a eu une incidence sur le cours normal des activités de la Société. Dans les premiers temps de l'écllosion, la Société a révisé son plan de reprise après sinistre pour se préparer à une escalade de l'écllosion. Dans le cadre de cette révision, la Société a notamment mis en place des systèmes d'accès à distance à faible temps de latence pour les pupitres de négociation, actualisé ses solutions technologiques et son infrastructure réseau, soumis ses systèmes d'accès à distance à des tests de charge et amélioré ses politiques et procédures pour réduire le recours aux processus manuels afin d'assurer le déroulement harmonieux des activités dans un éventuel contexte de télétravail. Grâce à ces efforts, la Société a pu poursuivre ses activités sans perturbation apparente liée au fait que la plupart de ses employés travaillaient à distance. Le fonctionnement harmonieux et efficace des pupitres de négociation a permis de bien servir les clients et de limiter l'exposition de la Société ainsi que les risques liés à la gestion des titres qu'elle détient et à ses positions de négociation. Bien que les systèmes, processus et procédures de la Société aient permis de limiter efficacement les risques associés à l'écllosion de la pandémie de COVID-19, ces systèmes, processus et procédures pourraient s'avérer inefficaces lors de futures pandémies ou si les conditions découlant de la pandémie de COVID-19 se détériorent ou persistent pendant une longue période. La mesure dans laquelle les activités et la situation financière de la Société continueront d'être touchées par la pandémie de COVID-19 dépendra de son évolution, notamment en ce qui concerne la propagation des variants, l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants, les progrès de l'opération de vaccination, et l'incidence des contrôles et des restrictions connexes instaurés par les autorités gouvernementales.

Risque lié à la situation géopolitique et économique et au marché

De par leur nature, les activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux de la Société comportent de nombreux risques, notamment ceux liés à la situation économique et politique et à la conjoncture du marché qui échappent au contrôle de la Société. Ces facteurs sont susceptibles de réduire la confiance des investisseurs, ce qui pourrait avoir un effet sur la croissance des ASA et sur le niveau des activités de financement de sociétés, de consultation et de négociation. L'incidence de la situation géopolitique sur l'économie mondiale est difficile à prévoir et, dans la plupart des cas, elle n'a pas eu de conséquences importantes sur la croissance économique mondiale. Cependant, la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie ont eu des répercussions économiques considérables, compte tenu de leur incidence sur les marchés du pétrole, des produits de base et de l'agriculture à l'échelle mondiale. En outre, il est attendu que les répercussions de la crise géopolitique actuelle se feront sentir pendant les prochaines décennies. Bien qu'il soit difficile de prédire les conséquences de ces facteurs sur nos activités, de par leur nature, ils pourraient avoir une incidence négative sur les produits des activités ordinaires, les marges d'exploitation, les ratios de rémunération et les charges de la Société, étant donné qu'ils pourraient se répercuter sur le volume des transactions, les prix des actifs, la volatilité ou la liquidité.

Risque de contrôle

Au 31 mars 2022, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 14,3 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (24,0 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un exposé plus poussé sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 30 juin 2022 aux actionnaires inscrits le 17 juin 2022.

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2022 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 17 juin 2022.

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2022 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 17 juin 2022.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de **Groupe Canaccord Genuity Inc.** et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 mars 2022 et 2021, et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe aux 31 mars 2022 et 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Notre description de la façon dont chaque question ci-après a été traitée dans le cadre de l'audit est fournie dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport, y compris à l'égard de ces questions. Par conséquent, notre audit a comporté la mise en œuvre de procédures conçues dans le but de répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures mises en œuvre en réponse aux questions ci-après, fournissent le fondement de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés ci-joints.

Question clé de l'audit

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Comptabilisation des produits tirés des transactions de financement de sociétés et de fusions et acquisitions

Au 31 mars 2022, les produits tirés des honoraires de consultation liés aux transactions de financement de sociétés et de fusions et acquisitions du Groupe s'élevaient à 493,1 millions \$. Le Groupe comptabilise les produits tirés des honoraires de consultation lorsque l'obligation de prestation liée à la transaction sous-jacente est remplie aux termes de l'entente.

Étant donné que la taille de chaque transaction qui donne lieu à des honoraires de consultation est souvent importante et que le nombre de transactions et le moment auquel elles sont réalisées peuvent grandement varier d'une période à l'autre selon le niveau d'activité sur le marché, cet aspect de l'audit est considéré comme un risque d'audit clé. Lorsque des transactions importantes sont conclues vers la date de clôture, une évaluation est effectuée pour déterminer dans quelle période le Groupe a rempli ses obligations de prestation et peut ainsi comptabiliser les produits correspondants. Les détails des méthodes comptables du Groupe relatives à la comptabilisation des produits des activités ordinaires sont présentés à la note 5, « Résumé des principales méthodes comptables ».

Pour tester les produits comptabilisés tirés des honoraires de consultation, nos procédures d'audit ont compris, entre autres :

- Nous avons choisi un échantillon des transactions donnant lieu à des honoraires de consultation et examiné les contrats exécutés pour déterminer si l'obligation de prestation a été remplie progressivement ou à un moment précis.
- Nous avons testé un échantillon de transactions donnant lieu à des honoraires de consultation en cours à la date de clôture et évalué si les obligations de prestation liées aux services de consultation fournis progressivement ont été comptabilisées conformément à l'IFRS 15 en obtenant des éléments probants sur la prestation des services et en établissant une comparaison avec la partie des produits comptabilisés pour la période de prestation des services.
- Nous avons passé en revue les documents sources, y compris les ententes exécutées et les encaissements, pour obtenir des éléments probants quant à savoir si les obligations de prestation ont été remplies pour toutes les transactions de consultation conclues immédiatement avant et après la fin de l'exercice, et avons évalué si les produits ont été comptabilisés dans la période appropriée.
- Nous avons évalué les méthodes comptables critiques du Groupe et les informations y afférentes dans les états financiers consolidés pour déterminer si elles reflètent adéquatement les transactions en question et si elles sont conformes à l'IFRS 15.

Question clé de l'audit

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Dépréciation du goodwill affecté à des unités génératrices de trésorerie

Au 31 mars 2022, le Groupe avait comptabilisé un goodwill de 510,3 millions \$ affecté à des unités génératrices de trésorerie (« UGT »). La direction évalue au moins une fois par an, ou lorsqu'il existe des indices de dépréciation, si la valeur comptable de ces actifs a subi une perte de valeur. Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill, la direction compare la valeur comptable d'une UGT à sa valeur recouvrable qui est établie au moyen de la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les tests de dépréciation des UGT reposent sur des estimations des valeurs recouvrables fondées sur des prévisions sur cinq ans avec une valeur finale pour la période subséquente. Compte tenu de la nature subjective des données d'entrée importantes pour le modèle de dépréciation, y compris la fluctuation des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération au rendement, le taux d'actualisation et le taux de croissance final, les résultats du modèle sont sensibles aux données d'entrée qui font appel au jugement de la direction.

Compte tenu de la subjectivité inhérente aux prévisions et à l'actualisation des flux de trésorerie futurs et de l'importance du goodwill comptabilisé et affecté aux UGT au 31 mars 2022, cet aspect de l'audit est considéré comme un risque d'audit clé. Les détails des principales méthodes comptables du Groupe relatives au goodwill sont présentés à la note 5, « Résumé des principales méthodes comptables ».

Évaluation de la juste valeur des titres détenus et des placements classés au niveau 3

Le Groupe détient des titres et des placements de niveau 3 de 89,6 millions \$, comptabilisés à la juste valeur. Ces instruments financiers sont complexes et non liquides et nécessitent le recours à des techniques d'évaluation qui peuvent comprendre des modèles complexes et des données d'entrée non observables, qui font appel aux estimations et au jugement de la direction.

L'audit de l'évaluation de ces instruments financiers a exigé de l'auditeur qu'il pose des jugements importants, en plus de nécessiter la participation de spécialistes en évaluation pour évaluer les modèles complexes et les données d'entrée non observables utilisés, y compris tout rajustement important de valeur. Compte tenu du degré de subjectivité sous-jacent, cet aspect de l'audit est considéré comme un risque d'audit clé.

Le Groupe décrit ses jugements, estimations et hypothèses comptables importants se rapportant à l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers à la note 5, « Résumé des principales méthodes comptables », et à la note 7, « Instruments financiers ».

Pour tester la juste valeur diminuée des coûts de la vente estimative des UGT, nos procédures d'audit ont compris, entre autres :

- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué le caractère approprié et l'exactitude mathématique des modèles de dépréciation utilisés à l'égard des UGT. Dans le cadre de cette évaluation, nous avons comparé les valeurs comptables de chaque UGT qui figurent dans les modèles aux registres financiers du Groupe et comparé les UGT identifiées par le Groupe au niveau le plus bas auquel les activités font l'objet d'un suivi par la direction et d'autres membres de l'organisation, et évalué si le regroupement des UGT était approprié aux fins du test de dépréciation.
- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué les hypothèses et les données d'entrée utilisées par le Groupe aux fins du calcul de la valeur recouvrable des UGT, y compris les produits des activités ordinaires, la charge de rémunération au rendement, le taux d'actualisation et le taux de croissance final, en comparant ces hypothèses aux résultats historiques et à des données provenant de tiers.
- Nous avons procédé à des analyses de sensibilité des principales hypothèses, notamment les taux de croissance des produits des activités ordinaires et les taux de croissance des charges afin d'évaluer les variations de la valeur recouvrable des UGT qui résulteraient de modifications apportées aux hypothèses.
- Nous avons évalué les informations fournies par le Groupe à l'égard de cette question.

Pour tester la juste valeur des titres détenus et des placements classés au niveau 3, nos procédures d'audit ont compris, entre autres :

- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué le caractère approprié et l'exactitude des calculs des modèles ayant servi à l'évaluation de ces instruments financiers.
- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons vérifié les données d'entrée importantes utilisées par la direction dans les modèles d'évaluation en les corroborant au moyen de sources internes et externes et avons effectué une analyse de sensibilité des données d'entrée importantes non observables afin d'évaluer le caractère raisonnable général de la juste valeur du portefeuille.
- Nous avons évalué les informations fournies par le Groupe à l'égard des titres et des placements détenus par le Groupe pour déterminer si elles sont conformes à l'IFRS 7 et à l'IFRS 9.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur les autres informations contenues dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Sean Musselman.

Ernst + Young s.n.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Toronto, Canada
Le 2 juin 2022

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États de la situation financière consolidés

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 788 261 \$	1 883 292 \$
Titres détenus	6	1 051 229	1 041 583
Créances clients	9, 24	3 438 655	3 973 442
Impôt sur le résultat à recevoir		1 967	738
Total des actifs courants		6 280 112	6 899 055
Actifs d'impôt différé	15	98 224	81 229
Placements	10	22 928	12 193
Matériel et aménagements des locaux loués	12	34 643	23 070
Immobilisations incorporelles	14	186 993	150 923
Goodwill	14	510 279	380 115
Actifs au titre de droits d'utilisation	13	117 066	85 216
Total de l'actif		7 250 245 \$	7 631 801 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Titres vendus à découvert	6, 7	567 290	889 607
Dettes fournisseurs et charges à payer	9, 24	4 845 672	5 160 600
Provisions	28	8 222	10 357
Impôt sur le résultat à payer		15 952	56 285
Dettes subordonnée	16	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	17	6 574	12 119
Tranche à court terme des obligations locatives	18	23 928	24 311
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	7, 11	10 618	17 706
Déventures convertibles	19	—	168 112
Total des passifs courants		5 485 756	6 346 597
Passifs d'impôt différé	15	24 875	13 552
Autres passifs	7, 11	75 758	19 577
Emprunt bancaire	17	145 467	66 200
Obligations locatives	18	101 620	70 591
Total du passif		5 833 476	6 516 517
Capitaux propres			
Attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de GCGI		1 178 069	1 107 094
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		238 700	8 190
Total des capitaux propres		1 416 769	1 115 284
Total du passif et des capitaux propres		7 250 245 \$	7 631 801 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration :

« Daniel Daviau »

« Terrence A. Lyons »

DANIEL DAVIAU

TERRENCE A. LYONS

Administrateur

Administrateur

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Comptes de résultat consolidés

		31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
	Notes		
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Commissions et honoraires		761 843	735 239
Financement de sociétés		561 725	761 551
Honoraires de consultation		493 057	197 092
Négociation à titre de contrepartiste		158 978	246 801
Intérêts		36 028	26 288
Divers		34 371	40 717
		2 046 002	2 007 688
CHARGES			
Charge de rémunération		1 248 184	1 227 895
Frais de négociation		102 824	122 154
Locaux et matériel		20 074	19 948
Communications et technologie		73 873	67 475
Intérêts		23 598	28 364
Frais d'administration		101 431	82 310
Amortissement	12, 14	27 593	26 156
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	23 894	25 040
Frais de développement		22 422	27 246
Frais connexes aux acquisitions		9 197	5 922
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	8	8 519	—
Perte et autres coûts liés à l'extinction de débetures convertibles	19	5 932	4 354
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		192	922
		1 667 733	1 637 786
Résultat avant impôt sur le résultat		378 269	369 902
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	15		
Exigible		122 072	133 252
Différé		(14 368)	(33 152)
		107 704	100 100
Résultat net de l'exercice		270 565	269 802
Résultat net attribuable aux :			
Actionnaires de GCGI		246 314	263 786
Participations ne donnant pas le contrôle	8	24 251	6 016
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
De base	21	94 871	96 659
Après dilution	21	109 434	108 978
Résultat par action ordinaire			
De base	21	2,50 \$	2,30 \$
Après dilution	21	2,16 \$	2,04 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	22	1,00 \$	0,97 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	22	1,25 \$	1,25 \$
Dividendes par action ordinaire	22	0,32 \$	0,25 \$

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États du résultat global consolidés

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)		
Résultat net de l'exercice	270 565	269 802
Autres éléments du résultat global		
Variation nette des pertes latentes à la conversion des établissements à l'étranger nette de l'impôt	(33 566)	(31 439)
Résultat global de l'exercice	236 999	238 363
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	211 433 \$	231 989 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	8	6 374 \$

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États des variations des capitaux propres consolidés

		31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes		
Actions privilégiées au début et à la fin de l'exercice	20	205 641	205 641
Actions ordinaires au début de l'exercice		662 366	663 553
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions			10
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (« RILT »)		(60 824)	(37 822)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiducies pour les avantages du personnel		34 188	40 766
Variation des actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		4 770	(8 181)
Conversion de débetures convertibles		—	22
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie éventuelle de Jitneytrade		—	2 000
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier		—	6 545
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement		4 099	1 232
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(23 527)	(5 585)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(44 801)	—
Prêts nets destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		(105)	(174)
Actions ordinaires à la fin de l'exercice	21	576 166	662 366
Composante capitaux propres des débetures convertibles au début de l'exercice		—	5 156
Reclassement vers les résultats non distribués par suite du rachat de débetures convertibles	19	—	(5 156)
Composante capitaux propres des débetures convertibles à la fin de l'exercice		—	—
Surplus d'apport au début de l'exercice		62 402	101 501
Paiements fondés sur des actions, montant net		45 983	15 882
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(21 787)	(3 274)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(27 486)	—
Actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(2 537)	—
Composante capitaux propres liée au rachat des débetures convertibles		—	(58 747)
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		105	174
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions		7 561	6 866
Surplus d'apport à la fin de l'exercice		64 241	62 402
Résultats non distribués (déficit) au début de l'exercice		73 220	(193 131)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		246 314	263 786
Reclassement des profits réalisés à la cession des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		—	4 091
Dividendes sur actions ordinaires	22	(30 797)	(23 924)
Dividendes sur actions privilégiées	22	(9 484)	(9 404)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(27 713)	—
Reclassement de la composante capitaux propres des débetures convertibles	19	—	31 802
Résultats non distribués à la fin de l'exercice		251 540	73 220
Contrepartie différée au début de l'exercice		—	6 545
Règlement de la contrepartie différée liée à l'acquisition de Petsky Prunier		—	(6 545)
Contrepartie différée liée à l'acquisition de Sawaya Partners	11	11 378	—
Contrepartie différée à la fin de l'exercice		11 378	—
Cumul des autres éléments du résultat global au début de l'exercice		103 465	139 353
Reclassement aux participations ne donnant pas le contrôle des autres éléments du résultat global		519	—
Reclassement des profits réalisés à la cession des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		—	(4 091)
Autres éléments du résultat global attribuables aux actionnaires de GCGI		(34 881)	(31 797)
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de l'exercice		69 103	103 465
Total des capitaux propres		1 178 069	1 107 094
Participations ne donnant pas le contrôle au début de l'exercice		8 190	156
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de l'exercice		238 700	8 190
Total des capitaux propres		1 416 769	1 115 284

Voir les notes c)jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

	Notes	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)			
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'exercice		270 565 \$	269 802 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement	12, 14	27 593	26 156
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	23 894	25 040
Recouvrement d'impôt différé		(14 368)	(33 152)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	23	146 827	146 408
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	8	8 519	—
Perte et autres coûts liés à l'extinction de débentures convertibles	19	—	4 354
Éléments sans effet de trésorerie des frais connexes aux acquisitions		—	2 000
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		192	922
Dépréciation des placements		—	2 370
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives		6 518	6 765
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Augmentation des titres détenus		(9 647)	(110 116)
Diminution / (augmentation) des créances clients		539 655	(699 172)
(Diminution) / augmentation de l'impôt sur le résultat à payer, montant net		(36 162)	52 329
(Diminution) / augmentation des titres vendus à découvert		(322 316)	14 590
(Diminution) / augmentation des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		(378 017)	1 387 386
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		263 253	1 095 682
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Rachat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(45 314)	(8 859)
Rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(100 000)	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(60 824)	(37 822)
Produit de l'émission d'actions privilégiées convertibles et d'autres instruments de capitaux propres dans les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, net des frais connexes aux acquisitions		224 963	—
Versement de dividendes en espèces sur les actions privilégiées convertibles émises en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne		(7 141)	—
Rachat de débentures convertibles		(168 112)	—
Produit d'un emprunt bancaire		88 465	—
Produit de l'exercice d'options sur actions liées au rendement		4 099	1 232
Paiement d'un emprunt bancaire		(8 432)	(6 925)
Paiement d'un passif non courant		—	(1 721)
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(30 797)	(23 924)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(9 484)	(9 404)
Paiements de loyers		(30 282)	(30 212)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(142 859)	(117 635)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(12 122)	(4 857)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(2 541)	(2 260)
Acquisition d'Adam & Company, nette de la trésorerie acquise		(93 316)	—
Acquisition de Sawaya Partners, nette de la trésorerie acquise		(45 513)	—
Participation dans une entreprise associée		(1 490)	(2 414)
Achat de placements		(14 161)	(3 000)
Paiement de contrepartie différée et de contrepartie éventuelle		(32 852)	(73 596)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(201 995)	(86 127)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		(13 430)	(5 739)
(Diminution) augmentation de la situation de trésorerie		(95 031)	886 181
Situation de trésorerie au début de l'exercice		1 883 292	997 111
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice		1 788 261	1 883 292
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		36 100 \$	25 423 \$
Intérêts payés		22 232 \$	27 418 \$
Impôt sur le résultat payé		160 055 \$	83 886 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés

Aux 31 mars 2022 et 2021

et pour les exercices clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 1

Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société » ou « GCGI ») est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendant et de premier plan qui mène des activités sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie, aux Bahamas et au Moyen-Orient. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 400 – 725 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A., et les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 2

Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les présents états financiers consolidés audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus, les titres vendus à découvert, les participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle, tous ces éléments ayant été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes, hormis certains placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les présents états financiers consolidés audités sont présentés en dollars canadiens et tous les montants sont en milliers de dollars, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés audités le 2 juin 2022.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société, de ses filiales et d'entités ad hoc contrôlées.

Les résultats financiers d'une filiale ou d'une entité ad hoc contrôlée sont consolidés si la Société acquiert le contrôle. Il y a contrôle lorsqu'une entité détient le pouvoir sur une entité émettrice, qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les comptes de résultat à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés. Dans les cas où une méthode comptable d'une filiale diffère des méthodes comptables de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Les états financiers des filiales sont dressés pour la même période de présentation de l'information financière que ceux de la société mère.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. La pandémie mondiale liée à l'écllosion de la COVID-19 suscite davantage d'incertitude à l'égard des hypothèses que la direction a utilisées pour porter des jugements et effectuer des estimations. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi par des interventions monétaires et budgétaires importantes conçues pour stabiliser la conjoncture économique. La durée et les répercussions de la pandémie de COVID-19 demeurent inconnues, tout comme l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales. Il est impossible d'estimer avec fiabilité l'ampleur et la gravité de la situation, ainsi que les conséquences sur les résultats financiers et la situation financière de la Société et de ses filiales d'exploitation pour les périodes ultérieures. Comme la portée des répercussions de la COVID-19 sur l'économie mondiale et les activités de la Société est très incertaine et difficile à prédire à l'heure actuelle, tout comme celle des mesures prises par le gouvernement et les organismes de réglementation en réponse à la pandémie, le niveau d'incertitude à l'égard des jugements et des estimations de la direction est élevé. La mesure dans laquelle les activités et la situation financière de la Société continueront d'être touchées par la pandémie de COVID-19 dépendra de son évolution, notamment en ce qui concerne la propagation des variants, l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants, les taux de vaccination de masse et l'incidence des contrôles et des restrictions connexes instaurés par les autorités gouvernementales.

Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers de niveau 2 et de niveau 3, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels, les provisions et l'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition préliminaire, y compris l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition d'Adam & Company et de Sawaya Partners.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, certains investisseurs institutionnels ont acheté des actions privilégiées convertibles émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited (« CGWM UK »), une filiale de la Société. Les actions privilégiées convertibles émises n'entraînent aucune obligation pour la Société de verser de la trésorerie ou tout autre actif financier. L'exercice de jugement a été nécessaire pour conclure que les actions privilégiées convertibles sont un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif qui reflète un dérivé visant à régler l'instrument, le cas échéant, en contrepartie de l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK.

La juste valeur des actions privilégiées convertibles à l'émission a été répartie entre les composantes capitaux propres et passif dérivé respectives. La juste valeur du dérivé a été établie en premier lieu et le montant résiduel a été comptabilisé à titre de composante capitaux propres. La composante passif dérivé sera réévaluée à la fin de chaque période de présentation de l'information financière selon la meilleure estimation de la Société à l'égard de sa valeur, toute variation de sa juste valeur étant comptabilisée dans le résultat net de la période. Une grande part de jugement est nécessaire pour formuler les estimations et les hypothèses qui sont utilisées pour établir la juste valeur de la composante passif dérivé à chaque période de présentation de l'information financière.

Dans l'analyse ci-après, à moins d'indication contraire, Hargreave Hale Limited est désignée sous le nom de « Hargreave Hale », Petsky Prunier LLC est désignée sous le nom de « Petsky Prunier », Sawaya Partners LLC est désignée sous le nom de « Sawaya », McCarthy Taylor Limited (renommée « CG McCarthy Taylor Limited ») est désignée sous le nom de « McCarthy Taylor », Thomas Miller Wealth Management Limited (renommée « CG Wealth Planning Limited ») et les activités pour le compte de particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited sont désignées sous le nom de « Thomas Miller », Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») est désignée sous le nom de « Patersons », les activités de gestion des placements de particuliers acquis d'Adam & Company (y compris l'acquisition de la totalité du capital émis d'Adam & Company Investment Management Limited) sont désignées sous le nom « Adam & Company », et Jitneytrade Inc., Finlogik Capital Inc. et Finlogik Inc. sont collectivement désignées sous le nom de « Jitneytrade ».

Consolidation

Au 31 mars 2022, la Société détenait 65 % des actions avec droit de vote de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (« CFGA »), et cette dernière détenait la totalité des actions de Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL ») et de Canaccord Genuity Financial Limited (« CGFL »). La Société a évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CFGA et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles des deux filiales et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), aux 31 mars 2022 et 2021. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL et de CGFL ont donc été consolidés.

Le 3 janvier 2022, la structure d'actions des activités en Australie a été remaniée par la vente d'actions partiellement payées à certains employés de CGAL et de CGFL et, par conséquent, la participation de la Société dans CFGA a diminué, passant de 80 % à 65 %. À des fins comptables, la participation de la Société est passée de 85 % à 67,3 % à partir du quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par CFGA. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 32,7 % (15,0 % au 31 mars 2021), ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL et de CGFL qui n'appartient pas à la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société détient des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc (note 23), afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la Société a un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée jusqu'à la date considérée et que le prix de transaction peut être évalué de façon fiable. Il peut toutefois être nécessaire de faire une estimation pour établir le montant des produits des activités ordinaires qui peut être comptabilisé ainsi que le moment où les obligations de prestation liées aux transactions de financement de sociétés ou de consultation sous-jacentes sont pratiquement remplies.

Paiements fondés sur des actions

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs selon la juste valeur des attributions à la date d'attribution et périodiquement par la suite pour ce qui est des attributions réglées en trésorerie. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Le recours à des modèles d'évaluation des options aux fins de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation d'hypothèses hautement subjectives, notamment la volatilité attendue des cours, la échéance attendue, la durée de vie attendue de l'attribution et le taux de dividende attendu. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Les hypothèses et modèles utilisés pour l'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions, le cas échéant, figurent à la note 23.

Impôt sur le résultat et évaluation de l'impôt différé

La comptabilisation des passifs d'impôt sur le résultat exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle porte des jugements à l'égard du résultat ultime des déclarations et des cotisations fiscales. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des cotisations individuelles par ces juridictions. Les déclarations fiscales peuvent faire intervenir des questions complexes dont la résolution peut se prolonger considérablement en cas d'un litige ou d'une nouvelle cotisation par les administrations fiscales. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes fiscales pourront être imputées. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant.

L'interprétation de règlements fiscaux complexes, la modification de la législation fiscale et le montant des bénéfices imposables futurs, ainsi que le moment où ils seront réalisés, comportent de nombreuses incertitudes. La Société établit des provisions pour impôt d'après des estimations raisonnables à l'égard des conséquences possibles des contrôles par l'administration fiscale respective des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Le montant de ces provisions est fondé sur divers facteurs, comme l'expérience de contrôles fiscaux précédents de la Société.

Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à laquelle le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont attribués est supérieure ou égale à leur valeur comptable.

Pour déterminer la valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, la direction a recours à des modèles d'évaluation qui prennent en compte des facteurs comme le résultat projeté, le multiple cours-bénéfice, l'exonération des redevances liées aux marques et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement pour choisir l'approche de détermination de la valeur recouvrable et formuler les hypothèses requises. Ce jugement peut influencer sur la valeur recouvrable et sur toute réduction de valeur pour dépréciation. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables des diverses UGT sont présentées à la note 14.

Dépréciation des autres actifs à long terme

La Société évalue ses actifs à long terme amortissables chaque date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT contenant l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.

Provision pour pertes sur créances

La Société comptabilise des provisions pour pertes sur créances associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances selon un modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de la politique en matière d'évaluation de la direction fondée sur l'historique des pertes sur créances et ajustée selon les facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut constituer une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres; par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

Juste valeur des instruments financiers

La Société évalue certains de ses instruments financiers à la juste valeur, comme il est indiqué à la note 7. La juste valeur est calculée d'après les cours de marché fournis par des sources indépendantes, s'ils sont disponibles. Si aucun cours de marché n'est disponible, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles, comme la volatilité attendue et la liquidité, proviennent de données de marché observables, si possible, mais si aucune donnée observable n'est disponible, le jugement est requis pour sélectionner ou déterminer les données à utiliser pour le modèle d'évaluation de la juste valeur.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la juste valeur et l'estimation des justes valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision, surtout lorsqu'aucune donnée observable n'est disponible. Toute modification des hypothèses et des données utilisées pour évaluer les instruments financiers pourrait avoir une incidence sur les justes valeurs présentées.

Provisions

La Société comptabilise une provision pour les questions juridiques en suspens ou en cours et les enquêtes réglementaires. La détermination des provisions liées aux questions juridiques fait appel au jugement de la direction après consultation d'un conseiller juridique, qui prend en compte des facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'une action fautive d'un employé de la Société et les précédents. Des provisions pour litiges éventuels sont comptabilisées par la Société lorsqu'il est probable que celle-ci subira une perte par suite d'un événement passé et que le montant de la perte peut être estimé de manière fiable. La Société comptabilise également des provisions pour restructuration lorsque les critères de comptabilisation s'appliquant à ces provisions sont respectés.

Informations comparatives

Certains paiements de contrepartie différée et de contrepartie éventuelle engagés dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été reclassés des activités de financement aux activités d'investissement dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés afin de mieux rendre compte de la nature de ces transactions.

NOTE 3

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Aucune nouvelle norme comptable n'a été adoptée pour la période close le 31 mars 2022.

NOTE 4

Modifications futures des méthodes comptables

Normes publiées, mais non encore en vigueur

Il n'y avait pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2022.

NOTE 5

Résumé des principales méthodes comptables

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de

change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés à titre de charge d'amortissement.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (« Genuity »), de Patersons Securities Limited, de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP »), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier, d'Adam & Company et de Sawaya Partner comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, la marque, les permis de négociation, les portefeuilles de contrats, les contrats de gestion de fonds et la technologie qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue. Un logiciel en développement ou acquis est amorti sur sa durée d'utilité lorsque l'actif est prêt à être mis en service. Les marques ayant une durée de vie déterminée sont amorties sur 3 ans, les relations clients, sur une période allant de 5 à 24 ans, et les logiciels développés en interne ou acquis, sur une période maximale de 10 ans.

Logiciel développé en interne ou acquis

Les dépenses relatives au développement ou à l'acquisition de projets sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique des actifs en question. Selon l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, les actifs sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts capitalisés sont des dépenses directement attribuables au développement du logiciel, comme les coûts liés à l'embauche de personnel, les honoraires de consultation et les honoraires professionnels. L'amortissement des actifs commence lorsque leur développement est terminé et que les actifs sont prêts à être mis en service. Les actifs sont amortis sur la période des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Un taux de croissance à long terme est ensuite calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les bons du Trésor, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier pour l'une des entités et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour l'autre entité.

i) Actifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net. Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (les « critères des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels »).

Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant les actifs financiers, soit en vendant les actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

Classement et évaluation ultérieure

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)

Un actif financier est classé comme étant à la JVRN s'il ne respecte pas le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ou s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de réaliser la valeur de l'actif au moyen d'une vente à court terme. Les actifs financiers à la JVRN sont présentés à la juste valeur, tout profit ou toute perte en découlant étant comptabilisé dans les comptes de résultat. Le profit net ou la perte nette présenté dans les comptes de résultat comprend tous les dividendes non versés et les intérêts générés par l'actif financier. Les actifs financiers évalués à la JVRN comprennent les titres négociables détenus et les placements dans les sociétés sur lesquelles la Société n'exerce pas une influence notable.

La Société évalue périodiquement si le classement de ses actifs financiers classés comme étant à la JVRN est toujours approprié, selon son intention, ou non, de vendre les actifs financiers à court terme. Dans des cas rares, si la Société est dans l'incapacité de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider de reclasser ces actifs financiers.

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »)

Un actif financier est évalué à la JVAERG s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de la catégorie JVAERG comprennent le placement de la Société dans Euroclear, qui a été cédé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021. Il n'y a aucun autre actif financier évalué à la JVAERG.

Actifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir les actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.

La Société reclasse les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

Dépréciation d'actifs financiers

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de douze mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée en fonction de

facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. La provision n'est pas considérée comme ayant une incidence importante sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé être déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé essentiellement lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif sont échus ou que la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif.

ii) Passifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur, puis classés soit comme étant à la JVRN ou comme autres passifs financiers.

Classement et évaluation ultérieure

Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers classés comme étant à la JVRN incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la JVRN. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les comptes de résultat. La Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la JVRN au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la JVRN. Les titres vendus à découvert, les participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur.

Passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans les comptes de résultat. Les passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les emprunts bancaires et la dette subordonnée. La valeur comptable des autres passifs financiers s'approche de leur juste valeur.

iii) Compensation d'instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans les états de la situation financière consolidés si, et seulement si, la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'un instrument financier, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

La Société négocie également des contrats à terme, lesquels sont des contrats non standardisés d'achat ou de vente d'un instrument financier à une date future et à un prix prédéterminé. La Société négocie des contrats à terme afin de tenter d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La Société évalue les instruments financiers à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière. La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur est fondée sur l'hypothèse que la transaction de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est réalisée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché ou les cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur), sans aucune déduction au titre des coûts de transaction, sont utilisés afin de déterminer la juste valeur. Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation appropriées et fiables. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation. Les techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction s'il n'existe pas de données de marché observables. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable au moyen d'une technique d'évaluation, l'instrument financier est évalué au coût.

La Société classe ses évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. La hiérarchie accorde un ordre de priorité aux données utilisées dans les techniques d'évaluation de la Société. Un niveau est attribué à chaque évaluation à la juste valeur en fonction des données de plus bas niveau ayant une importance dans l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble (note 7). Dans le cas des actifs et des passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers consolidés sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. La valeur des garanties pour les titres empruntés et les titres prêtés correspond au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions.

Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur de marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une garantie appropriée.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur de marché de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

TITRES PRIS EN PENSION ET OBLIGATIONS LIÉES AUX TITRES MIS EN PENSION

La Société comptabilise ces transactions au coût amorti à la date de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres mis en pension et pris en pension restent inscrits à l'état de la situation financière consolidé. Les mises en pension et les prises en pension sont traitées comme des transactions de prêts et d'emprunts garantis.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2022 ont été de 9,1 millions \$ (8,4 millions \$ en 2021). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

Le matériel informatique, le mobilier et le matériel, et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Mobilier et matériel	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Aménagements des locaux loués	Méthode linéaire, sur la plus courte entre la durée d'utilité ou la durée des contrats de location respectifs

Un élément d'immobilisation corporelle et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans les comptes de résultat consolidés au moment de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et les méthodes d'amortissement utilisées sont examinées chaque date de clôture et ajustées prospectivement, le cas échéant.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales de la Société à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les différences temporaires imposables dans le cas de placements dans des filiales où le passif d'impôt différé est généré par des profits non distribués et des écarts de change, la Société étant capable de contrôler la date à laquelle ces différences temporaires se résorberont. La Société ne prévoit pas ou n'a pas l'intention de prendre des mesures qui feraient en sorte que les différences temporaires se résorbent dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

ACTIONS AUTODÉTENUES

Les instruments de capitaux propres faisant partie du capital autorisé de la Société qui sont rachetés (actions autodétenues) sont comptabilisés au coût et déduits des capitaux propres. Cela comprend les actions détenues par l'entremise de fiducies pour les avantages du personnel, les prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et les actions privilégiées détenues comme actions propres. Aucun profit ni aucune perte n'est comptabilisé dans les comptes de résultat au moment de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Société. Tout écart entre la valeur comptable et la contrepartie, en cas de réémission, est comptabilisé dans le surplus d'apport. Les droits de vote liés aux actions autodétenues sont annulés par la Société et aucun dividende ne leur est attribué.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au régime d'intéressement à long terme, aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débentures convertibles (jusqu'à la date de rachat du 9 avril 2021), selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis. Les actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK sont prises en compte dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution en ajustant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société pour refléter la quote-part proportionnelle de celle-ci dans le résultat de CGWM UK, après conversion si le calcul est dilutif.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (« transactions réglées en instruments de capitaux propres »). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou « le régime »).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (« UAD ») qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. En outre, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (« UALR ») ainsi que des UAD aux termes du régime d'UAD pour les membres de la haute direction, qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI émises aux termes du régime continuent d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. La Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont, par conséquent, assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD pour les administrateurs indépendants est passée en charges au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits (note 23). Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. Les UALR et les UAD sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR et des UAD à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte de résultat en tenant compte de certaines conditions liées à l'emploi.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Société sera responsable de l'obligation future par suite d'un événement passé lié aux questions juridiques et qu'il est possible de les estimer de façon raisonnable.

Provisions pour restructuration

Les provisions pour restructuration ne sont comptabilisées que lorsque les critères de comptabilisation sont pleinement respectés. Afin que les critères de comptabilisation soient respectés, la Société doit avoir en place un plan officiel détaillé quant à l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, à l'emplacement et au nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. En outre, les employés touchés doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait commencé. La provision pour restructuration inclut les frais de restructuration du personnel, les charges de réorganisation, les provisions pour contrats de location déficitaires, et la dépréciation du matériel et des aménagements des locaux loués.

CONTRATS DE LOCATION

À la date de début d'un contrat de location, un passif à l'égard des paiements de loyers et un actif représentant le droit d'utiliser l'actif sous-jacent pour la durée du contrat sont comptabilisés. La charge d'intérêts sur l'obligation locative et la charge d'amortissement sur les actifs au titre de droits d'utilisation sont imputées dans les comptes de résultat et comptabilisées séparément.

FONDS DES CLIENTS

Les établissements de la Société au Royaume-Uni et en Europe détiennent des fonds pour le compte de leurs clients, conformément aux règles relatives aux fonds des clients de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni. Ces fonds et les passifs correspondants attribuables aux clients ne sont pas inclus dans les états de la situation financière consolidés, la Société n'étant pas leur détenteur réel. Les montants détenus pour le compte de clients à la date de clôture sont inclus à la note 27.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs d'exploitation suivants : Marchés des capitaux Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres. Les activités de la Société ont été regroupées dans les régions suivantes : Canada, Royaume-Uni et Europe (y compris Dubaï), Australie et États-Unis. Les activités de la Société en Asie sont affectées aux activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

NOTE 6	Titres détenus et titres vendus à découvert			
	31 mars 2022		31 mars 2021	
	Titres détenus \$	Titres vendus à découvert \$	Titres détenus \$	Titres vendus à découvert \$
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	548 639 \$	456 206 \$	770 455 \$	777 996 \$
Actions et débiteures convertibles	502 590	111 084	271 128	111 611
	1 051 229 \$	567 290 \$	1 041 583 \$	889 607 \$

Au 31 mars 2022, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2022 à 2080 (de 2021 à 2080 au 31 mars 2021) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 16,00 % (de 0,00 % à 31,50 % au 31 mars 2021).

NOTE 7

Instruments financiers

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 mars 2022 et 2021, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, ainsi que les placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Coût amorti		Total	
	31 mars 2022	31 mars 2021	31 mars 2022	31 mars 2021	31 mars 2022	31 mars 2021	31 mars 2022	31 mars 2021
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers								
Titres détenus	1 051 229	\$ 1 041 583	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —	1 051 229	\$ 1 041 583
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 693 579	2 434 162	1 693 579	2 434 162
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	1 020 112	848 549	1 020 112	848 549
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	512 147	494 476	512 147	494 476
Autres créances clients	—	—	—	—	212 817	196 255	212 817	196 255
Placements	10 990	6 882	—	—	—	—	10 990	6 882
Total des actifs financiers	1 062 219	\$ 1 048 465	\$ —	\$ —	\$ 3 438 655	3 973 442	\$ 4 500 874	\$ 5 021 907
Passifs financiers								
Titres vendus à découvert	567 290	\$ 889 607	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —	567 290	\$ 889 607
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 334 026	1 845 236	1 334 026	1 845 236
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	2 652 558	2 559 721	2 652 558	2 559 721
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	859 088	755 643	859 088	755 643
Dette subordonnée	—	—	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Débitures convertibles	—	—	—	—	—	168 112	—	168 112
Contrepartie différée	—	8 087	—	—	—	—	—	8 087
Contrepartie éventuelle	45 286	29 196	—	—	—	—	45 286	29 196
Autres passifs non courants	—	—	—	—	—	—	—	—
Emprunt bancaire	—	—	—	—	152 041	78 319	152 041	78 319
Participation ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	41 090	—	—	—	—	—	41 090	—
Total des passifs financiers	653 666	\$ 926 890	\$ —	\$ —	\$ 5 005 213	\$ 5 414 531	\$ 5 658 879	\$ 6 341 421

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale en appliquant l'option de la juste valeur.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Aux 31 mars 2022 et 2021, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2022 \$	Juste valeur estimée		
		Niveau 1 \$	31 mars 2022 Niveau 2 \$	Niveau 3 \$
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	37 820	—	37 820	—
Titres de créance de gouvernements	510 819	353 857	156 962	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	548 639	353 857	194 782	—
Actions	499 221	353 353	67 218	78 650
Débetures convertibles	3 369	—	3 369	—
Actions et débetures convertibles	502 590	353 353	70 587	78 650
	1 051 229	707 210	265 369	78 650
Placements	10 990	—	—	10 990
	1 062 219	707 210	265 369	89 640
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(5 001)	—	(5 001)	—
Titres de créance de gouvernements	(451 205)	(265 669)	(185 536)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(456 206)	(265 669)	(190 537)	—
Actions	(111 084)	(82 410)	(28 674)	—
Débetures convertibles	—	—	—	—
Actions et débetures convertibles	(111 084)	(82 410)	(28 674)	—
	(567 290)	(348 079)	(219 211)	—
Participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	(41 090)	—	—	(41 090)
Contrepartie éventuelle	(45 286)	—	—	(45 286)
	(653 666)	(348 079)	(219 211)	(86 376)

	31 mars 2021 \$	Juste valeur estimée		
		Niveau 1 \$	31 mars 2021 Niveau 2 \$	Niveau 3 \$
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	20 419	—	20 419	—
Titres de créance de gouvernements	750 036	336 494	413 542	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	770 455	336 494	433 961	—
Actions	267 148	157 535	69 861	39 752
Débetures convertibles	3 980	—	3 980	—
Actions et débetures convertibles	271 128	157 535	73 841	39 752
	1 041 583	494 029	507 802	39 752
Placements	6 882	—	—	6 882
	1 048 465	494 029	507 802	46 634
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(10 834)	—	(10 834)	—
Titres de créance de gouvernements	(767 162)	(345 224)	(421 938)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(777 996)	(345 224)	(432 772)	—
Actions	(111 611)	(98 141)	(13 470)	—
Débetures convertibles	—	—	—	—
Actions et débetures convertibles	(111 611)	(98 141)	(13 470)	—
	(889 607)	(443 365)	(446 242)	—
Contrepartie différée	(8 087)	—	—	(8 087)
Contrepartie éventuelle	(29 196)	—	—	(29 196)
	(926 890)	(443 365)	(446 242)	(37 283)

Variation des actifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2021	9 351 \$
Paielement de la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller	855
Paielement de la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	24 055
Paielement de la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale	7 942
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Sawaya	(42 856)
Reclassement d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller	1 363
Ajout de placements	7 126
Variation de la juste valeur des titres détenus de niveau 3 au cours de l'exercice	38 938
Participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé en lien avec les actions privilégiées convertibles (note 8)	(41 090)
Reclassement des placements comptabilisés à la JVRN aux placements en actions	(3 000)
Écart de conversion	580
Solde au 31 mars 2022	3 264

Estimation de la juste valeur

i. Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

ii. Instruments financiers de niveau 3

Détenus à des fins de transaction

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements de niveau 3 détenus à des fins de transaction au 31 mars 2022 s'établissait à 78,7 millions \$ (39,8 millions \$ au 31 mars 2021).

Au 31 mars 2022, la Société, directement ou par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait des placements dans Capital Markets Gateway LLC, InvestX Capital Ltd. et Proactive Group Holdings Inc., qui étaient classés comme instruments financiers de niveau 3, étant donné que leur évaluation ne s'appuie pas sur des données observables ou des indicateurs du marché (note 10). Au cours de la période close le 31 mars 2022, le placement dans Katapult Technology Corp. a été reclassé des placements comptabilisés à la JVRN aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises aux dirigeants et aux employés de CGWM UK (note 8) ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif reflétant un dérivé visant à régler l'instrument en remettant l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. La composante passif dérivé de 25,0 millions £ (41,1 millions \$ CA) est présentée dans l'état de la situation financière au 31 mars 2022. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, un ajustement de la juste valeur de 8,5 millions \$ a été comptabilisé en lien avec le passif dérivé (note 8).

Les passifs financiers de niveau 3 comprennent également la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle incluses dans le total du prix des acquisitions de Hargreave Hale, de Petsky Prunier, de Thomas Miller et de Sawaya. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a payé la tranche restante de la contrepartie éventuelle en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier (29,2 millions \$ au 31 mars 2021) et la contrepartie différée en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale (8,1 millions \$ au 31 mars 2021). Dans le cadre de l'acquisition de Sawaya, une contrepartie éventuelle de 35,4 millions \$ a été comptabilisée au 31 mars 2022 (note 11).

La tranche à long terme de la contrepartie éventuelle et les participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé étaient présentées dans les autres passifs à l'état de la situation financière au 31 mars 2022.

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux créances clients. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspondait à la valeur comptable des actifs financiers présentée dans les états financiers consolidés audités de la Société aux 31 mars 2022 et 2021.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux transactions, et elle exige le règlement au comptant des transactions sur titres ou le règlement à la livraison. Les transactions sur marge sont garanties par les titres dans les comptes clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des créances clients et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. Les créances clients impayées devraient être recouvrables à moins d'un an. Au 31 mars 2022, la Société avait comptabilisé une provision pour créances douteuses de 2,9 millions \$ (6,8 millions \$ au 31 mars 2021) (note 9).

La Société est aussi exposée au risque que les contreparties aux transactions ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés sur le marché. La Société gère également ce risque en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines transactions et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2022 et 2021, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que les transactions se font dans le cours normal des affaires et ne prévoit aucune perte importante découlant de la non-exécution.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant dans les états de la situation financière de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les créances clients sont généralement garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la Société en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 26.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société respectivement aux 31 mars 2022 et 2021 :

Passif financier	Valeur comptable \$		Échéance contractuelle
	31 mars 2022	31 mars 2021	
Titres vendus à découvert	567 290	889 607	Remboursable à vue
Dette subordonnée ¹	7 500	7 500	Remboursable à vue ¹
Dettes fournisseurs et charges à payer	4 845 672	5 160 600	Remboursable à moins d'un an
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	6 574	12 119	Remboursable à moins d'un an
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	10 618	17 706	Remboursable à moins d'un an
Tranche à long terme de l'emprunt bancaire	145 467	66 200	Exercice 2025
Tranche à long terme de la contrepartie éventuelle	34 668	11 490	Exercice 2023
Contrepartie différée	—	8 087	s. o.
Débiteures convertibles ²	—	168 112	Remboursable à moins d'un an
Participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	41 090	—	Exercice 2027

1) Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

2) Le rachat des débiteures convertibles a été conclu le 9 avril 2021.

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer s'approche de leur valeur comptable et sera payée dans les douze mois.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge des clients. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le résultat net respectivement aux 31 mars 2022 et 2021. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2022			31 mars 2021		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Instruments financiers						
Actions et débetures convertibles détenues	502 590	18 000	(18 000)	271 128 \$	10 000 \$	(10 000) \$
Actions et débetures convertibles vendues à découvert	(111 084)	(4 000)	4 000	(111 611)	(4 000) \$	4 000 \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à sa dette bancaire, à la tranche à revenu fixe des titres détenus et des titres vendus à découvert, au montant net des soldes de clients, aux soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée et à son emprunt bancaire. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, des activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt. Les contrats à terme standardisés sont inclus dans les titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert, aux fins du calcul de la sensibilité aux taux d'intérêt.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (créditeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé(e) sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4,0 %, payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes aux 31 mars 2022 et 2021 aurait sur le résultat net pour les exercices clos à ces dates respectivement. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2022			31 mars 2021		
	Valeur comptable Actif (passif) \$	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹ \$	Valeur comptable Actif (passif) \$	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹ \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets de la dette bancaire	1 788 261 \$	13 054 \$	(13 054) \$	1 883 292 \$	13 842 \$	(13 842) \$
Titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert	483 939	3 533	(3 533)	151 976	1 117	(1 117)
Sommes à payer à des clients, montant net	(1 632 446)	(11 917)	11 917	(1 711 172)	(12 577)	12 577
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	512 147	3 739	(3 739)	494 476	3 634	(3 634)
Solde – courtiers en valeurs mobilières, montant net	359 553	2 625	(2 625)	588 926	4 329	(4 329)
Dette subordonnée	(7 500)	(55)	55	(7 500)	(55)	55
Emprunt bancaire	(152 041)	(1 110)	1 110	(78 319)	(576)	576

1) Sous réserve d'un plancher de zéro.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation des taux de change entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Les comptes de ces filiales sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Toutes les filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change inscrits au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence estimative qu'une variation de 5 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global, lorsque l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. L'analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2022 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$
Dollar américain	(920)	920	22 670	(22 670)
Livre sterling	(360)	360	30 365	(30 365)
Dollar australien	(93)	93	5 509	(5 509)

Au 31 mars 2021 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$
Dollar américain	(1 067) \$	1 067 \$	12 701 \$	(12 701) \$
Livre sterling	(172)	172	25 041	(25 041)
Dollar australien	(263)	263	4 638	(4 638)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change. Tous les instruments financiers dérivés devraient être réglés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2022 étaient les suivants :

	Montant notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	1,8 \$ US	1,25 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2022	—
Pour acheter des dollars américains	2,3 \$ US	1,25 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2022	—

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2021 étaient les suivants :

	Montant notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	néant \$ US	—	—	—
Pour acheter des dollars américains	5,9 \$ US	1,26 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2021	(0,01) \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 31 mars 2022, leur échéance moyenne pondérée était de 68 jours (54 jours au 31 mars 2021). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme respectivement aux 31 mars 2022 et 2021. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 mars 2022			31 mars 2021		
	Actifs	Passifs	Montant notionnel	Actifs	Passifs	Montant notionnel
Contrats de change à terme	82 \$	75 \$	11 760 \$	113 \$	100 \$	19 014 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2022, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 9,7 millions \$ (position vendeur de 1,1 million \$ au 31 mars 2021).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2022 et 2021, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Ces transactions sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur de marché du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces transactions sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du trésor et des obligations gouvernementales, et sont comptabilisées dans les créances clients et les dettes fournisseurs. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable. Aux 31 mars 2022 et 2021, les taux variables étaient de néant.

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie \$	Empruntée ou reçue en garantie \$	Prêtés ou livrés en garantie \$	Empruntés ou reçus en garantie \$
31 mars 2022	282 142 \$	186 174 \$	203 465 \$	309 123 \$
31 mars 2021	232 558 \$	39 404 \$	63 536 \$	232 126 \$

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2022, la Société n'avait aucun solde impayé sur sa dette bancaire (néant \$ (néant £) au 31 mars 2021).

EMPRUNT BANCAIRE

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour les acquisitions de Hargreave Hale, de Thomas Miller et d'Adam & Company. Au 31 mars 2022, le solde impayé, déduction faite des frais de financement non amortis, était de 152,0 millions \$ (78,3 millions \$ au 31 mars 2021) (note 17).

FACILITÉ D'EMPRUNT À COURT TERME

Le 9 avril 2021, la Société a racheté la totalité de ses débetures d'un capital de 132,7 millions \$ en circulation échéant le 31 décembre 2023. Le prix de rachat total, y compris les intérêts courus, s'élevait à 168,1 millions \$ et était comptabilisé à titre de montant à payer au 31 mars 2021. Pour financer une partie du rachat, et conformément aux modalités d'une lettre d'engagement conclue le 18 mars 2021 avec certains investisseurs institutionnels, le 6 avril 2021, la Société a conclu une convention de crédit auprès de certains prêteurs pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang d'un montant en capital total de 69,0 millions £. Cette facilité d'emprunt a été remboursée à même le produit de l'émission d'actions privilégiées convertibles par CGWM UK à certains investisseurs institutionnels le 29 juillet 2021.

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale, de Thomas Miller et d'Adam & Company décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 657,0 millions \$ (637,1 millions \$ au 31 mars 2021). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2022, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (néant au 31 mars 2021).

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 3,7 millions \$ (2,9 millions \$ US) (2,9 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2021) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2022 et 2021, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne

Le 29 juillet 2021, certains investisseurs institutionnels ont acheté des actions privilégiées convertibles (« actions privilégiées convertibles ») d'un montant de 125,0 millions £ (218,0 millions \$ CA) qui ont été émises par CGWM UK. Une partie du produit a servi à rembourser la facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang de 69,0 millions £, qui a été obtenue le 9 avril 2021 et conclue afin de financer une partie du rachat des débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 % de la Société à cette date (note 7).

En supposant leur conversion, les actions privilégiées convertibles correspondaient à 21,93 % des titres de participation en circulation de CGWM UK au 31 mars 2022. Les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles, lorsque le conseil d'administration de CGWM UK en déclare, sont payables à un taux correspondant à la valeur la plus élevée entre un taux de dividende annuel de 7,5 % et la quote-part des dividendes déclarés et payés au titre des actions ordinaires de CGWM UK à laquelle les actions privilégiées convertibles donneraient droit en supposant leur conversion. Aucun dividende n'est payable au titre d'autres catégories d'actions de CGWM UK, tant et aussi longtemps que des dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles ne sont pas déclarés et payés. Si un événement de liquidité survient dans les cinq ans suivant l'émission des actions, la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles correspondra à la valeur la plus élevée entre i) le montant en capital majoré de tout dividende cumulé et non versé attribuable aux actions privilégiées convertibles si elles avaient été émises cinq ans plus tôt, ii) le montant correspondant à un facteur de 1,5 multiplié par le prix d'émission des actions privilégiées convertibles (moins les dividendes versés antérieurement), ou iii) le montant auquel auraient droit les porteurs d'actions privilégiées convertibles en supposant la conversion de ces actions. Si un événement de liquidité survient au cinquième anniversaire de l'émission des actions ou à une date ultérieure, la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles correspondra à la valeur la plus élevée entre i) le montant en capital majoré de tout dividende cumulé et non versé attribuable aux actions privilégiées convertibles ou ii) le montant auquel auraient droit les porteurs d'actions privilégiées convertibles en supposant la conversion de ces actions. Si aucun événement de liquidité ne survient au cours des cinq premières années suivant l'émission, CGWM UK pourra acheter les actions privilégiées convertibles à la valeur la plus élevée entre le montant applicable au titre de la priorité en cas de liquidation et le montant qui conférerait aux porteurs d'actions privilégiées convertibles un taux de rendement interne de 11,5 % (y compris tous les dividendes versés antérieurement). Après le cinquième anniversaire de l'émission des actions privilégiées convertibles, les porteurs d'actions privilégiées convertibles disposent de certains droits relativement au déclenchement d'un événement de liquidité. Les actions privilégiées convertibles sont assorties des droits usuels liés aux participations minoritaires en ce qui concerne la gouvernance de CGWM UK et les questions financières à son endroit, notamment la représentation au sein du conseil d'administration de CGWM UK.

En lien avec l'émission des actions privilégiées convertibles, CGWM UK a pris des mesures pour permettre aux dirigeants et aux employés de CGWM UK d'acheter certains instruments de capitaux propres de CGWM UK qui représentent une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 4,6 % dans CGWM UK. Au 31 mars 2022, des instruments de capitaux propres de 24,6 millions £ (42,7 millions \$ CA) de CGWM UK avaient été achetés en lien avec ce régime d'achat d'instruments de capitaux propres. Ces instruments de capitaux propres de CGWM UK comprennent des actions privilégiées dotées des mêmes caractéristiques économiques que celles des actions privilégiées convertibles (« actions préférentielles »). Des actions préférentielles d'un montant de 7,5 millions £ (13,0 millions \$ CA) avaient été émises aux dirigeants au 31 mars 2022. Les autres titres de participation achetés par les dirigeants et les employés de CGWM UK sont des actions ordinaires de CGWM UK, assorties de certaines restrictions sur les transferts et de droits de gouvernance limités. En lien avec l'achat des actions ordinaires, un prêt à recours limité de 4,0 millions £ (6,9 millions \$ CA) ainsi que certains prêts avec droit de recours intégral accordés à des membres du personnel ont été consentis. Une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants a été mise en œuvre et, sous réserve de l'atteinte de certains seuils minimaux, celle-ci prévoit le versement de certains paiements si un événement de liquidité survient dans les six années suivant sa mise en œuvre ou après six années si un événement de liquidité n'est pas survenu et que les actions privilégiées convertibles ne sont plus en circulation.

Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles n'entraînent aucune obligation pour la Société de verser de la trésorerie ou tout autre actif financier aux porteurs. Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif qui reflète un dérivé visant à régler l'instrument, le cas échéant, en contrepartie de l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. La composante capitaux propres des actions privilégiées convertibles et des actions préférentielles était présentée dans les capitaux propres et la composante passif dérivé, dans les autres passifs à l'état de la situation financière au 31 mars 2022.

La juste valeur des actions privilégiées convertibles et des actions préférentielles à l'émission a été répartie entre les composantes capitaux propres et passif dérivé respectives. La juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé a été établie en premier lieu et le montant résiduel a été comptabilisé à titre de composante capitaux propres. La composante passif dérivé sera réévaluée à la fin de chaque période de présentation de l'information financière selon la meilleure estimation de la Société à l'égard de sa valeur. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, un ajustement de la juste valeur de 8,5 millions \$ a été comptabilisé dans le compte de résultat consolidé. La valeur comptable du passif dérivé au 31 mars 2022 s'élevait à 41,1 millions \$ et était présentée dans les autres passifs à l'état de la situation financière consolidé audité.

La Société a recours au modèle d'évaluation Black et Scholes pour estimer la juste valeur du passif dérivé incorporé dans les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles. La juste valeur est calculée au moyen de la juste valeur estimée, déterminée selon la conversion des actions en équivalents de capitaux propres et le montant correspondant à la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles et des actions préférentielles. Les autres hypothèses formulées comprennent celles à l'égard de la volatilité, du taux d'intérêt sans risque et du taux de dividende.

Une grande part de jugement est nécessaire pour établir les hypothèses et les estimations utilisées dans la détermination de la juste valeur de la composante passif dérivé pour chaque période de présentation de l'information financière.

Australie

La Société détenait 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et, par l'entremise de ces actions, une participation indirecte de 65 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited au 31 mars 2022 (80 % au 31 mars 2021).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la structure d'actions des activités en Australie a été remaniée par la vente d'actions partiellement payées à certains employés de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (« CFGA ») et, par conséquent, la participation de la Société dans CFGA a diminué, passant de 80 % à 65 %. Cependant, à des fins comptables, la participation de la Société est passée de 85 % à 67 % à partir du quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par CFGA. L'objectif de cette modification à la structure de propriété était d'assurer une meilleure harmonisation avec nos employés dans la région de l'Australie et de fournir à ces activités les capitaux et l'accès aux capitaux nécessaires à leur croissance.

Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL ») mène ses activités au sein du secteur Marchés des capitaux et Canaccord Genuity Financial Limited (« CGFL »), au sein du secteur Gestion de patrimoine. Comme il est indiqué à la note 26, CGAL et CGFL sont réglementées par l'Australian Securities and Investments Commission.

Le tableau qui suit est un résumé du compte de résultat pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021 :

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$
Produits des activités ordinaires	248 721	244 964	310 495	277 329	559 216	522 293
Charges	190 744	188 090	252 681	230 004	443 425	418 094
Résultat avant impôt sur le résultat	57 977	56 874	57 814	47 325	115 791	104 199
Charge d'impôt sur le résultat	20 935	17 104	9 528	5 827	30 463	22 931
Résultat net	37 042	39 770	48 286	41 498	85 328	81 268

Attribuable aux :	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$
Actionnaires de GCGI	29 670	33 754	31 407	41 498	61 077	75 252
Participations ne donnant pas le contrôle	7 372	6 016	16 879	—	24 251	6 016
	37 042	39 770	48 286	41 498	85 328	81 268

Le tableau qui suit est un résumé de l'état de la situation financière aux 31 mars 2022 et 2021 :

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$
Actifs courants	235 141	178 147	162 826	92 390	397 967	270 537
Actifs non courants	33 473	27 006	367 770	297 012	401 243	324 018
Passifs courants	133 434	113 879	94 256	93 871	227 690	207 750
Passifs non courants	18 238	7 493	182 515	101 689	200 753	109 182

Le tableau qui suit est un résumé de l'information sur les flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021 :

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	33 150	83 324	86 100	23 436	119 250	106 760
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(31 125)	(3 546)	70 034	(39 071)	38 909	(42 617)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 530)	(426)	(98 755)	(787)	(100 285)	(1 213)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	(2 291)	2 739	(8 274)	(2 974)	(10 565)	(235)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 796)	82 091	49 105	(19 396)	47 309	62 695

Au 31 mars 2022, les participations ne donnant pas le contrôle comprenaient ce qui suit :

Aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$
Solde au début de l'exercice	8 190	156	—	—	8 190	156
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	8 687	6 374	16 879	—	25 566	6 374
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle	329	1 660	(5 112)	—	(4 783)	1 660
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(5 853)	—	—	—	(5 853)	—
Émission d'actions privilégiées convertibles, nette de l'escompte	—	—	212 449	—	212 449	—
Émission d'instruments de capitaux propres aux membres de la direction et aux employés	—	—	35 722	—	35 722	—
Reclassement à titre de passif dérivé à l'émission	—	—	(34 682)	—	(34 682)	—
Frais connexes aux acquisitions, nets du recouvrement d'impôt différé	—	—	(2 834)	—	(2 834)	—
Paievements fondés sur des actions	—	—	1 740	—	1 740	—
Augmentation des participations ne donnant pas le contrôle attribuable à l'émission d'actions partiellement payées	10 843	—	—	—	10 843	—
Versement de dividendes sur les actions privilégiées convertibles	—	—	(7 139)	—	(7 139)	—
Reclassement des autres éléments du résultat global à l'émission	1 105	—	(1 624)	—	(519)	—
Solde à la fin de l'exercice	23 301	8 190	215 399	—	238 700	8 190

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		
Australie	8 687	6 374
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne	16 879	—
Total	25 566	6 374

NOTE 9

Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Courtiers en valeurs mobilières	1 693 579 \$	2 434 162 \$
Clients	1 020 112	848 549
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	512 147	494 476
Divers	212 817	196 255
	3 438 655 \$	3 973 442 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Courtiers en valeurs mobilières	1 334 026 \$	1 845 236 \$
Clients	2 652 558	2 559 721
Divers	859 088	755 643
	4 845 672 \$	5 160 600 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (« OCRCVM ») et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 5,7 % à 6,5 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2022; respectivement de 5,45 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2021).

Au 31 mars 2022, la provision pour créances douteuses était de 2,9 millions \$ (6,8 millions \$ au 31 mars 2021). Voir ci-dessous pour les fluctuations de la provision pour créances douteuses :

Solde au 31 mars 2020	8 861 \$
Charge pour l'exercice	6 947
Recouvrements	(8 985)
Change	18
Solde au 31 mars 2021	6 841 \$
Charge pour l'exercice	4 835
Recouvrements	(8 625)
Change	(106)
Solde au 31 mars 2022	2 945 \$

NOTE 10**Placements**

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	11 938 \$	5 311 \$
Placements détenus à la juste valeur par le biais du résultat net	10 990 \$	6 882 \$
	22 928 \$	12 193 \$

La répartition des placements se présente comme suit :

PLACEMENTS COMPTABILISÉS SELON LA MÉTHODE DE MISE EN ÉQUIVALENCE

	31 mars 2022	31 mars 2021
Canaccord Genuity G Ventures Corp.	1 298	—
Canaccord Genuity Growth II Corp.	—	2 897
Intercure Ltd.	—	1 785
Katapult Technology Corp.	3 000	—
Link Investment Management Inc.	2 500	—
International Deal Gateway Blockchain Inc.	4 500	—
Divers	640	629
	11 938 \$	5 311 \$

PLACEMENTS DÉTENUS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET (« JVRN »)

	31 mars 2022	31 mars 2021
Capital Markets Gateway LLC	3 864	3 882 \$
InvestX Capital Ltd	3 126	—
Proactive Group Holdings Inc.	4 000	—
Katapult Technology Corp.	—	3 000
	10 990 \$	6 882 \$

Au cours de la période close le 31 mars 2022, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis des actions privilégiées de catégorie B et des bons de souscription de Canaccord Genuity G Ventures Corp. (« CGGV ») pour un montant de 1,4 million \$. CGGV est une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. La Société détient une participation de 20,0 % dans CGGV et est réputée exercer une influence notable sur les activités de CGGV. Par conséquent, le placement dans CGGV est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de la Société de la perte nette de CGGV pour la période close le 31 mars 2022 a été de 0,2 million \$.

La Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait un placement dans Capital Markets Gateway LLC (« CMG ») d'un montant de 3,1 millions \$ US (3,9 millions \$) (3,1 millions \$ US (3,9 millions \$) au 31 mars 2021). La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de CMG. Par conséquent, le placement dans CMG était comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2022.

La Société détenait également un placement dans des débetures convertibles subordonnées non garanties de Katapult Technology Corp. (« Katapult »). Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, le placement dans Katapult Technology Corp. a été reclassé des placements détenus à la JVRN aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

La Société a également effectué des placements de 2,5 millions \$ dans des unités de série A de Link Investment Management Inc. (« Link ») et de 4,5 millions \$ dans des unités de série A d'International Deal Gateway Blockchain Inc. (« IDG ») au cours de la période close le 31 mars 2022. La Société est réputée exercer une influence notable sur les activités de Link et d'IDG compte tenu des droits de vote potentiels, malgré le fait que la Société n'a pas à l'heure actuelle droit à une quote-part des actifs nets de ces sociétés. Par conséquent, ces placements étaient considérés comme des placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence et étaient inclus dans les placements à l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2022.

En outre, au cours de la période close le 31 mars 2022, la Société a également effectué un placement de 2,5 millions \$ US (3,1 millions \$) dans des actions privilégiées de série A d'InvestX Capital Ltd. (« InvestX »), et un placement de 4,0 millions \$ dans des actions privilégiées de Proactive Group Holdings Inc. (« Proactive »). La Société n'exerce pas une influence notable sur les activités d'InvestX ou de Proactive. Par conséquent, les placements dans InvestX et Proactive étaient comptabilisés comme des actifs financiers évalués à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2022.

NOTE 11 Regroupements d'entreprises

i) Adam & Company

Le 1^{er} octobre 2021, la Société a conclu l'acquisition des activités de gestion des placements de particuliers d'Adam & Company (y compris l'acquisition de la totalité du capital émis d'Adam & Company Investment Management Limited) par l'intermédiaire de CGWM UK, pour un montant de 54,5 millions £ (93,3 millions \$ CA). Dans le cadre de la conclusion de l'acquisition, une filiale de la Société a modifié ses arrangements bancaires existants et a augmenté son emprunt bancaire d'un montant additionnel de 53,3 millions £ (87,6 millions \$ CA au 31 mars 2022) (notes 7 et 17).

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie donnée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, se présente comme suit :

CONTREPARTIE PAYÉE

Trésorerie	93 316 \$
	<u>93 316</u>

ACTIF NET ACQUIS

Créances clients	5 875
Actifs d'impôt différé	673
Dettes fournisseurs et charges à payer	(2 334)
Immobilisations incorporelles identifiables	52 930
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(12 901)
Goodwill	49 073
	<u>93 316 \$</u>

Des immobilisations incorporelles identifiables de 52,9 millions \$ ont été comptabilisées et concernent les relations clients et la marque. Le goodwill de 49,1 millions \$ représente la valeur des synergies attendues découlant de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du prix d'acquisition sont préliminaires. Le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs nets acquis d'Adam & Company sont des estimations, qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés audités, basées sur les renseignements disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à l'identification des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Les valeurs fondées sur des estimations peuvent changer au cours de la période de 12 mois après la date d'acquisition.

Le total des charges liées à l'acquisition engagées par la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 dans le cadre de l'acquisition d'Adam & Company est de 2,1 millions \$, principalement constitué d'honoraires professionnels.

Les produits des activités ordinaires et le résultat net engendrés par Adam & Company, y compris les charges liées à l'acquisition, sont respectivement de 9,7 millions \$ et 1,8 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si Adam & Company avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2021 aux comptes de résultat consolidés, les produits des activités ordinaires consolidés et le résultat net consolidé se seraient élevés respectivement à environ 2,1 milliards \$ et 274,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Ces chiffres représentent les résultats historiques et ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

ii) Sawaya Partners

Le 31 décembre 2021, la Société a conclu l'acquisition de Sawaya Partners (« Sawaya »), un cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions indépendant de premier plan dans le secteur de la consommation établi aux États-Unis. La contrepartie au comptant initiale était de 36,0 millions \$ US (45,5 millions \$ CA), avec une contrepartie éventuelle supplémentaire pouvant atteindre 40,0 millions \$ US

(50,6 millions \$ CA) payable sur quatre ans après la réalisation de la transaction, assujettie à l'atteinte de cibles de performance liées aux produits des activités ordinaires. La contrepartie éventuelle a été comptabilisée à sa juste valeur de 33,9 millions \$ US (42,9 millions \$ CA) à la date d'acquisition. Il y avait également une contrepartie différée de 9,0 millions \$ US (11,4 millions \$ CA), payable sur quatre ans après la réalisation de la transaction, en trésorerie ou en actions, selon l'option choisie par la Société, sous réserve d'une période d'option de 12 mois après la date d'acquisition.

La juste valeur de la contrepartie éventuelle est classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs et a été établie au moyen du modèle de simulation de Monte-Carlo faisant appel à diverses hypothèses, notamment le BAIIA prévu, un taux sans risque se situant dans une fourchette de 0,39 % à 1,12 % et un facteur de volatilité de 8,0 %. Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur de la contrepartie éventuelle de la Société.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie donnée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, se présente comme suit :

CONTREPARTIE PAYÉE

Trésorerie	45 513 \$
Contrepartie différée	11 378
Contrepartie éventuelle	42 856
	<hr/>
	99 747 \$

ACTIF NET ACQUIS

Créances clients	78
Matériel et aménagements des locaux loués	1 122
Actifs au titre de droits d'utilisation	4 070
Dettes fournisseurs et charges à payer	(77)
Obligations locatives	(4 070)
Immobilisations incorporelles identifiables	4 876
Goodwill	93 748
	<hr/>
	99 747 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 4,9 millions \$ ont été comptabilisées et concernent le portefeuille de contrats et la marque. Le goodwill de 93,7 millions \$ représente la valeur des synergies attendues découlant de l'acquisition.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du prix d'acquisition sont préliminaires. Le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs nets acquis de Sawaya sont des estimations, qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés audités basées sur les renseignements disponibles.

Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à l'identification des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Les valeurs fondées sur des estimations peuvent changer au cours de la période de 12 mois après la date d'acquisition.

Le total des charges liées à l'acquisition engagées par la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 dans le cadre de l'acquisition de Sawaya est de 0,5 million \$, principalement constitué d'honoraires professionnels.

Les produits des activités ordinaires et le résultat net engendrés par Sawaya, y compris les frais connexes aux acquisitions, sont respectivement de 4,6 millions \$ et 3,6 millions \$ depuis la date d'acquisition.

NOTE 12 | Matériel et aménagements des locaux loués

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
31 mars 2022			
Matériel informatique	21 197	17 522	3 675
Mobilier et matériel	28 965	25 564	3 401
Aménagements des locaux loués	91 779	64 212	27 567
	141 941	107 298	34 643
31 mars 2021			
Matériel informatique	24 024	21 906	2 118
Mobilier et matériel	29 751	26 810	2 941
Aménagements des locaux loués	90 871	72 860	18 011
	144 646	121 576	23 070

	Matériel informatique \$	Mobilier et matériel \$	Aménagements des locaux loués \$	Total \$
Coût				
Solde au 31 mars 2020	24 072 \$	29 672 \$	89 897 \$	143 641 \$
Ajouts	438	198	4 221	4 857
Cessions	(4)	(2)	(2 540)	(2 546)
Change	(482)	(117)	(707)	(1 306)
Solde au 31 mars 2021	24 024	29 751	90 871	144 646
Reclassement	1 879	—	(2 038)	(159)
Ajouts	3 348	2 346	15 050	20 744
Cessions	(7 052)	(2 796)	(11 035)	(20 883)
Change	(1 002)	(336)	(1 069)	(2 407)
Solde au 31 mars 2022	21 197	28 965	91 779	141 941

	Matériel informatique \$	Mobilier et matériel \$	Aménagements des locaux loués \$	Total \$
Amortissement et dépréciation cumulés				
Solde au 31 mars 2020	21 730 \$	26 256 \$	70 795 \$	118 781 \$
Amortissement	620	567	4 761	5 948
Cessions	(4)	(1)	(2 540)	(2 545)
Change	(440)	(12)	(156)	(608)
Solde au 31 mars 2021	21 906	26 810	72 860	121 576
Reclassement	1 478	—	(1 637)	(159)
Amortissement	2 048	1 828	4 454	8 330
Cessions	(7 041)	(2 792)	(10 817)	(20 650)
Change	(869)	(282)	(648)	(1 799)
Solde au 31 mars 2022	17 522	25 564	64 212	107 298

La valeur comptable de toute immobilisation corporelle temporairement inutilisée n'était pas considérée comme étant importante aux 31 mars 2022 et 2021.

NOTE 13 Actifs au titre de droits d'utilisation

Coût	
Solde au 31 mars 2020	129 000 \$
Ajouts	9 101
Reclassement	(1 601)
Change	(3 378)
Au 31 mars 2021	133 122
Ajouts	61 424
Extinction	(4 020)
Change	(1 660)
Au 31 mars 2022	188 866
Amortissement	
Solde au 31 mars 2020	22 866
Charge pour l'exercice	25 040
Au 31 mars 2021	47 906
Charge pour l'exercice	23 894
Au 31 mars 2022	71 800
Valeur comptable nette au 31 mars 2021	85 216 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2022	117 066 \$

NOTE 14 Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Marques (durée indéterminée)		Relations clients		Permis de Gestion négociation de fonds		Contrats de Gestion Portefeuilles de contrats avantageux		Contrats de location Portefeuille de clients		Total \$
	Goodwill \$	Marques \$	Marques \$	clients \$	Technologie \$	\$	\$	\$	\$	\$	
Montant brut											
Solde au 31 mars 2020	718 049	44 930	614	164 940	37 893	584	39 427	6 884	594	—	295 866
Ajouts	—	—	—	—	2 260	—	—	—	—	—	2 260
Change	(15 302)	—	(70)	(1 394)	(521)	41	(646)	(734)	(68)	—	(3 392)
Solde au 31 mars 2021	702 747	44 930	544	163 546	39 632	625	38 781	6 150	526	—	294 734
Ajouts	142 821	—	1 382	52 116	2 541	—	—	4 308	—	1 931	62 278
Change	(12 657)	—	(42)	(8 345)	(1 704)	(8)	(1 947)	(80)	(3)	—	(12 129)
Reclassement	—	—	—	184	(184)	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2022	832 911	44 930	1 884	207 501	40 285	617	36 834	10 378	523	1 931	344 883
Amortissement et dépréciation cumulés											
Solde au 31 mars 2020	(322 632)	—	(238)	(88 010)	(23 787)	(196)	(6 375)	(6 852)	(238)	—	(125 696)
Amortissement	—	—	(190)	(11 980)	(3 739)	(427)	(3 650)	—	(222)	—	(20 208)
Change	—	—	32	814	332	(2)	145	734	38	—	2 093
Reclassement	—	—	32	2 931	—	—	(2 931)	(32)	—	—	—
Solde au 31 mars 2021	(322 632)	—	(364)	(96 245)	(27 194)	(625)	(12 811)	(6 150)	(422)	—	(143 811)
Amortissement	—	—	(335)	(11 297)	(3 002)	—	(3 620)	(1 112)	(103)	(206)	(19 675)
Change	—	—	6	3 461	1 290	8	795	36	2	(2)	5 596
Solde au 31 mars 2022	(322 632)	—	(693)	(104 081)	(28 906)	(617)	(15 636)	(7 226)	(523)	(208)	(157 890)
Valeur comptable nette											
31 mars 2021	380 115	44 930	180	67 301	12 438	—	25 970	—	104	—	150 923
31 mars 2022	510 279	44 930	1 191	103 420	11 379	—	21 198	3 152	—	1 723	186 993

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (« Genuity »), de la participation de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (« Canaccord Genuity Australia »), de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP »), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de Petsky Prunier, de McCarthy Taylor, de Thomas Miller, de Patersons, d'Adam & Company et de Sawaya Partners comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds, la technologie et la marque acquise grâce aux acquisitions de Petsky Prunier et de Sawaya Partners, qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. La marque acquise dans le cadre de l'acquisition de Genuity est considérée comme ayant une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET D'AUTRES ACTIFS

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis par l'entremise des regroupements d'entreprises sont comme suit :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 mars 2022	31 mars 2021	31 mars 2022	31 mars 2021	31 mars 2022	31 mars 2021
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	101 732 \$	101 732 \$	146 662 \$	146 662 \$
États-Unis	—	—	189 608	97 441	189 608	97 441
UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (îles de la Manche)	—	—	88 644	93 374	88 644	93 374
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	—	—	127 434	84 651	127 434	84 651
Australie	—	—	2 861	2 917	2 861	2 917
	44 930 \$	44 930 \$	510 279 \$	380 115 \$	555 209 \$	425 045 \$

Aux fins des tests de dépréciation du goodwill, le goodwill acquis dans le cadre de l'acquisition de Sawaya (note 11) est inclus dans l'UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity (États-Unis). L'UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni), pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, comprend le goodwill acquis dans le cadre de l'acquisition d'Adam & Company (note 11).

La marque Genuity est considérée avoir une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs* (« IAS 36 »), les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT dont la valeur comptable comprend un goodwill en date du 31 mars 2022 sont Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie). Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société.

Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2021). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés de 5,0 % pendant la période de projection, à l'exception de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et de Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis, qui utilisaient un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés de 5,0 % (0,0 % au 31 mars 2021) pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et 0,0 % (2,5 % au 31 mars 2021) pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis ainsi que des estimations à l'égard des marges d'exploitation. Le taux de croissance final utilisé pour Marchés des capitaux

Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie) a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2021).

NOTE 15 Impôt sur le résultat

Les principales composantes de la charge d'impôt comprennent :

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Comptes de résultat consolidés		
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible	122 348 \$	133 283 \$
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	(276)	(31)
	122 072	133 252
Recouvrement d'impôt différé		
Naissance et résorption de différences temporaires	(14 301)	(30 284)
Incidence des variations des taux d'impôt	(67)	12
Avantage découlant d'une perte fiscale non comptabilisée précédemment	—	(2 880)
	(14 368)	(33 152)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	107 704 \$	100 100 \$

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments suivants :

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	378 269	369 902
Charge d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (27,0 % en 2021)	102 129	99 874
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(1 978)	(1 810)
Différences permanentes	4 694	5 266
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	2 074	2 193
Incidence du changement du taux d'impôt sur les passifs d'impôt différé en lien avec des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions antérieures	1 957	—
Utilisation des pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées	(749)	(2 615)
Paiements fondés sur des actions	(1 470)	(4 456)
Divers	1 047	1 648
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	107 704 \$	100 100 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés par la Société et les variations survenues au cours de l'exercice sont présentés ci-après :

	États de la situation financière consolidés		Comptes de résultat consolidés	
	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Profit latent sur les titres détenus	(33 770) \$	(18 024) \$	17 398 \$	17 240 \$
Provisions pour litiges	1 273	1 771	498	(522)
Rémunération non versée	36 250	24 634	(11 337)	(17 004)
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des aménagements des locaux loués en excédent de leur valeur comptable nette	3 085	3 637	553	2 134
Fraction non amortie des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires	39 368	29 179	(10 189)	(21 131)
Reports de pertes en avant	10 195	10 445	250	2 028
RILT	54 139	41 837	(12 302)	(19 910)
Autres immobilisations incorporelles	(42 087)	(29 243)	12 845	400
Divers	4 896	3 441	(12 084)	3 613
	73 349 \$	67 677 \$	(14 368) \$	(33 152) \$

Les actifs et passifs d'impôt différé figurant aux états de la situation financière consolidés sont comme suit :

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Actifs d'impôt différé	98 224 \$	81 229 \$
Passifs d'impôt différé	(24 875)	(13 552)
	73 349 \$	67 677 \$

Pour l'exercice, la variation de la position nette d'impôt différé se présente comme suit :

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Solde d'ouverture	67 677	29 584 \$
Recouvrement d'impôt comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés	14 368	33 152
Impôt différé acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	(12 255)	—
Avantages fiscaux comptabilisés dans les capitaux propres	742	6 866
Change et autres	2 817	(1 925)
Solde de clôture aux 31 mars	73 349 \$	67 677 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et si l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Des pertes fiscales reportées en avant de 2,8 millions \$ (4,8 millions \$ en 2021) au Royaume-Uni et en Europe, de 6,5 millions \$ (7,3 millions \$ en 2021) aux États-Unis et de 0 million \$ (0,3 million \$ en 2021) en Australie ont été comptabilisées à titre d'actifs d'impôt différé. Ces pertes peuvent être reportées en avant indéfiniment. Des pertes fiscales reportées en avant de 30,8 millions \$ (29,4 millions \$ en 2021) pour le Canada ont été comptabilisées à titre d'actif d'impôt différé et peuvent être reportées en avant sur une période de 20 ans.

À la date de clôture, la Société avait reporté en avant des pertes fiscales d'environ 22,4 millions \$ (22,8 millions \$ en 2021) et avait d'autres différences temporaires de néant (néant en 2021) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes et différences sont liées à des filiales à l'extérieur du Canada qui ont subi des pertes par le passé, et qui peuvent également être assujetties à des restrictions législatives quant à leur utilisation et ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé. Les filiales ne disposent pas de différences temporaires imposables ni de possibilités de planification fiscale qui pourraient, en partie, justifier la comptabilisation de ces actifs d'impôt différé puisqu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé. Ces pertes peuvent être reportées en avant indéfiniment.

NOTE 16**Dettes subordonnées**

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel annuel majoré de 4 %, remboursable à vue	7 500	7 500

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (« OCRCVM »). Aux 31 mars 2022 et 2021, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 6,7 % et 6,45 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

NOTE 17 | **Emprunt bancaire**

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Emprunt	154 498 \$	79 051 \$
Moins : frais de financement non amortis	(2 457)	(732)
	152 041	78 319
Tranche à court terme	6 574	12 119
Tranche à long terme	145 467	66 200

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour les acquisitions de Hargreave Hale, de Thomas Miller et d'Adam & Company. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts et vient à échéance en septembre 2024. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 3,375 % au 31 mars 2022 (taux annuel de 2,1288 % au 31 mars 2021).

NOTE 18 | **Obligations locatives**

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Premier exercice	30 351	29 642
Deuxième exercice	29 919	24 587
Troisième exercice	24 732	21 550
Quatrième exercice	16 340	16 456
Cinquième exercice et les suivants	55 635	19 751
	156 977	111 986
Incidence de l'actualisation	(31 429)	(17 084)
Valeur actualisée des paiements de loyers minimums	125 548	94 902
Moins la tranche à court terme	(23 928)	(24 311)
Tranche à long terme des obligations locatives	101 620	70 591

NOTE 19 | **Débetures convertibles**

	31 mars 2022		31 mars 2021	
	Passif	Capitaux propres	Passif	Capitaux propres
Débetures convertibles	— \$	—	168 112 \$	—

Le 9 avril 2021, la Société a racheté la totalité de ses débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties d'un capital de 132 690 000 \$ portant intérêt à 6,25 % et échéant le 31 décembre 2023 (les « débetures »). Le prix de rachat des débetures correspond à 1 266,95 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ du montant en capital des débetures, à savoir un total de i) 1 250 \$ par tranche de 1 000 \$ du montant en capital des débetures, et ii) 16,95 \$ d'intérêt couru et non payé par tranche de 1 000 \$ du montant en capital jusqu'au 9 avril 2021 exclusivement.

NOTE 20

Actions privilégiées

	31 mars 2022		31 mars 2021	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818	4 540 000	110 818	4 540 000
Actions privilégiées de série C émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641	8 433 206	205 641	8 433 206

i) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Le 1^{er} septembre 2021, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de série A. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclarés, ont été payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période de cinq ans close le 30 septembre 2021. Depuis le 1^{er} octobre 2021 et pour une période prenant fin le 30 septembre 2026, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,028 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 30 septembre 2021, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ii) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclarés, sont payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022 inclusivement. Après cette date, le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série D »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Le 24 mai 2022, la Société a annoncé qu'elle n'avait pas l'intention d'exercer son option de racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2022 (note 29).

NOTE 21

Actions ordinaires

	31 mars 2022		31 mars 2021	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	685 270	99 697 799	749 500	108 191 331
Actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(3 411)	(495 100)	(8 181)	(689 500)
Détenues dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	(1 505)	(122 355)	(1 401)	(122 355)
Détenues dans le cadre du RILT	(104 188)	(11 023 169)	(77 552)	(11 588 393)
	576 166	88 057 175	662 366	95 791 083

i) AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

ii) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 mars 2020	107 812 361	745 275 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 23)	1 121	10
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Petsky Prunier	736 850	6 545
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie éventuelle de Jitneytrade	300 000	2 000
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	182 999	1 232
Actions émises en lien avec la conversion des débetures convertibles	3 500	23
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(845 500)	(5 585)
Solde au 31 mars 2021	108 191 331	749 500
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Petsky Prunier	736 850	—
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	609 046	4 098
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(6 451 612)	(44 801)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(3 387 816)	(23 527)
Solde au 31 mars 2022	99 697 799	685 270

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante qui a commencé le 22 décembre 2021 et expiré le 27 janvier 2022, la Société a déposé une offre (l'« offre ») pour racheter aux fins d'annulation un montant maximal de 100,0 millions \$ de ses actions ordinaires. L'offre faite au moyen d'une vente aux enchères au rabais modifiée permettait aux actionnaires qui choisissaient d'y participer de sélectionner, dans une fourchette de prix d'au moins 15,50 \$ et d'au plus 16,50 \$ par action ordinaire (par tranche de 0,10 \$ par action ordinaire), le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires. À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 15,50 \$ était le prix de rachat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximal d'actions ordinaires valablement déposées, et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué, pour un prix de rachat global d'environ 100,0 millions \$. Par conséquent, la Société a racheté aux fins d'annulation 6 451 612 de ses actions ordinaires au prix de 15,50 \$ par action. Le solde des actions ordinaires est réduit du nombre d'actions qui ont été rachetées selon la valeur moyenne pondérée de l'action, et l'excédent est comptabilisé en réduction du surplus d'apport et des résultats non distribués.

Le 18 août 2021, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2021 au 20 août 2022, jusqu'à 5 342 990 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, 3 401 116 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA, desquelles 83 300 actions n'avaient pas été annulées au 31 mars 2022. De plus, 70 000 actions qui avaient également été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ont été annulées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022.

iii) RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Résultat par action ordinaire		
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	246 314 \$	263 786 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(9 484)	(9 404)
Partie de la perte à l'extinction de débetures convertibles comptabilisée dans les capitaux propres	—	(32 100)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	236 830	222 282
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	94 871 398	96 658 863
Résultat de base par action	2,50 \$	2,30 \$
Résultat par action ordinaire après dilution		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	236 830	222 282
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	94 871 398	96 658 863
Effet dilutif lié au RILT (nombre)	10 922 398	11 212 531
Effet dilutif lié à l'acquisition de Sawaya (nombre)	783 972	—
Effet dilutif lié aux options sur actions liées au rendement (nombre)	2 856 706	1 106 578
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	109 434 474	108 977 972
Résultat par action ordinaire après dilution	2,16 \$	2,04 \$

NOTE 22

Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
18 juin 2021	30 juin 2021	0,075 \$	8 059 \$
27 août 2021	10 septembre 2021	0,075 \$	8 015 \$
26 novembre 2021	10 décembre 2021	0,075 \$	7 936 \$
25 février 2022	10 mars 2022	0,085 \$	8 507 \$

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 30 juin 2022 aux actionnaires inscrits le 17 juin 2022 (note 29).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
18 juin 2021	30 juin 2021	0,24281 \$	0,31206 \$	2 351 \$
17 septembre 2021	30 septembre 2021	0,24281 \$	0,31206 \$	2 351 \$
17 décembre 2021	31 décembre 2021	0,25175 \$	0,31206 \$	2 391 \$
18 mars 2022	31 mars 2022	0,25175 \$	0,31206 \$	2 391 \$

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2022 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 17 juin 2022 (note 29).

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2022 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 17 juin 2022 (note 29).

NOTE 23

Régimes de paiements fondés sur des actions

i) RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (« RILT » ou le « régime »), des unités d'actions temporairement inaccessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans, sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du RILT sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales, selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Pour ce qui est des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement, les droits continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. Ces UATI sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle les attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont, par conséquent, assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Il y a eu 4 825 572 UATI (5 872 783 UATI pour l'exercice clos le 31 mars 2021) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022. Les fiducies ont acquis 4 531 020 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 (4 694 369 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 s'est établie à 13,45 \$ (5,92 \$ au 31 mars 2021).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2020	13 104 975
UATI attribuées	5 872 783
UATI dont les droits sont acquis	(7 156 597)
UATI auxquelles il a été renoncé	(157 352)
Attributions en cours au 31 mars 2021	11 663 809
UATI attribuées	4 825 572
UATI dont les droits sont acquis	(5 096 244)
UATI auxquelles il a été renoncé	(212 602)
Attributions en cours au 31 mars 2022	11 180 535
	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2020	14 063 465
Actions acquises	4 694 369
Actions libérées à l'acquisition des droits	(7 169 441)
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2021	11 588 393
Actions acquises	4 531 020
Actions libérées à l'acquisition des droits	(5 096 244)
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2022	11 023 169

ii) UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour ses administrateurs indépendants. Depuis le 7 août 2020, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement une date d'évaluation choisie à l'avance par l'administrateur sortant qui peut tomber à tout moment entre la date de départ de l'administrateur et le 1^{er} décembre de l'année civile suivante.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a attribué 53 629 UAD (91 603 UAD en 2021). La valeur comptable du passif lié aux UAD au 31 mars 2022 était de 7,7 millions \$ (6,4 millions \$ au 31 mars 2021).

iii) UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES MEMBRES DE LA DIRECTION

Le 1^{er} juin 2021, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour certains membres clés de la haute direction. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime d'UAD seront réglées en espèces au moment du départ à la retraite de l'employé, après

trois ans à compter de la date de l'attribution dans le cas d'un « départ en bons termes » ou au décès. Les UAD sont réglées en espèces un an après que les participants ont quitté la Société selon certaines conditions du régime.

La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UAD était de 5,4 millions \$ au 31 mars 2022 (néant au 31 mars 2021).

iv) UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées dans la charge de rémunération au compte de résultat. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, le régime d'UALR a été modifié pour y ajouter certaines conditions d'acquisition des droits liées à l'emploi entraînant une variation de la charge d'amortissement périodique comptabilisée au cours de la période d'acquisition des droits.

La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 140,2 millions \$ au 31 mars 2022 (85,9 millions \$ au 31 mars 2021).

v) OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'options sur actions liées au rendement pour certains membres de la haute direction. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, les conditions d'acquisition liées au rendement de l'action ont été respectées pour la totalité des options en cours. Les conditions d'acquisition liées au rendement de l'action et celles liées au passage du temps ont été respectées pour un total de 3 421 289 options en cours (déduction faite des options déjà exercées); par conséquent, les droits sont maintenant entièrement acquis et les options demeurent en cours.

Voici un sommaire des options sur actions liées au rendement de la Société au 31 mars 2022 :

	Nombre d'options sur actions liées au rendement	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 31 mars 2021	6 237 001	6,78 \$
Exercées	(609 046)	6,73 \$
Solde au 31 mars 2022	5 627 955	6,79 \$

vi) CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Régime d'intéressement à long terme	82 452 \$	72 654 \$
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie)	342	3 327
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie) – membres de la haute direction	5 435	—
Options sur actions liées au rendement	1 393	2 766
UALR (réglées en trésorerie)	55 465	64 287
Autres régimes de paiements fondés sur des actions	1 740	3 374
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	146 827 \$	146 408 \$

NOTE 24

Transactions avec des parties liées

i) FILIALES CONSOLIDÉES

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et des principales filiales d'exploitation et sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société qui figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2022	31 mars 2021
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. IV	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. V	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. VI	Canada	100 %	100 %
CG G Sponsors Inc. I	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Tunisie, SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited*	Guernesey	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited*	Guernesey	96,7 %	100 %
Hargreave Hale Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
CG Wealth Planning Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Adam & Company Investment Management Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
CG Sawaya, LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Holdings ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Limited Partnership	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) GP ULC	Canada	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Group Finance Company Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.	Bahamas	100 %	s. o.
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.**	Australie	65 %	80 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited**	Australie	65 %	80 %
Canaccord Genuity Financial Limited**	Australie	65 %	80 %
Patersons Asset Management Limited**	Australie	65 %	80 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲 (北京) 投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited*	Jersey	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited	Irlande	100 %	100 %

* Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a émis des actions privilégiées convertibles à certains investisseurs institutionnels et certains instruments de capitaux propres de CGWM UK de sorte que la valeur de la transaction représente une participation de 4,3 % dans les actions ordinaires en circulation de CGWM UK. Après conversion, les actions privilégiées convertibles, les actions préférentielles et les actions ordinaires émises à la direction et aux employés de CGWM UK représentent 26,5 % de la participation en équivalents de capitaux propres.

** La Société détient 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société était considérée comme détenant une participation de 67,3 % au 31 mars 2022 (85 % au 31 mars 2021), en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (note 8).

ii) RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2022 et 2021 :

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Avantages du personnel à court terme	33 585	10 663
Paielements fondés sur des actions	736	654
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	34 321	11 317

iii) AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Créances clients	12 009	4 686
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 271	1 562

iv) MODALITÉS DES TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

NOTE 25

Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe (y compris à Dubaï), en Australie et aux États-Unis. À compter de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2019, les Autres établissements à l'étranger, comprenant nos activités en Chine et à Hong Kong, ont été regroupés avec nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, de l'Australie ainsi que du Royaume-Uni et des dépendances de la Couronne.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et de Jitneytrade. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP ») est attribué aux secteurs Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor, de Thomas Miller et d'Adam & Company est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (« Gestion de patrimoine au Royaume-Uni »). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Petsky Prunier et de CG Sawaya est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Patersons est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

	Pour les exercices clos les				31 mars 2021			
	31 mars 2022				31 mars 2021			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$	Marchés des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$
Commissions et honoraires	174 826	587 001	16	761 843	212 431	522 638	170	735 239
Financement de sociétés	463 118	98 607	—	561 725	644 089	117 462	—	761 551
Honoraires de consultation	488 579	4 478	—	493 057	193 464	3 572	56	197 092
Négociation à titre de contrepartiste	158 232	744	2	158 978	245 662	1 139	—	246 801
Intérêts	8 985	21 580	5 463	36 028	6 605	13 808	5 875	26 288
Divers	9 334	7 997	17 040	34 371	9 977	5 000	25 740	40 717
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	924 199	512 719	109 468	1 546 386	933 076	478 995	107 711	1 519 782
Amortissement	6 784	20 192	617	27 593	6 796	18 890	470	26 156
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	15 278	5 444	3 172	23 894	14 536	7 626	2 878	25 040
Frais de développement	1 366	20 861	195	22 422	5 855	17 465	3 926	27 246
Charges d'intérêts	13 072	8 852	1 674	23 598	11 739	5 222	11 403	28 364
Frais connexes aux acquisitions	537	8 660	—	9 197	4 644	1 278	—	5 922
Ajustement de la juste valeur de la composante passif dérivé de la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	8 519	8 519	—	—	—	—
Coûts liés au rachat des débetures convertibles	—	—	5 932	5 932	—	—	4 354	4 354
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	192	192	—	—	922	922
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	341 838	143 679	(107 248)	378 269	335 582	134 143	(99 823)	369 902
Imputations intersectorielles	20 007	22 670	(42 677)	—	18 263	17 288	(35 551)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	321 831	121 009	(64 571)	378 269	317 319	116 855	(64 272)	369 902

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe (y compris Dubaï) et en Australie. Les activités en Asie ont été affectées à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées. Le tableau ci-après présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Canada	692 432 \$	789 814 \$
Royaume-Uni, Europe et dépendances de la Couronne	430 850	372 864
États-Unis	673 997	600 046
Australie	248 723	244 964
	2 046 002 \$	2 007 688 \$

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique :

	Canada \$	Royaume-Uni et dépendances de la Couronne \$	États-Unis \$	Australie \$	Total \$
Au 31 mars 2022					
Matériel et aménagements des locaux loués	15 847 \$	9 796 \$	5 506 \$	3 494 \$	34 643 \$
Goodwill	101 732	216 078	189 608	2 861	510 279
Immobilisations incorporelles	48 932	127 117	3 746	7 198	186 993
Actifs non courants	166 511 \$	352 991 \$	198 860 \$	13 553 \$	731 915 \$
Au 31 mars 2021					
Matériel et aménagements des locaux loués	6 197 \$	6 873 \$	6 165 \$	3 835 \$	23 070 \$
Goodwill	101 732	178 025	97 441	2 917	380 115
Immobilisations incorporelles	48 184	96 357	376	6 006	150 923
Actifs non courants	156 113 \$	281 255 \$	103 982 \$	12 758 \$	554 108 \$

NOTE 26 Gestion du capital

La Société a besoin de capitaux à des fins opérationnelles et aux fins de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que sur la dette subordonnée, les participations ne donnant pas le contrôle, les emprunts bancaires et les débetures convertibles. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 mars 2022 et 2021 :

Type de capital	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Actions privilégiées	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires	576 166	662 366
Contrepartie différée	11 378	—
Surplus d'apport	64 241	62 402
Résultats non distribués	251 540	73 220
Cumul des autres éléments du résultat global	69 103	103 465
Capitaux propres	1 178 069	1 107 094
Participations ne donnant pas le contrôle	238 700	8 190
Débetures convertibles	—	168 112
Dette subordonnée	7 500	7 500
Emprunt bancaire	152 041	78 319
	1 576 310 \$	1 369 215 \$

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités courantes et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity et Jitneytrade Inc. sont assujetties à la réglementation canadienne, principalement celle de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (« OCRCVM »).
- Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited, Canaccord Genuity Financial Planning Limited, CG McCarthy Taylor Limited, CG Wealth Planning Limited, Adam & Company Investment Management Limited et Hargreave Hale Limited sont régies par la Financial Conduct Authority (« FCA ») du Royaume-Uni.
- Canaccord Genuity Wealth (International) Limited détient un permis octroyé par la Guernsey Financial Services Commission, la Isle of Man Financial Supervision Commission et la Jersey Financial Services Commission et est réglementée par ces dernières.
- Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited sont réglementées par l'Australian Securities and Investments Commission.
- Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est réglementée à Hong Kong par la Securities and Futures Commission.
- Canaccord Genuity LLC est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority, Inc. (« FINRA »).

- Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la FINRA.
- Canaccord Genuity (Dubai) Ltd. est assujettie aux Émirats arabes unis à la réglementation de la Dubai Financial Services Authority (« DFSA »).
- Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd. est assujettie aux Bahamas à la réglementation de la Securities Commission of the Bahamas.
- Canaccord Genuity Insurance Company Ltd. est assujettie à la Barbade à la réglementation de la Financial Services Commission.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des transactions en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir des liquidités et d'autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Certaines des filiales sont également assujetties à la réglementation en matière de retrait du capital, y compris le versement de dividendes à la Société. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au 31 mars 2022 et pour l'exercice clos à cette date, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

NOTE 27 Fonds des clients

Au 31 mars 2022, les fonds des clients, qui sont détenus dans des comptes distincts par les activités au Royaume-Uni et en Europe, s'élevaient à 2,859 milliards \$ (1,740 milliard £) (2,770 milliards \$ (1,600 milliard £) au 31 mars 2021). Les fonds des clients comprenaient un montant de 7,345 millions \$ (4,469 millions £) (7,278 millions \$ (4,204 millions £) au 31 mars 2021) en trésorerie aux fins du règlement de transactions en cours et des dépôts distincts de 2,852 milliards \$ (1,735 milliard £) (2,756 milliards \$ (1,592 milliard £) au 31 mars 2021) qui sont détenus au nom de clients et qui ne figurent pas dans les états de la situation financière consolidés. Les variations des soldes de règlement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

NOTE 28 Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours des exercices clos les 31 mars 2022 et 2021 :

	Provisions pour litiges \$	Provisions pour restructuration \$	Total des provisions \$
Solde au 31 mars 2020	4 545 \$	2 190 \$	6 735 \$
Ajouts	6 711	—	6 711
Utilisées	(2 705)	(384)	(3 089)
Solde au 31 mars 2021	8 551	1 806	10 357
Ajouts	2 515	—	2 515
Utilisées	(4 419)	(231)	(4 650)
Solde au 31 mars 2022	6 647	1 575	8 222

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 mars 2022, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des activités, lesquelles, en date du 31 mars 2022, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

La Société est visée par certains litiges et certaines réclamations invoquées ou non en ce qui a trait à certaines filiales de GCGL, à CGGI directement, ou à GCGL ainsi que certaines de ses filiales.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes

économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (« Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, *FIN-2014-G001* (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN).

Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. Nonobstant les procédures susmentionnées, la Société est actuellement partie à un recours collectif en valeurs mobilières intenté au Canada et aux États-Unis relativement aux services en matière de prise ferme offerts à certains émetteurs des secteurs du cannabis, de la cigarette électronique et du vapotage. Bien que la Société estime que ces allégations sont sans fondement et qu'elle entend se défendre vigoureusement, l'issue de cette poursuite ne peut être prédite avec certitude et une estimation du montant des pertes dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peut être déterminée de manière fiable à la date des présents états financiers. Par conséquent, la Société n'a pas comptabilisé de provision à l'égard de ces allégations. Le risque que d'autres poursuites soient intentées contre la Société n'est pas connu. En date des présents états financiers consolidés annuels audités, la Société n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Les risques associés aux secteurs émergents, comme ceux du cannabis, des cigarettes électroniques et du vapotage, comprennent également le risque d'insolvabilité des entités émettrices et l'incapacité subséquente pour ces entités de s'acquitter de leurs obligations d'indemnisation envers la Société. Par conséquent, si la Société subit une perte, sa capacité à récupérer les montants liés à des demandes d'indemnisation ne peut être prédite avec certitude.

NOTE 29**Événements postérieurs à la date de clôture****Regroupement d'entreprises**

Le 31 mai 2022, la Société a annoncé avoir conclu, par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni (« CGWM UK »), l'acquisition précédemment annoncée de Punter Southall Wealth (« PSW »), y compris sa marque intermédiaire Psigma. Conjointement à la clôture de l'acquisition, CGWM UK a ajouté 100 millions £ (169,2 millions \$ CA) à sa facilité bancaire existante. En outre, HPS Investment Partners, LLC, au nom des comptes et fonds de placement qu'elle gère, a effectué un investissement additionnel dans CGWM UK à la clôture de l'acquisition, en faisant l'achat d'une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles de CGWM UK, pour un montant de 65,3 millions £ (110,5 millions \$ CA). Les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles sont payables par CGWM UK à un taux correspondant à la valeur la plus élevée entre un taux de dividende annuel de 7,5 % et la quote-part des dividendes au titre des actions privilégiées convertibles à laquelle celles-ci donneraient droit en supposant leur conversion. Les actions privilégiées convertibles sont également assorties des droits usuels liés aux participations minoritaires en ce qui concerne la gouvernance de CGWM UK, les questions financières à son endroit, la priorité en cas de liquidation et les protections contre les rachats anticipés.

Rajustement du taux de dividende des actions privilégiées de série C

Le 24 mai 2022, la Société a annoncé qu'elle n'avait pas l'intention d'exercer son option de racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2022. La Société a l'option de racheter, le 30 juin tous les cinq ans par la suite, les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

Le 1^{er} juin 2022, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de série C. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclarés, sont payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022 inclusivement. À compter du 1^{er} juillet 2022 et pour une période prenant fin le 30 juin 2027, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 6,837 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %. Jusqu'au 15 juin 2022, les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit de convertir leurs actions en actions privilégiées de série D à un taux variable trimestriellement équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %. L'émission des actions privilégiées de série D est assujettie à l'atteinte d'un certain seuil minimal.

DIVIDENDES

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 30 juin 2022 aux actionnaires inscrits le 17 juin 2022 (note 22).

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2022 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 17 juin 2022 (note 22).

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2022 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 17 juin 2022 (note 22).

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Note : Les présentes informations supplémentaires ne sont pas auditées et doivent être lues avec les états financiers audités contenus dans le présent rapport.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)	Aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates				
	2022	2021	2020	2019	2018
Résultats financiers					
Produits des activités ordinaires	2 046 002	2 007 688	1 223 867	1 190 567	1 022 877
Charges	1 667 733	1 637 786	1 123 844	1 097 911	987 131
Charge d'impôt sur le résultat	107 704	100 100	13 469	21 074	18 669
Résultat net	270 565	269 802	86 554	71 582	17 077
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	246 314	263 786	86 490	70 530	13 024
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	236 830	254 382	77 086	61 126	3 431
Secteur d'activité					
Résultat avant impôt sur le résultat					
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	321 831	317 319	48 801	62 877	13 126
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	121 009	116 855	68 174	58 603	33 999
Non sectoriel et autres	(64 571)	(64 272)	(16 952)	(28 824)	(11 379)
Information sur les actifs des clients (en millions \$)					
ASG – Canada (discrétionnaires)	8 482	6 307	4 009	4 221	2 815
ASA – Canada	37 881	32 240	18 440	20 674	15 567
ASG – Royaume-Uni et dépendances de la Couronne	52 830	52 298	39 879	44 195	44 877
ASG – Australie	5 352	4 228	2 400	854	830
Total	96 063	88 766	60 719	65 723	61 274
Information sur les actions ordinaires					
Par action ordinaire (en \$)					
Résultat de base	2,50	2,30	0,78	0,58	0,04
Résultat après dilution	2,16	2,04	0,65	0,48	0,03
Cours de l'action ordinaire (en \$)					
Haut	16,52	13,25	6,00	7,47	7,49
Bas	11,42	3,93	3,29	5,54	4,08
Clôture	12,35	11,50	4,33	5,84	6,93
Actions ordinaires en circulation (en milliers)					
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	88 057	95 791	93 464	97 580	93 054
Émises et en circulation	99 698	108 191	107 812	115 617	113 523
Nombre d'actions après dilution	104 500	112 568	130 723	140 241	124 294
Nombre moyen de base	94 871	96 659	98 449	96 260	92 587
Nombre moyen après dilution	109 434	108 978	128 303	130 944	110 862
Capitalisation boursière (en milliers)	1 290 575	1 294 532	566 031	819 007	861 357
Information sur les actions privilégiées (en milliers)					
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières					
Dividendes par action ordinaire	0,32	0,25	0,20	0,20	0,15
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture)	2,6 %	2,2 %	4,6 %	3,4 %	2,2 %

- 1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 1,6 % et 4,3 % ont été comptabilisées pour la période du 1^{er} août 2021 au 31 décembre 2021 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 (néant au 31 mars 2021).
- 3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsy Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019, de Patersons depuis le 21 octobre 2019, d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021 et de Sawaya depuis le 31 décembre 2021.

Comptes de résultat et des résultats non distribués (déficit) consolidés résumés^{1, 2, 3, 4}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates				
	2022	2021	2020	2019	2018
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	761 843	735 239	586 884	556 475	461 937
Financement de sociétés	561 725	761 551	236 962	294 241	282 195
Honoraires de consultation	493 057	197 092	206 507	142 228	122 372
Négociation à titre de contrepartiste	158 978	246 801	108 834	125 830	113 921
Intérêts	36 028	26 288	63 690	51 008	27 875
Divers	34 371	40 717	20 990	20 785	14 577
	2 046 002	2 007 688	1 223 867	1 190 567	1 022 877
Charges					
Charge de rémunération	1 248 184	1 227 895	738 313	716 625	625 853
Frais de négociation	102 824	122 154	83 964	83 577	68 209
Locaux et matériel	20 074	19 948	18 094	41 719	39 605
Communications et technologie	73 873	67 475	66 666	64 930	56 346
Intérêts	23 598	28 364	33 678	25 453	18 437
Frais d'administration	101 431	82 310	113 612	100 768	83 982
Amortissement	27 593	26 156	32 594	24 280	24 007
Frais de développement	22 422	27 246	12 053	15 513	7 664
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	23 894	25 040	22 866	—	—
Frais de restructuration	—	—	1 921	13 070	7 643
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—	48 355
Variation de la juste valeur de la composante passif dérivé	8 519	—	—	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	192	922	207	304	298
Perte sur extinction de débetures convertibles	5 932	4 354	—	8 608	—
Frais connexes aux acquisitions	9 197	5 922	(124)	3 064	6 732
	1 667 733	1 637 786	1 123 844	1 097 911	987 131
Résultat avant impôt sur le résultat	378 269	369 902	100 023	92 656	35 746
Charge d'impôt sur le résultat	107 704	100 100	13 469	21 074	18 669
Résultat net de l'exercice	270 565	269 802	86 554	71 582	17 077
Participations ne donnant pas le contrôle	24 251	6 016	64	1 052	4 053
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	246 314	263 786	86 490	70 530	13 024
Résultats non distribués (déficit) au début de l'exercice	73 220	(193 131)	(237 770)	(277 472)	(267 559)
Dividendes sur actions ordinaires	(30 797)	(23 924)	(32 447)	(16 534)	(13 344)
Dividendes sur actions privilégiées	(9 484)	(9 404)	(9 404)	(9 402)	(9 593)
Reclassement des profits réalisés à la cession des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	4 091	—	—	—
Reclassement de la composante capitaux propres des débetures convertibles	—	31 802	—	—	—
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(27 713)	—	—	—	—
Partie de la perte à l'extinction de débetures convertibles comptabilisée dans les capitaux propres	—	—	—	(4 892)	—
Résultats non distribués (déficit) à la fin de l'exercice	251 540	73 220	(193 131)	(237 770)	(277 472)
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires	61,0 %	61,2 %	60,3 %	60,2 %	61,2 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	20,5 %	20,4 %	31,5 %	32,0 %	35,3 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	81,5 %	81,6 %	91,8 %	92,2 %	96,5 %
Marge bénéficiaire avant impôt	18,5 %	18,4 %	8,2 %	7,8 %	3,5 %
Taux d'impôt effectif	28,5 %	27,1 %	13,5 %	22,7 %	52,2 %
Marge bénéficiaire nette	13,2 %	13,4 %	7,1 %	6,0 %	1,7 %
Résultat par action de base	2,50	2,30	0,78	0,58	0,04
Résultat par action après dilution	2,16	2,04	0,65	0,48	0,03
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	1 303 074	1 312 228	689 469	704 326	637 556
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	720 407	663 619	511 435	461 811	370 265
Non sectoriel et autres	22 521	31 841	22 963	24 430	15 056
	2 046 002	2 007 688	1 223 867	1 190 567	1 022 877

- 1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 1,6 % et 4,3 % ont été comptabilisées pour la période du 1^{er} août 2021 au 31 décembre 2021 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 (néant au 31 mars 2021).
- 3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsy Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019, de Patersons depuis le 21 octobre 2019, d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021 et de Sawaya depuis le 31 décembre 2021.
- 4) À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

États de la situation financière consolidés résumés

Aux 31 mars (en milliers \$ CA)	2022	2021	2020	2019	2018
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 788 261	1 883 292	997 111	820 739	862 838
Titres détenus	1 051 229	1 041 583	931 467	690 499	469 217
Créances clients	3 438 655	3 973 442	3 275 841	2 656 664	2 215 837
Impôt sur le résultat à recevoir	1 967	738	5 603	2 502	1 170
Actifs d'impôt différé	98 224	81 229	39 487	22 117	19 941
Placements	22 928	12 193	10 105	6 224	2 035
Matériel et aménagements des locaux loués	34 643	23 070	24 860	25 792	30 967
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	697 272	531 038	565 587	524 757	418 731
Actif au titre de droits d'utilisation	117 066	85 216	106 134	—	—
	7 250 245	7 631 801	5 956 195	4 749 294	4 020 736
Passif et capitaux propres					
Dettes bancaires	—	—	—	9 639	—
Titres vendus à découvert	567 290	889 607	875 017	373 419	301 006
Dettes fournisseurs, charges à payer et divers	4 853 894	5 170 957	3 680 186	3 141 977	2 647 382
Impôt sur le résultat à payer	15 952	56 285	11 721	5 415	7 851
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	6 574	12 119	7 042	9 294	9 679
Tranche à court terme des obligations locatives	23 928	24 311	23 417	—	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	10 618	17 706	57 859	—	—
Billet payable	—	—	—	5 832	—
Obligations locatives	101 620	70 591	88 922	—	—
Autres passifs non courants	75 758	19 577	58 340	132 285	59 841
Emprunt bancaire	145 467	66 200	79 192	50 370	61 758
Passifs d'impôt différé	24 875	13 552	9 903	7 978	13 715
Dettes subordonnées	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Débitures convertibles	—	168 112	128 322	127 225	57 081
Participations ne donnant pas le contrôle	238 700	8 190	156	1 997	13 571
Capitaux propres	1 178 069	1 107 094	928 618	876 363	841 352
	7 250 245	7 631 801	5 956 195	4 749 294	4 020 736

Statistiques opérationnelles diverses¹

Aux 31 mars	2022	2021	2020	2019	2018
Nombre d'employés au Canada					
Nombre d'employés – Marchés des capitaux Canaccord Genuity	278	274	257	255	189
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	489	454	432	430	379
Nombre d'employés – secteur Non sectoriel et autres	405	362	339	308	288
Total au Canada	1 172	1 090	1 028	993	856
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe					
Nombre d'employés – Marchés des capitaux Canaccord Genuity	143	131	136	197	214
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	581	528	548	542	559
Nombre d'employés aux États-Unis					
Nombre d'employés – Marchés des capitaux Canaccord Genuity	378	319	313	308	256
Nombre d'employés en Australie					
Nombre d'employés – Marchés des capitaux Canaccord Genuity	91	84	83	58	57
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	222	204	200	10	11
Nombre d'employés dans les Autres établissements à l'étranger					
Nombre d'employés – Marchés des capitaux Canaccord Genuity	—	—	—	4	3
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	2 587	2 356	2 308	2 112	1 956
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	146	145	146	155	142
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	464	451	435	420	374
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	220	202	210	190	188
Nombre de conseillers en Australie	115	110	119	6	7
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	8 482	6 307	4 009	4 221	2 815
ASA – Canada (en millions \$ CA)	37 881	32 240	18 440	20 674	15 567
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	52 830	52 298	39 879	44 195	44 877
ASG – Australie (en millions \$ CA)	5 352	4 228	2 400	854	830
Total (en millions \$ CA)	96 063	88 766	60 719	65 723	61 274

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les équipes de conseillers au Canada comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Point saillants financiers trimestriels^{1, 2, 3, 4}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)	Exercice 2022				Exercice 2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats financiers								
Produits des activités ordinaires	499 793	552 217	475 161	518 831	706 526	533 077	390 357	377 728
Charges	403 245	457 234	388 124	419 130	518 810	433 803	344 499	340 674
Charge d'impôt sur le résultat	27 553	28 251	25 252	26 648	48 322	30 823	12 865	8 090
Résultat net	68 995	66 732	61 785	73 053	139 394	68 451	32 993	28 964
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	58 657	58 645	56 583	72 001	137 877	66 991	31 435	27 483
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	56 266	56 254	54 232	69 650	135 526	64 640	29 084	25 132
Secteur d'activité								
Résultat avant impôt sur le résultat								
Canaccord Genuity	71 743	93 126	72 845	84 117	154 382	87 102	42 189	33 646
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	23 919	28 677	23 696	44 717	40 298	33 243	22 964	20 350
Non sectoriel et autres	886	(26 820)	(9 504)	(29 133)	(6 964)	(21 071)	(19 295)	(16 942)
Actifs des clients (en millions \$)								
ASG – Canada (discrétionnaires)	8 482	8 385	7 637	6 989	6 307	5 728	4 941	4 551
ASA – Canada	37 881	37 472	35 768	34 588	32 240	29 270	24 648	22 243
ASG – Royaume-Uni et Europe	52 830	59 407	57 508	55 605	52 298	51 762	45 380	43 566
ASG – Australie	5 352	5 065	4 814	4 691	4 228	4 174	3 366	3 064
Total	96 063	101 944	98 090	94 884	88 766	85 206	73 394	68 873
Information sur les actions ordinaires								
Par action ordinaire (en \$)								
Résultat de base	0,62	0,59	0,56	0,72	1,07	0,67	0,30	0,26
Résultat après dilution	0,53	0,52	0,49	0,63	0,93	0,54	0,25	0,22
Cours de l'action ordinaire (en \$)								
Haut	15,85	16,52	15,55	14,27	13,25	11,44	8,15	6,94
Bas	11,48	12,95	12,63	11,42	11,01	6,46	6,37	3,93
Clôture	12,35	15,08	13,93	13,58	11,50	11,21	6,79	6,91
Actions ordinaires en circulation (en milliers)								
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	88 057	88 221	94 689	96 836	95 791	96 382	96 873	98 479
Émises et en circulation	99 698	105 811	106 444	107 407	108 191	107 996	107 784	107 813
Nombre d'actions après dilution	104 500	104 038	110 765	111 834	112 568	127 801	129 632	129 988
Nombre moyen de base	91 235	94 997	96 138	97 065	96 867	96 719	97 669	95 370
Nombre moyen après dilution	105 790	108 976	110 084	110 810	110 899	123 760	125 254	122 715
Actions privilégiées en circulation (en milliers)								
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières								
Dividendes par action ordinaire	0,085	0,085	0,075	0,075	0,075	0,065	0,055	0,055

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020).

3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsky Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019, de Patersons depuis le 21 octobre 2019, d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021 et de Sawaya depuis le 31 décembre 2021.

Comptes de résultat consolidés résumés^{1, 2, 3, 4}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Exercice 2022				Exercice 2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	196 976	197 009	185 105	182 753	214 476	184 186	167 575	169 002
Financement de sociétés	108 801	151 025	106 261	195 638	305 939	213 419	131 625	110 568
Honoraires de consultation	122 353	153 297	139 413	77 994	66 761	72 004	37 281	21 046
Négociation à titre de contrepartiste	41 960	33 980	30 390	52 648	87 830	51 113	42 746	65 112
Intérêts	10 264	9 639	8 458	7 667	7 487	5 791	6 005	7 005
Divers	19 439	7 267	5 534	2 131	24 033	6 564	5 125	4 995
	499 793	552 217	475 161	518 831	706 526	533 077	390 357	377 728
Charges								
Charge de rémunération	294 695	340 929	290 234	322 326	395 638	328 647	250 796	252 814
Frais de négociation	23 588	25 401	25 451	28 384	39 420	27 982	27 783	26 969
Locaux et matériel	5 327	5 389	5 195	4 163	5 638	4 948	4 984	4 378
Communications et technologie	20 336	18 048	18 958	16 531	17 423	16 020	17 284	16 748
Intérêts	7 483	6 014	5 353	4 748	8 239	6 724	6 671	6 730
Frais d'administration	29 434	28 658	21 782	21 557	23 521	22 690	20 181	15 918
Amortissement	8 945	6 792	5 987	5 869	6 518	6 145	6 941	6 552
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	6 697	5 464	5 715	6 018	6 176	6 053	6 078	6 733
Frais de développement	6 214	5 195	6 943	4 070	10 849	8 815	3 767	3 815
Frais connexes aux acquisitions	515	6 762	1 920	—	418	5 504	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	11	63	118	—	616	275	14	17
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	468	5 464	4 354	—	—	—
Variation de la juste valeur de la composante passif dérivé	—	8 519	—	—	—	—	—	—
	403 245	457 234	388 124	419 130	518 810	433 803	344 499	340 674
Résultat avant impôt sur le résultat	96 548	94 983	87 037	99 701	187 716	99 274	45 858	37 054
Charge d'impôt sur le résultat	27 553	28 251	25 252	26 648	48 322	30 823	12 865	8 090
Résultat net de l'exercice	68 995	66 732	61 785	73 053	139 394	68 451	32 993	28 964
Participations ne donnant pas le contrôle	10 338	8 087	5 202	1 052	1 517	1 460	1 558	1 481
Résultat net attribuable aux actionnaires de CGGI	58 657	58 645	56 583	72 001	137 877	66 991	31 435	27 483
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires	59,0 %	61,7 %	61,1 %	62,1 %	56,0 %	61,7 %	64,2 %	66,9 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	21,7 %	21,1 %	20,6 %	18,7 %	17,4 %	19,7 %	24,0 %	23,3 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	80,7 %	82,8 %	81,7 %	80,8 %	73,4 %	81,4 %	88,3 %	90,2 %
Marge bénéficiaire avant impôt	19,3 %	17,2 %	18,3 %	19,2 %	26,6 %	18,6 %	11,7 %	9,8 %
Taux d'impôt effectif	28,5 %	29,7 %	29,0 %	26,7 %	25,7 %	31,0 %	28,1 %	21,8 %
Marge bénéficiaire nette	13,8 %	12,1 %	13,0 %	14,1 %	19,7 %	12,8 %	8,5 %	7,7 %
Résultat par action de base	0,62	0,59	0,56	0,72	1,07	0,67	0,30	0,26
Résultat par action après dilution	0,53	0,52	0,49	0,63	0,93	0,54	0,25	0,22
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	312 046	361 893	304 919	324 216	486 951	348 875	241 549	234 853
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	174 274	184 901	166 228	195 004	199 207	180 497	145 977	137 938
Non sectoriel et autres	13 473	5 423	4 014	(389)	20 368	3 705	2 831	4 937
	499 793	552 217	475 161	518 831	706 526	533 077	390 357	377 728

- 1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 1,6 % et 4,3 % ont été comptabilisées pour la période du 1^{er} août 2021 au 31 décembre 2021 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 (néant au 31 mars 2021).
- 3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsyk Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019, de Patersons depuis le 21 octobre 2019, d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021 et de Sawaya depuis le 31 décembre 2021.
- 4) À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

États de la situation financière consolidés résumés

(en milliers \$ CA)	Exercice 2022				Exercice 2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Actifs								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 788 261	1 790 177	1 725 252	1 364 952	1 883 292	1 253 263	904 598	782 300
Titres détenus	1 051 229	1 159 854	1 136 754	1 141 213	1 041 583	1 062 946	903 416	830 932
Créances clients	3 438 655	3 137 364	4 291 580	3 862 988	3 973 442	3 069 771	3 130 499	2 647 206
Impôt sur le résultat à recevoir	1 967	9 568	8 012	17 342	738	282	3 710	10 859
Actifs d'impôt différé	98 224	89 186	83 674	77 264	81 229	44 923	40 599	36 325
Placements	22 928	24 815	20 430	8 879	12 193	7 348	10 396	9 837
Matériel et aménagements des locaux loués	34 643	23 724	21 271	21 686	23 070	22 843	23 569	23 389
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	697 272	725 569	522 449	524 875	531 038	537 648	543 576	543 389
Actif au titre de droits d'utilisation	117 066	79 169	76 871	79 791	85 216	86 283	91 358	97 238
	7 250 245	7 039 426	7 886 293	7 098 990	7 631 801	6 085 307	5 651 721	4 981 475
Passif et capitaux propres								
Dettes bancaires	—	—	—	—	—	—	—	—
Titres vendus à découvert	567 290	876 313	1 219 252	814 493	889 607	753 312	700 909	631 662
Dettes fournisseurs, chargés à payer et divers	4 853 894	4 436 267	4 988 873	4 780 498	5 170 957	3 968 036	3 619 631	2 997 985
Impôt sur le résultat à payer	15 952	6 266	8 183	37 013	56 285	19 664	6 192	8 287
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	6 574	6 843	6 836	15 432	12 119	12 195	8 605	8 416
Tranche à court terme des obligations locatives	23 928	24 446	25 536	23 898	24 311	22 490	22 465	22 936
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	10 618	11 034	—	12 399	17 706	18 769	17 286	51 373
Facilité d'emprunt à court terme	—	—	—	118 321	—	—	—	—
Obligations locatives	101 620	63 281	59 284	64 096	70 591	72 503	77 871	83 201
Autres passifs non courants	75 758	80 875	42 166	19 482	19 577	32 399	40 275	40 624
Emprunt bancaire	145 467	154 501	154 016	57 097	66 200	66 513	72 475	70 775
Passifs d'impôt différé	24 875	25 629	15 010	19 180	13 552	8 083	8 489	8 647
Dettes subordonnées	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Débiteures convertibles	—	—	—	—	168 112	129 200	128 902	128 609
Participations ne donnant pas le contrôle	238 700	238 499	208 208	6 337	8 190	6 844	5 439	3 469
Capitaux propres	1 178 069	1 107 972	1 151 429	1 123 244	1 107 094	967 799	935 682	917 991
	7 250 245	7 039 426	7 886 293	7 098 990	7 631 801	6 085 307	5 651 721	4 981 475

Statistiques opérationnelles diverses¹

	Exercice 2022				Exercice 2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Nombre d'employés au Canada								
Nombre d'employés – Canaccord Genuity	278	270	268	266	274	261	259	251
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	489	474	463	470	454	433	438	426
Nombre d'employés – secteur Non sectoriel et autres	405	382	380	379	362	359	345	342
Total au Canada	1 172	1 126	1 111	1 115	1 090	1 053	1 042	1 019
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe								
Nombre d'employés – Canaccord Genuity	143	136	133	131	131	133	133	133
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	581	576	545	533	528	525	530	537
Nombre d'employés aux États-Unis								
Nombre d'employés – Canaccord Genuity	378	366	337	315	319	311	308	304
Nombre d'employés en Australie								
Nombre d'employés – Canaccord Genuity	91	86	89	82	84	80	74	82
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	222	220	215	207	204	194	198	197
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	2 587	2 510	2 430	2 383	2 356	2 296	2 285	2 272
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	146	146	146	145	145	144	145	144
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	464	464	460	460	451	438	433	431
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	220	226	204	202	202	205	208	209
Nombre de conseillers en Australie	115	112	108	109	110	106	115	117
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	8 482	8 385	7 637	6 989	6 307	5 728	4 941	4 551
ASA – Canada (en millions \$ CA)	37 881	37 472	35 768	34 588	32 240	29 270	24 648	22 243
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	52 830	59 407	57 508	55 605	52 298	51 762	45 380	43 566
ASG – Australie (en millions \$ CA)	5 352	5 065	4 814	4 691	4 228	4 174	3 366	3 064
Total (en millions \$ CA)	96 063	101 944	98 090	94 884	88 766	85 206	73 394	68 873

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Glossaire

Actifs sous administration (« ASA ») – Canada

Les ASA représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance opérationnelle de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (« ASG ») – Canada

Les ASG englobent les actifs qui sont la propriété effective de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par la Société, dans le cadre du Programme de conseils en placement CT et du Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont aussi administrés par la Société et sont donc inclus dans les ASA. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (« ASG ») – Royaume-Uni et dépendances de la Couronne

Les ASG représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actions privilégiées

Catégorie d'actions d'une société dont les droits sur les actifs et le résultat sont supérieurs à ceux des actions ordinaires. Les actions privilégiées ne comportent habituellement pas de droits de vote; cependant, leurs détenteurs reçoivent un dividende qui doit être payé avant celui des actionnaires ordinaires.

Ajustement de la juste valeur

Estimation de la juste valeur d'un actif (ou d'un passif) dont le cours de marché ne peut être déterminé, habituellement en raison de l'absence d'un marché établi pour l'actif.

Charges hors caisse

Charges comptabilisées par une société qui n'ont pas d'incidence sur le solde de sa trésorerie ou son fonds de roulement.

Commissions et honoraires

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires.

Comptes en gestion distincte (« CGD »)

Portefeuilles de placement offerts aux clients qui sont gérés par un gestionnaire de portefeuille principal. Les CGD permettent aux clients de détenir des titres individuels composant le portefeuille, plutôt qu'une partie d'un fonds commun.

Éléments de la charge liée aux acquisitions

Les éléments de charge comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux liés aux acquisitions. Les éléments de la charge liée aux acquisitions

comprennent également les coûts engagés à l'égard de projets d'acquisition abandonnés. Les chiffres qui excluent les éléments liés aux acquisitions sont des mesures non conformes aux IFRS.

Éléments importants

Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (« RILT ») de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que liée à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation, ainsi que certains ajustements de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles qui sont comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS, mais qui sont exclus de l'information de gestion et ne sont pas pris en compte dans l'évaluation de la performance opérationnelle de la direction.

Équipes de conseillers en placement

Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Experts en placement et gestionnaires de fonds

Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec la clientèle. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Financement de sociétés

Aide fournie aux sociétés fermées et ouvertes et aux gouvernements en vue de l'obtention de financement sur les marchés des capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt, de titres de participation et de titres dérivés, que ce soit par prise ferme ou par placement pour compte.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux

intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Groupe Actions internationales

Groupe de premier plan qui achemine à peu de frais des ordres sur des titres cotés aux États-Unis et des actions ordinaires cotées dans d'autres pays, dont l'exécution se fait sur les marchés locaux dans le cadre des activités aux États-Unis.

Honoraires de consultation

Les produits tirés des frais que la Société facture pour les services de consultation auprès d'entreprises, de fusions et acquisitions ou de restructuration d'entreprise sont inscrits comme honoraires de consultation.

Liquidité

Total des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie constituant les capitaux dont dispose la Société aux fins de l'exploitation et de la réglementation.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

Mesures non conformes aux IFRS

Les mesures non conformes aux normes internationales d'information financière (« IFRS ») n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Négociation à titre de contrepartiste

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock. Les produits des activités ordinaires proviennent des profits et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des

activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Options sur actions liées au rendement

Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

Produits ouvrant droit à la rémunération au rendement

Un pourcentage des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement gagnés est directement versé à titre de rémunération au rendement, ce qui comprend les commissions, les honoraires tirés du financement de sociétés, les honoraires de consultation et les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Régime d'intéressement à long terme (« RILT »)

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles ils rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou le « régime »).

Résultat par action (« RPA »)

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au RILT, aux bons de souscription et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débentures convertibles, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

Risque

Les institutions financières sont confrontées à divers risques qui peuvent les exposer à des pertes, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque réglementaire et le risque juridique.

Services de courtage de correspondance

La prestation, en toute sécurité, de services administratifs, d'exécution d'ordres en Bourse et de recherche à d'autres entreprises de courtage à partir de l'infrastructure de technologie et d'exploitation existante de la Société (Pinnacle Correspondent Services).

Taxe pour le régime national d'assurance (« RNA »)

Charge sociale imposée aux employés du Royaume-Uni représentant un pourcentage de la rémunération au rendement.

Transactions sur titres à revenu fixe

Transactions visant de nouvelles émissions, des obligations d'État et de sociétés, des bons du Trésor, des effets de commerce, des obligations à coupons détachés, des titres d'emprunt à haut rendement et des débentures convertibles.

Unités d'actions liées au rendement

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits

rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR ont été évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte du résultat.

Ventes et transactions institutionnelles

Secteur d'activité du groupe Marchés des capitaux fournissant des services de recherche et d'information sur les marchés, de consultation et d'exécution d'ordres en Bourse aux clients institutionnels.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration (« conseil d'administration »), dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, assume la responsabilité de la gestion de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance à l'intention du conseil d'administration (« mandat ») renfermant un cadre de référence pour le conseil d'administration, énonçant ses responsabilités en matière de gestion ainsi que ses autres responsabilités et devoirs. Les responsabilités du conseil d'administration sont également régies par :

- la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique);
- les statuts constitutifs de la Société;
- la charte de ses comités;
- les autres politiques d'entreprise et lois applicables.

Communication avec les administrateurs indépendants

Gillian H. Denham a été nommée par le conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc. à titre d'administratrice principale. L'une de ses responsabilités est de recevoir les communications adressées par des parties intéressées aux administrateurs indépendants du conseil d'administration et de déterminer la suite appropriée à donner à ces communications. Ces communications peuvent être envoyées par écrit et par la poste à M^{me} Denham à l'attention du secrétaire de Groupe Canaccord Genuity Inc. Il est recommandé de les acheminer comme suit : « Jill Denham, administratrice principale, Groupe Canaccord Genuity Inc., à l'attention du secrétaire, 3000-161 Bay Street, Toronto, M5J 2S1, NE S'ADRESSE QU'AU DESTINATAIRE ». Les enveloppes scellées seront acheminées à M^{me} Denham.

Processus de planification stratégique

Le mandat du conseil d'administration prévoit que le conseil d'administration est responsable de veiller à ce que la Société soit dotée d'un processus de planification stratégique efficace. Ainsi, le conseil d'administration revote et approuve le plan stratégique de la Société, en surveille l'application et émet des lignes directrices à cet égard.

Identification et gestion des risques

Le mandat du conseil d'administration comprend :

- l'assistance à la direction pour l'identification des principaux risques liés aux activités de la Société;
- la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre de systèmes appropriés permettant la gestion et la surveillance de ces risques;
- l'examen des plans pour l'évaluation des contrôles financiers internes de la Société et les tests à leur égard;
- la supervision de l'auditeur externe, y compris l'approbation de son cadre de référence.

Planification et évaluation de la relève

Le mandat du conseil d'administration comprend le maintien de plans de relève adéquats et efficaces pour le chef de la direction ainsi que pour les membres de la haute direction.

- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (« CGER ») reçoit des mises à jour périodiques du plan de relève de la Société à l'échelon des membres de la haute direction, et assure le suivi du processus de planification de la relève.
- Le plan de relève est revu au moins annuellement par le CGER.
- Par suite de la recommandation du président du conseil et chef de la direction, le conseil d'administration nomme les membres de la haute direction de la Société.

Communication et information publique

Les contrôles et politiques en matière de communication (« CPC ») de la Société portent sur la communication fidèle et en temps opportun de tous les renseignements importants se rapportant à la Société ainsi que sur l'interaction de la Société avec les actionnaires, les analystes en placements, les autres parties intéressées et le public en général.

- Les CPC sont revus annuellement par le conseil d'administration.
- Les CPC, les dépôts auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières, les communiqués de presse et les présentations à l'intention des investisseurs sont affichés sur le site Web de la Société.
- Le conseil d'administration examine tous les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que les rapports de gestion s'y rapportant, les communiqués de presse sur les résultats de la Société, les circulaires d'information de la direction, les notices annuelles ainsi que les documents de financement.

Contrôles internes

Le conseil d'administration exige de la direction le maintien de systèmes de contrôle interne et d'information efficaces. Le conseil d'administration, assisté du comité d'audit et de risque, supervise l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

- Le comité d'audit et de risque se réunit au moins quatre fois par année avec le chef des finances et les cadres supérieurs des finances de la Société afin d'examiner les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les systèmes d'information connexes.
- L'auditeur externe de la Société formule chaque année au comité d'audit et de risque des recommandations relatives aux systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

En date du 31 mars 2022, il y a eu une évaluation, sous la supervision de la direction et avec sa participation, dont le président du conseil d'administration et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président du conseil d'administration et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures répondaient aux normes d'efficacité en date du 31 mars 2022.

Gouvernance

Le conseil d'administration compte actuellement onze membres, dont neuf sont des administrateurs indépendants de la direction au sens prévu par les lois applicables sur les valeurs mobilières. Pour faciliter l'exercice d'un jugement indépendant, le conseil d'administration a nommé un administrateur principal et tient régulièrement des réunions en l'absence des administrateurs qui sont membres de la direction.

- Le CGER est responsable de l'examen périodique de la composition du conseil d'administration et de ses comités.
- Une marche à suivre annuelle a été officiellement établie pour, entre autres, obtenir une rétroaction de tous les administrateurs à l'intention du conseil dans son ensemble, notamment sous la forme d'un questionnaire confidentiel.
- Les nouveaux membres du conseil d'administration reçoivent des documents de référence volumineux au sujet de l'orientation stratégique de la Société, de son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, des pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de la vision de l'entreprise.

Sommaire des chartes et des comités

Le conseil d'administration a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités, chacun ayant des rôles et responsabilités particuliers définis par le conseil d'administration. Ces comités du conseil d'administration sont tous deux composés d'administrateurs indépendants.

COMITÉ D'AUDIT ET DE RISQUE

Le comité d'audit et de risque aide le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Il est composé de sept administrateurs indépendants. Chacun des membres du comité d'audit et de risque a des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont tous la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Les membres actuels du comité d'audit et de risque sont Terry Lyons (président), Charles Bralver, Gillian Denham, Merri Jones, Jo-Anne O'Connor, Francesca Shaw et Dipesh Shah.

Le comité d'audit et de risque a adopté une charte qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. La charte du comité d'audit et de risque peut être consultée dans la notice annuelle de la Société déposée sur SEDAR. Le comité d'audit et de risque a des voies de communication directes avec l'auditeur externe, le chef des finances et les cadres supérieurs des finances et discute régulièrement des problèmes avec chacun et les passe en revue.

Le comité d'audit et de risque est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace. L'auditeur externe est embauché par le comité d'audit et de risque dont il relève directement. Après consultation avec la direction, le comité d'audit et de risque est responsable de fixer la rémunération de l'auditeur externe. L'auditeur externe assiste à chaque réunion du comité d'audit et de risque, dont une partie est tenue en l'absence des membres de la direction. Le comité d'audit et de risque revoit et approuve annuellement la mission d'audit de l'auditeur externe. Il doit aussi approuver tous les travaux d'audit et autres que d'audit effectués par les auditeurs externes. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité d'audit et de risque mis à part la partie qui se tient en l'absence des membres de la direction pour favoriser des échanges plus ouverts. Le comité d'audit et de risque revoit et approuve chaque année le plan d'audit interne.

COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE RÉMUNÉRATION

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé d'élaborer la démarche de la Société en ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de revoir les principes généraux de la Société en matière de gouvernance d'entreprise et de recommander des changements à l'occasion. Il est composé de quatre administrateurs indépendants : Michael Harris (président), Charles Bralver, Terrence Lyons et Sally Tennant. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions régulières du comité au cours de l'année est tenue en l'absence des membres de la direction afin de favoriser des discussions plus ouvertes.

Conseil d'administration

Charles N. Bralver

Comité d'audit et de risque

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Charles N. Bralver, 70 ans, est membre de la direction des services financiers et compte plus de 30 ans d'expérience sur les marchés des capitaux. M. Bralver a fondé le cabinet de consultation en gestion Oliver, Wyman & Co., dont il a été vice-président du conseil de gestion pendant plus de 23 ans, de 1984 à 2007, et où il s'est spécialisé en stratégie, en risques et en exploitation pour de grandes banques d'investissement, des gestionnaires d'actifs, des Bourses et d'autres services liés aux marchés. Il a également agi à titre de doyen associé principal de l'International Business and Finance à la Fletcher School of Law and Diplomacy de 2007 à 2010 et de conseiller stratégique pour Warburg Pincus LLC de 2007 à 2009. M. Bralver est le président du conseil d'administration de Sigma 7 et agit également à titre d'administrateur de la Société et d'AkinovA Ltd., place de marché électronique dans le secteur des risques en assurance, et siège au conseil de leadership de r4 qui vise à développer une solution d'intelligence artificielle. Il est membre du Royal Institute of International Affairs, de l'Institut des administrateurs de sociétés du Canada et de Business Executives for National Security aux États-Unis. M. Bralver a commencé sa carrière chez Booz Allen Hamilton. Il est citoyen américain et diplômé de la Fletcher School et du Dartmouth College.

À l'heure actuelle, M. Bralver n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Daniel Daviau

Dan Daviau, 57 ans, a été nommé président et chef de la direction et administrateur de la Société, ainsi que chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity le 1^{er} octobre 2015. Il occupait le poste de président de la division Marchés des capitaux de Canaccord Genuity pour l'Amérique du Nord depuis février 2015. De 2012 à 2015, il a été président de la division Marchés des capitaux des États-Unis et a concouru à y structurer le financement de sociétés, la recherche, la vente et la négociation dans la région, et à améliorer les possibilités d'affaires transfrontalières. De 2010 à 2012, il a été chef, Financement de sociétés de Canaccord Genuity. Avant la fusion entre Canaccord et Genuity, annoncée en 2010, M. Daviau était directeur et fondateur de Marchés de Capitaux Genuity, où il a occupé différents postes de dirigeant depuis 2005.

Avant 2005, M. Daviau a été cochef, Financement de sociétés à Marchés mondiaux CIBC, société à laquelle il s'est joint en 1991. Il y a occupé les postes de chef, Groupe des médias et télécommunications à partir de 2000, et de chef, Groupe du financement des sociétés et technologies au Canada à partir de 1997.

Ayant amorcé sa carrière comme avocat spécialisé en valeurs mobilières chez Goodman & Co., M. Daviau possède une grande expérience dans une vaste gamme d'opérations financières et de fusions-acquisitions.

M. Daviau est basé à Toronto, au Canada, et il est titulaire d'un MBA de l'Université York, d'un baccalauréat en droit (LL. B.) du même établissement (Osgoode Hall) et d'un baccalauréat ès arts (mathématique et statistique) de l'Université Western Ontario.

À l'heure actuelle, M. Daviau n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Gillian (Jill) Denham

Comité d'audit et de risque

Gillian (Jill) Denham, 61 ans, est présidente d'Authentum Partners Ltd., société qui investit dans la technologie et dans des entreprises exerçant des activités dans des domaines connexes et fournit des services consultatifs. M^{me} Denham siège actuellement au conseil d'administration de Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée, de Kinaxis inc. et de LifeWorks inc. (auparavant Momeau Shepell inc.). Elle a travaillé pendant de nombreuses années chez Wood Gundy et à la CIBC. Elle a occupé des postes à la haute direction de banques d'investissement, a été présidente des Services aux marchands et capitaux privés et a exercé des responsabilités régionales pour la CIBC en Europe. Elle a également dirigé les services bancaires de détail de la CIBC. Elle est titulaire d'un baccalauréat spécialisé en administration des affaires de l'Ivey Business School de l'Université Western Ontario et d'une maîtrise en administration des affaires de la Harvard Business School.

Michael D. Harris, O.Ont., D.Litt. spécialisé, IAS.A

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Michael Harris, IAS.A, 77 ans, est consultant principal en administration des affaires au sein des groupes Droit des sociétés et droit commercial et Relations gouvernementales et stratégie au sein du cabinet Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.

De 1981 à 2002, M. Harris a été député provincial de la circonscription de Nipissing. De 1995 à 2002, il a été le vingt-deuxième premier ministre de l'Ontario, après une victoire électorale écrasante en 1995. Il a été réélu pour un deuxième mandat en 1999, devenant ainsi le premier premier ministre de l'Ontario à former un deuxième gouvernement majoritaire consécutif en plus de 30 ans. Il est connu pour ses conseils à propos de la gouvernance et des relations gouvernementales et possède une vaste expérience en matière de politiques gouvernementales et de prise de décisions par les pouvoirs publics.

Après avoir quitté la fonction publique en 2002, M. Harris a mis sur pied son propre cabinet de consultation. En sa qualité de président de Steane Consulting Ltd., il conseille de nombreuses sociétés canadiennes. M. Harris est administrateur des conseils d'administration de plusieurs sociétés ouvertes et fermées dont Chartwell Retirement Residences, Route1 Inc. et Votxur Analytics Corp. Ses anciennes fonctions à titre d'administrateur comprennent celles de président de Magna International, dont il a dirigé la restructuration en une société à une action, une voix, d'Element Financial et d'Enmax Corp., à Calgary. M. Harris siège également aux comités consultatifs de plusieurs fonds de capital-investissement, dont EnerTech et Beringer Capital. Il a reçu, en 2005, l'accréditation IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

La passion de M. Harris pour l'engagement communautaire se manifeste par son implication dans divers organismes et diverses institutions. Il siège au conseil du New Haven Learning Centre, organisme de bienfaisance voué à l'excellence dans le traitement et l'éducation des enfants autistes. Il a siégé au conseil d'administration de la Fondation Tim Horton pour les enfants. Il a également été président d'honneur des initiatives de financement de l'Université Nipissing, du Canadore College et du North Bay Regional Health Centre. M. Harris est également « Senior Fellow » de l'Institut Fraser, important organisme canadien voué à la recherche et à l'information économique et sociale.

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Harris est administrateur des sociétés ouvertes Route1 Inc. (président) et Votxur Analytics Corp.

Merri Jones

Comité d'audit et de risque

Merri Jones, IAS.A, 71 ans, est administratrice de sociétés et conseillère en affaires. Forte d'une expérience de plus de 40 années au sein des services financiers, elle se spécialise dans les domaines des ventes et du marketing, des finances, des stratégies et des ressources humaines. Elle a été la première femme au Canada à diriger une banque de l'annexe II. Elle a occupé le poste de vice-présidente directrice, Gestion privée, à Fiera Capital de 2010 à 2015, celui de présidente de Gestion de portefeuille GBC en 2008 et 2009, celui de présidente et chef de la direction de Gestion privée des investissements AGF de 2003 à 2007, celui de présidente, chef de l'exploitation et administratrice de Gestion privée TAL de 1996 à 2003, et celui de présidente et chef de la direction chez Compagnie Trust CIBC en 1995 et 1996. Avant d'entrer en fonction à la CIBC en 1995, M^{me} Jones a été présidente et chef de la direction de First Interstate Bancorp de 1986 à 1990 et a travaillé à la Chemical Bank et à la Banque Royale du Canada, où elle a amorcé sa carrière.

M^{me} Jones a fait ses études à l'Université Western Ontario, à la Wharton School of Business et à l'Université de Toronto. Elle a obtenu son titre IAS.A auprès de l'Institut des administrateurs de sociétés.

M^{me} Jones est administratrice de la société ouverte Gestion des communications DATA Corp. Elle est également présidente du comité d'examen indépendant du Groupe de Fonds Starlight.

David Kassie

David Kassie, 66 ans, est devenu président du conseil d'administration du Groupe et administrateur de la Société à la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne, le 23 avril 2010, et est devenu président du conseil le 1^{er} avril 2012. Il a été directeur principal, président du conseil d'administration et chef de la direction de Marchés des capitaux Genuity, de 2004 jusqu'au 9 mai 2010, alors que l'intégration des activités de Marchés des capitaux Genuity et de Financière Canaccord Ltée a été réalisée sous le nom de Canaccord Genuity. Avant 2004, il a été président du conseil d'administration et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil d'administration de CIBC. Au décès de Paul Reynolds le 1^{er} avril 2015, M. Kassie a été nommé chef de la direction de la Société et a occupé ce poste jusqu'au 1^{er} octobre 2015, date à laquelle il a été nommé président exécutif du conseil d'administration. M. Kassie occupe actuellement le poste de président du conseil d'administration.

M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste. Il siège à de nombreux conseils d'administration de sociétés. Il est très engagé auprès d'organismes communautaires et caritatifs : il fait partie du conseil d'administration de Baycrest Health Sciences après en avoir été le président, et il a déjà siégé aux conseils d'administration de la Richard Ivey School of Business, du Groupe Festival international du film de Toronto et de l'Hospital for Sick Children.

M. Kassie détient un baccalauréat en commerce (avec distinction) avec spécialisation en économie de l'Université McGill (obtenu en 1977) et un MBA de l'Université Western Ontario (obtenu en 1979).

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Kassie est administrateur de la société ouverte Reitmans (Canada) Limitée.

Terrence A. Lyons, IAS.A

Comité d'audit et de risque

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Terrence (Terry) Lyons, IAS.A, 72 ans, est un administrateur de sociétés. Il est administrateur de plusieurs sociétés ouvertes et fermées, dont Sprott Resource Holdings Inc. (président du conseil d'administration) et Martinrea International inc. M. Lyons est associé directeur retraité de Brookfield Asset Management, ainsi qu'ancien président du conseil d'administration de Northgate Minerals Corporation, société acquise par AuRico Gold inc. (maintenant Alamos Gold inc.), d'Eacom Timber Corporation, vendue à une société de capital-investissement, de Westmin Mining, de Polaris Materials Corporation, et ancien vice-président du conseil d'administration de Battle Mountain Gold.

M. Lyons est ingénieur civil (Université de la Colombie-Britannique) et détient un MBA de l'Université Western Ontario (obtenu en 1974). Il siège au conseil consultatif de la Richard Ivey School et participe à des activités sportives et caritatives. En outre, il est l'ancien gouverneur de la Fondation olympique canadienne, l'ancien président du conseil de la Mining Association de la Colombie-Britannique, l'ancien gouverneur et membre du comité de direction du B.C. Business Council et l'ancien administrateur de l'Institut des administrateurs de sociétés (en Colombie-Britannique). En 2007, il a reçu la médaille INCO de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole en reconnaissance de ses services exceptionnels au sein du secteur minier.

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Lyons est administrateur des sociétés ouvertes Martinrea International inc., Mineral Mountain Resources Ltd. et Sprott Resource Holdings Inc.

Jo-Anne O'Connor

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Comité d'audit et de risque

Jo-Anne O'Connor, 62 ans, cumule plus de 35 ans d'expérience dans le secteur des services financiers et possède une grande expertise à l'égard des marchés des capitaux. Elle a passé plus de 30 ans (de 1985 à 2014) chez Wood Gundy et à la CIBC, occupant des postes de cadre supérieur en négociation d'actions institutionnelles. De 2017 à 2020, M^{me} O'Connor a été directrice générale et chef de la direction de Crescentwood Capital, cabinet privé. À l'heure actuelle, elle est présidente et chef de la direction de Strategem Capital Corporation, société de portefeuille dont les actions se négocient en Bourse (SGETSXV) et dont l'objectif est de procurer une croissance au moyen d'actifs de placement diversifiés.

À l'heure actuelle, M^{me} O'Connor n'est administratrice d'aucune autre société ouverte.

Dipesh Shah

Comité d'audit et de risque

Dipesh Shah, OBE, FRSA, 69 ans, est président de Highways England et administrateur et président du comité de placement du Fonds européen 2020 pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures et du Fonds Marguerite de l'UE.

M. Shah a déjà été chef de la direction de l'Autorité de l'énergie atomique du Royaume-Uni (« R.-U. ») et de diverses grandes entreprises au sein de BP plc, où il a été membre du Groupe des leaders depuis plus d'une décennie, et dernièrement, chef mondial, Acquisitions et Cessions. M. Shah était notamment président du conseil d'administration de Notting Hill Genesis et de la Genesis Housing Administration, de Viridian Group plc, de HgCapital Renewable Power Partners LLP et de l'Association européenne de l'industrie photovoltaïque. Il a été administrateur indépendant principal et président du comité de rémunération de JXK Oil & Gas Plc de 2008

à 2015, administrateur indépendant principal et président du comité des mises en candidature d'Equus Petroleum Plc de 2013 à 2016, et administrateur de The Crown Estate de 2011 à 2018, de Thames Water de 2007 à 2017 ainsi que de Cavendish Fluor Partnership de 2014 à 2017. De plus, il a été administrateur de plusieurs grandes organisations, notamment de Babcock International Group Plc et de Lloyd's of London, dans le secteur de l'assurance. Il a été fiduciaire du British Youth Opera et gouverneur de la Merchant Taylors' School. Enfin, il a fait partie du Comité consultatif sur les sources d'énergie renouvelables du R.-U. de 1994 à 2002. Auparavant, M. Shah était chef économiste à BP Oil UK.

Né en Inde et élevé en Ouganda, M. Shah est diplômé de l'Université de Londres, de l'Université de Warwick et du programme pour cadres de direction de la Harvard Business School. Il a été nommé Officier de l'Ordre de l'Empire britannique (« OBE ») à l'occasion de la Liste des Honneurs du Nouvel An en 2007, et il est Life Fellow of the Royal Society of Arts (« FRSA »).

À l'heure actuelle, M. Shah n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Francesca Shaw

Comité d'audit et de risque

Francesca Shaw, FCPA, FCA, 62 ans, compte près de 40 années d'expérience dans une grande diversité de postes de responsable de la gouvernance et de fonctions commerciales auprès de banques du Royaume-Uni et d'envergure internationale. Elle a amorcé sa carrière en 1982 chez Ernst & Young, où elle a occupé des postes à responsabilités croissantes en expertise comptable dans différents secteurs et pour des banques des annexes A et B. Elle est par la suite entrée au service de la CIBC, où elle a passé 20 années, assumant des fonctions de direction financière d'une importance stratégique de plus en plus grande, notamment à titre de première vice-présidente et chef comptable, mandat au cours duquel elle a joué un rôle de premier plan en aidant son organisation à composer avec succès avec la crise du crédit structuré et les enjeux liés à Enron ainsi qu'en contribuant à la mise en œuvre de trois dispositifs Bâle d'envergure et d'un système de répartition et de gestion des coûts d'entreprise, et de chef des services financiers de FirstCaribbean, mandat au cours duquel elle a fourni un leadership essentiel dans les domaines de la finance et du risque et assuré la gestion des relations avec quatorze organismes de réglementation internationaux. Elle s'est jointe à la Banque TD en 2011, initialement à titre de première vice-présidente, chef des finances et chef de la gestion du risque, gestion de patrimoine et assurance, avant d'être promue au poste de première vice-présidente et chef des finances, assurance et cartes de crédit, pour finalement devenir chef de la productivité aux États-Unis, mandat au cours duquel elle a dirigé la conception et l'exécution d'un programme de productivité pour l'ensemble des États-Unis. Plus récemment, soit de 2015 à 2020, elle a été chef des services financiers de C. Hoare & Co.

Hors du domaine des services financiers, M^{me} Shaw démontre un inlassable engagement à l'égard du bénévolat et du développement des collectivités. Au cours de plus de 30 années de travail bénévole auprès de Centraide de la région du Grand Toronto, elle a occupé de nombreux postes clés au sein du conseil d'administration de cette organisation, notamment à titre de présidente du comité d'impact communautaire et du comité d'innovation, en plus d'agir à titre de fiduciaire pour des groupes de travail gouvernementaux conjoints et de diriger diverses initiatives de gouvernance en appui à des entités en difficulté.

M^{me} Shaw est également administratrice indépendante non dirigeante de Cashplus Bank, au Royaume-Uni. À l'heure actuelle, M^{me} Shaw n'est administratrice d'aucune autre société ouverte.

Sally Tennant

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Sally Tennant, OBE, 66 ans, est l'associée fondatrice d'Acorn Capital Advisers, société indépendante de services consultatifs en gestion de patrimoine, et a été présidente-directrice générale de trois banques : Kleinwort Benson (2011-2014), Schroders Private Banking (2002-2006) et Lombard Odier (UK) Ltd. (2007-2010), mais aussi présidente du conseil d'administration d'une quatrième, Duncan Lawrie Ltd. Elle possède également une vaste expérience en gestion d'actifs et de patrimoine en tant qu'ancienne membre du conseil d'administration de Gartmore PLC, dont elle a créé la division institutionnelle mondiale. Elle a cumulé un total de 20 années d'expérience en gestion d'actifs au sein des sociétés Gartmore, Morgan Grenfell et SG Warburg/Mercury Asset Management. En outre, M^{me} Tennant a pris part au lancement d'un fond de couverture, Beaumont Capital, et elle possède une expérience approfondie des entreprises familiales et des familles multigénérationnelles sous différents aspects. Elle a notamment été membre du conseil d'administration d'une grande société familiale de portefeuille, B-FLEXION; elle a travaillé au sein d'une banque appartenant à une famille multigénérationnelle, Lombard Odier; et elle a offert ses services de consultation à de nombreuses familles très fortunées. Dans le domaine des actions non cotées et du capital privé, elle possède un fort bagage à titre de présidente, d'administratrice non exécutive et de présidente de la rémunération.

M^{me} Tennant est née et a grandi en Suisse. Elle a acquis une expérience internationale dans les îles Anglo-Normandes, aux États-Unis, au Moyen-Orient, ainsi qu'en Europe continentale et en Europe de l'Est. Elle est titulaire d'un diplôme en science politique de l'Université de Durham. Elle est marraine de l'organisme de bienfaisance Tommy's the Baby Charity et fiduciaire de la Guy's & St. Thomas' Foundation. Elle a été nommée Officier de l'Ordre de l'Empire britannique (« OBE ») à l'occasion de la Liste des Honneurs de la fête de la Reine en 2018.

À l'heure actuelle, M^{me} Tennant n'est administratrice d'aucune autre société ouverte.

Bureaux

Marchés des capitaux

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Canada

Toronto

Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 3000
P.O. Box 516

Toronto (Ontario)

Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368
Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300
Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899

Calgary

Centennial Place – East Tower
Suite 2400, 520 3rd Ave. SW
Calgary (Alberta)
Canada T2P 0R3
Téléphone : 403.508.3800

Montréal

360, rue Saint-Jacques Ouest
Bureau G-102
Montréal (Québec)
Canada H2Y 1P5
Téléphone : 514.985.8080

États-Unis

New York

535 Madison Avenue
New York, NY
États-Unis 10022
Téléphone : 212.389.8000

Boston

99 High Street, Suite 1200
Boston, MA
États-Unis 02110
Téléphone : 617.371.3900
Sans frais : 1.800.225.6201

San Francisco

44 Montgomery Street, Suite 1600
San Francisco, CA
États-Unis 94104
Téléphone : 415.392.8844
Sans frais : 1.800.229.7171

Nashville

1033 Demonbreun Street, Suite 620
Nashville, TN
États-Unis 37203
Téléphone : 615.490.8500

Minneapolis

45 South 7th Street, Suite 2640
Minneapolis, MN
États-Unis 55402
Téléphone : 612.332.2208

Washington

1200 G Street, NW
Suite 725
Washington, DC
États-Unis 20036
Téléphone : 301.657.4600

New York

33 Whitehall Street, 27th Floor
New York, NY
États-Unis 10004
Téléphone : 212.842.6020

New York

227 W. Trade Street, suite 1820
Charlotte, NC
États-Unis 28202

Royaume-Uni et Europe

Londres

88 Wood Street
Londres, Royaume-Uni
EC2V 7QR
Téléphone : 44.20.7523.8000

Dublin

38 Fitzwilliam Street Upper
Grand Canal Dock
Dublin 2
D02 KV05
Irlande
Téléphone : 353.1.635.0210

Paris

Washington Plaza
29, rue de Berri
75008 Paris
France
Téléphone : 33.1.56.69.66.66

Dubaï

Gate Village Building 4
Suite 402, DIFC
PO Box 507023
Dubaï
Émirats arabes unis
Téléphone : 971.4.454.1204

Bahamas

119 Harbourway, Ocean Club Estate
Paradise Island, Nassau

Asie-Pacifique

Beijing

Unit 1421-22, South Tower
Beijing Kerry Centre
1 Guanghua Road, Chaoyang District
Beijing 100020
Chine
Téléphone : 8610.8622.9070

Hong Kong

1505, 15/F, ICBC Tower
Three Garden Road, Central
Hong Kong
Téléphone : 852.3919.2500

Melbourne

Level 15, 333 Collins Street
Melbourne, VIC, 3000, Australie
Téléphone : 61.3.8688.9100

Perth

Level 23, Exchange Tower
2 The Esplanade
Perth, WA, 6000, Australie
Téléphone : 61.8.9263.1111

Sydney

Level 62, MLC Centre
19 Martin Place
Sydney NSW 2000, Australie
Téléphone : 61.2.9263.2700

Portsea

3741 Point Nepean Place
Portsea, VIC, 3944, Australie

Gestion de patrimoine

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Canada

Colombie-Britannique

Vancouver

Pacific Centre

609 Granville Street, Suite 2200

P.O. Box 10337

Vancouver (Colombie-Britannique)

Canada V7Y 1H2

Téléphone : 604.643.7300

Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899

Kelowna

Landmark 5, 320 – 1620 Dickson Avenue

Kelowna (Colombie-Britannique)

Canada V1Y 9Y2

Téléphone : 250.712.1100

Sans frais : 1.888.389.3331

Ontario

Toronto

Brookfield Place, Suite 3100

P.O. Box 516

161 Bay Street

Toronto (Ontario)

Canada M5J 2S1

Téléphone : 416.869.7368

Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280

Waterloo

80 King Street South, Suite 101

Waterloo (Ontario)

Canada N2J 1P5

Téléphone : 519.886.1060

Sans frais : 1.800.495.8071

Alberta

Calgary

Centennial Place – East Tower

520 3rd Avenue SW, Suite 2400

Calgary (Alberta)

Canada T2P 0R3

Téléphone : 403.508.3800

Sans frais : 1.800.818.4119

Edmonton

Manulife Place

10180 — 101st Street, Suite 570

Edmonton (Alberta)

Canada T5J 3S4

Téléphone : 780.408.1500

Sans frais : 1.877.313.3035

Manitoba

Winnipeg

1010-201 Portage Avenue

Winnipeg (Manitoba)

Canada R3B 3K6

Téléphone : 204.259.2850

Sans frais : 1.877.259.2888

Québec

Montréal

1250, boul. René-Lévesque Ouest

Bureau 2930

Montréal (Québec)

Canada H3B 4W8

Téléphone : 514.844.5443

Sans frais : 1.800.361.4805

Nouvelle-Écosse

Halifax

Purdy's Wharf Tower II

1969 Upper Water Street

Suite 2004

Halifax (Nouvelle-Écosse)

Canada B3J 3R7

Téléphone : 902.442.3162

Sans frais : 1.866.371.2262

Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc.

Vancouver

Pacific Centre

609 Granville Street, Suite 2200

P.O. Box 10337

Vancouver (Colombie-Britannique)

Canada V7Y 1H2

Téléphone : 604.684.5992

Royaume-Uni et dépendances de la

Couronne

Londres

88 Wood Street

Londres, Royaume-Uni

EC2V 7QR

Téléphone : 44.20.7523.4500

Londres

11 Strand Street

Londres, Royaume-Uni

WC2N 5HR

Téléphone : 44.20.3327.5656

Édimbourg

4th Floor, 40 Princes Street

Édimbourg EH2 2BY

Téléphone : 44.13.1225.8484

Édimbourg

3rd Floor, The Capital Building

12-13 St Andrew Square

Édimbourg EH2 2AF

Téléphone : 44.13.1230.0333

Jersey

37 Esplanade

St Helier

Jersey JE4 0XQ

Téléphone : 44.1534.708090

Guernesey

Trafalgar Court

Admiral Park

St. Peter Port

Guernesey GY1 2JA

Téléphone : 44.1481.733900

Île de Man

55 Athol Street

Douglas

Île de Man IM1 1LA

Téléphone : 44.1624.690100

Blackpool

Talisman House

Boardmans Way

Blackpool FY4 5FY

Téléphone : 44.1253.621575

Lancaster

2 Waterview

Lancaster

LA1 4XQ

Téléphone : 44.1524.541560

Norwich

13-15 St Georges Street

Norwich

Norfolk NR3 1AB

Téléphone : 44.1603.567120

Llandudno

Anson House

1 Cae'r Llynen

Llandudno Junction

Conwy LL31 9LS

Téléphone : 44.1492.558359

Nottingham

The Point

Loughborough Road

West Bridgford

Nottingham NG2 7QW

Téléphone : 44.1158.965840

Worcester

Slip House
Princes Drive
Worcester WR1 2AB
Téléphone : 44.1905.953600

York

29 High Petergate
York
Yorkshire YO1 7HP
Téléphone : 44.1904.232780

Southampton

Ocean Village Innovation Centre
Ocean Way
Southampton SO14 3JZ
Téléphone : 44.2380.381670

Birmingham

7th Floor, 4 Temple Row
Birmingham B2 5HG
Téléphone : 44.1212.301910

Guilford

4th Floor, Tempus Court
Onslow Street
Guilford GU1 4SS
Téléphone : 44.1483.330500

Newcastle

City Quadrant
11 Waterloo Street
Newcastle NE1 4DP
Téléphone : 44.1919.178520

Australie*Melbourne*

Level 42, 101 Collins Street
Melbourne, VIC, 3000, Australie
Téléphone : 61.3.8688.9100

Sydney

Level 62, MLC Centre
19 Martin Place
Sydney NSW 2000
Téléphone : 61.2.8238.6200

Perth

Level 23, Exchange Tower
2 The Esplanade
Perth, Australie-Occidentale, 6000
Téléphone : 61.8.9263.1111

Albany

Level 2, Middleton Centre
184 Aberdeen Street
Albany, Australie-Occidentale, 6330
Téléphone : 61.8.9842.4700

Busselton

Suite 3
72 Duchess Street
Busselton, Australie-Occidentale, 6280
Téléphone : 61.8.9754.0700

Gold Coast

Level 9, 21 Upton Street
Gold Coast, Queensland, 4215
Téléphone : 61.7.5631.2300

Adelaide

Level 6, 26 Flinders Street
Adelaide, Australie-Méridionale, 5000
Téléphone : 61.8.8407.5700

AUTRES ÉTABLISSEMENTS**Pinnacle Correspondent Services***Vancouver*

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300

Toronto

Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 3000
P.O. Box 516
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2

Inscription en Bourse

Actions ordinaires
Bourse de Toronto : CF

Actions privilégiées
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@cgf.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Christina Marinoff

Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : cmarinoff@cgf.com

Le rapport annuel 2022 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.cgf.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le Service des relations avec les investisseurs.

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour les quatre prochains trimestres

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T1/23	4 août 2022	16 septembre 2022	30 septembre 2022	2 septembre 2022	15 septembre 2022
T2/23	2 novembre 2022	23 décembre 2022	3 janvier 2023	2 décembre 2022	15 décembre 2022
T3/23	8 février 2023	17 mars 2023	31 mars 2023	24 février 2023	10 mars 2023
T4/23	7 juin 2023	23 juin 2023	4 juillet 2023	23 juin 2023	4 juillet 2023

¹ Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuity.com.

Auditeur

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

INSCRIPTION EN BOURSE

Bourse de Toronto : CF, CF.PR.A, CF.PR.C

SITE WEB ET INFORMATION FINANCIÈRE

Les informations sur la gouvernance d'entreprise exigées par la Bourse de Toronto et l'information financière de l'exercice considéré sont disponibles sur notre site à l'adresse www.canaccordgenuity.com/fr/rerelations-investisseurs.

CLÔTURE DE L'EXERCICE

31 mars

DÉPÔTS RÉGLEMENTAIRES

Pour consulter les dépôts réglementaires de Groupe Canaccord Genuity Inc. sur SEDAR, visiter le site www.sedar.com.

PERSONNE-RESSOURCE POUR LES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS, LES ANALYSTES ET LES MÉDIAS

Christina Marinoff
Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : cmarinoff@cgf.com

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Pour obtenir des renseignements à l'intention des actionnaires ou pour demander un exemplaire de ce rapport.

Relations avec les investisseurs

161 Bay Street, suite 3000
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416.869.7293
Courriel : investor.relations@cgf.com

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

Services aux investisseurs
Computershare Inc.
100 University Avenue, 8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1.800.564.6253

International : 514.982.7555

Télécopieur : 1.866.249.7775

Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524

Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

DÉSIGNATION DES DIVIDENDES ADMISSIBLES

Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)
Au Canada, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la plupart des lois provinciales de l'impôt sur le revenu prévoient des taux d'impôt plus faibles pour les particuliers canadiens qui reçoivent des dividendes admissibles. Tous les dividendes sur actions ordinaires payés par Groupe Canaccord Genuity Inc. depuis 2006 sont admissibles, ainsi que tous les dividendes sur actions ordinaires versés depuis, à moins d'indication contraire.

SIÈGE SOCIAL

Groupe Canaccord Genuity Inc.
Pacific Centre
609 Granville Street, suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2 Canada

AUDITEUR INDÉPENDANT

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Pour connaître les honoraires versés aux auditeurs désignés par les actionnaires, consulter la notice annuelle de l'exercice 2022.

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE ADMISSIBLE

Groupe Canaccord Genuity Inc. est une société étrangère admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en vertu de la *Jobs & Growth Tax Reconciliation Act of 2003*.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le vendredi 5 août 2022
à 10 h (heure de l'Est)

Les actionnaires et les fondés de pouvoir dûment désignés peuvent participer à l'assemblée virtuelle en visitant le site <https://web.lumiagmcom/#/434429753>.

SERVICES DE RÉVISION ET DE CONCEPTION

The Works Design
Communications Ltd.

AMÉRIQUE DU NORD

- Bahamas
- Boston
- Charlotte
- Calgary
- Edmonton
- Halifax
- Kelowna
- Miami
- Minneapolis
- Montréal
- Nashville
- New York
- San Francisco
- Toronto
- Vancouver
- Waterloo
- Winnipeg

ROYAUME-UNI ET EUROPE

- Birmingham
- Blackpool
- Dublin
- Édimbourg
- Guernesey
- Guildford
- Île de Man
- Jersey
- Lancaster
- Llandudno
- Londres
- Newcastle
- Norwich
- Nottingham
- Paris
- Southampton
- Worcester
- York

AUSTRALIE

- Adélaïde
- Albany
- Busselton
- Melbourne
- Perth
- Sydney

ASIE

- Beijing
- Hong Kong

MOYEN-ORIENT

- Dubaï
- Tel Aviv

- BUREAUX DE GESTION DE PATRIMOINE
- BUREAUX DE MARCHÉS DES CAPITAUX

www.cgf.com

English-language copies of this report and related disclosure documents for fiscal year 2022 are available at:
www.canaccordgenuity.com/investor-relations/investor-resources/financial-reports

